



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Procès Verbal séance  
du 12 décembre 2022**

**DVV2023\_0002**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Le procès verbal de la séance du 12 décembre 2022 figure en annexe

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**PREND ACTE** du rapport du 12 décembre 2022

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0002-DE



**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

**Compte rendu détaillé / Procès verbal du conseil municipal du 12 décembre 2022 20 h**

L'an deux mille vingt deux, le douze décembre à vingt heures, le conseil municipal de la Ville de Verdun s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Hazard, Maire, régulièrement convoqué le 06 décembre 2022

	Présent	Excusé	Délégation pouvoir article L2121-20 CGCT	Observation
Monsieur HAZARD	x		Pouvoir de madame Jacquinet	
Monsieur GOEURIOT	x		Pouvoir de monsieur Thomas	
Madame DE PALMA ANCEL	x			
Monsieur STCHERBININE	x		Pouvoir de monsieur Colautti	
Madame PROT	x		Pouvoir de madame Brabant	
Monsieur JACQUINOT	x			
Madame BOURDIN WATRIN	x			
Monsieur WEISSE	x		Pouvoir de madame Mounzer	
Madame MOUNZER		x		
Monsieur LAVINA	x			
Madame COLLIGNON		x		
Monsieur CORTIAL	x			
Monsieur GRIGGIO	x			
Monsieur BAL	x			
Madame BRABANT		x		
Monsieur DEHAND	x			
Madame JACQUINET DEBEAUMOREL		x		
Madame BATTOU	x			
Monsieur COLAUTTI		x		
Monsieur ROUARD	x			
Madame CASAGRANDE	x			
Monsieur THOMAS		x		
Madame SCHWEITZER	x		Pouvoir de madame Collignon	
Madame GRETZ	x			
Monsieur HOUSSON	x			
Madame HAROS		x		
Monsieur LAHAUSSE	x			
Madame GHEWY		x		
Madame RICHARD	x			
Monsieur BROCHET	x			Secrétaire de séance
Madame ANRIFIDINE		x		
Madame RENAUD		x		
Monsieur BURATI	x			

Il faut une réforme de décentralisation pour plus d'autonomie. Les collectivités locales ne peuvent pas sortir un budget en déficit. La dette des collectivités territoriales représente 8 % des dettes d'Etat. Les collectivités sont responsables à zéro % du déficit public.

On demande un bouclier énergétique, une DGF indexée sur l'inflation, la non suppression de la CVAE.

Le gouvernement est déconnecté de la réalité du terrain et n'anticipe pas la crise à venir. 30 millions d'investissement sur Verdun. Toutes les collectivités vont devoir diminuer de manière drastique les investissements. Cela va impacter le démarrage de certains chantiers, des projets vont être différés ou retardés. Les taux d'intérêts explosent. 70 % des investissements publics sont portés par les collectivités. Des entreprises arrêtent la production, mettent les salariés en chômage partiel. Les entreprises demandent un bouclier tarifaire. Il y a une baisse de 40 % des appels d'offres.

Le gouvernement veut mettre en place un fonds vert (2 milliards d'euros). Nous n'avons pas attendu pour la mise en place d'une politique de développement durable.

On a souvent reproché de vendre les bijoux de famille = mess des officiers, banque de France, etc. Heureusement car il y a eu des investissements privés et projets économiques mais on aurait gardé les coûts de fonctionnement si les bâtiments avaient été conservés. Par exemple, avec Galland et Poincaré, on a créé un vrai pôle Danielle Mitterrand tout en vendant un bâtiment.

Il fallait gérer de manière efficace le patrimoine. On demande le maintien des subventions d'Etat pour les projets. Il faut que l'ensemble des concitoyens, que les collectivités garantes du pacte républicain soient entendues. On devra augmenter les moyens curatifs : augmentation des impôts pour augmenter les cotisations sociales. Les collectivités territoriales ne demandent qu'à être respectées. Le curatif coûte trop cher. Il faut aider les collectivités territoriales et les entreprises. La crise a des fondements structurels.

### 3/ Décision Modificative de crédits n°4 - Budget PRINCIPAL

Rapporteur	Monsieur GOEURIOT	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Monsieur le Maire rappelle la bonne santé financière de la collectivité qui gère les subventions, maîtrise les dépenses de fonctionnement.

Pas de débat.

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,  
- VOTE la décision modificative de crédits n°4.**

### 4/ Suppression du Budget Annexe VIERGE DES PAUVRES

Rapporteur	Monsieur GOEURIOT	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

**8/ Ajustement de l'attribution de compensation de la commune de Verdun**

Rapporteur	Monsieur GOEURIOT	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Monsieur le Maire rappelle que l'étude a été présentée à la CLECT juste avant la séance de la présente assemblée.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**AUTORISE la fixation de l'attribution de compensation de la Ville de Verdun, hors mutualisation à 2 474 102 euros à partir de 2022.**

**9/ Passage en M57 au 01/01/2023**

Rapporteur	Monsieur GOEURIOT	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité**

**AUTORISE la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 01/01/2023 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 pour le budget principal de la Ville de Verdun ainsi que les budgets annexes Plat de Bévaux, Vierge des Pauvres et Miribel.**

**10/ Méthodes utilisées pour les opérations de fin d'exercice - Modalités d'amortissements M57 - Budget PRINCIPAL Ville de Verdun**

Rapporteur	Monsieur GOEURIOT	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

- AUTORISE la mise en place de la méthode des modalités d'amortissements au prorata temporis**
- **MAINTIENT les durées d'amortissements qui étaient appliquées en M14**
- **FIXE la date de mise en service telle que définie dans les modalités ci-dessus.**

**11/ Encaissement du solde du patrimoine de l'association ARIAJ**

Unanimité	/	/
-----------	---	---

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**DECIDE l'attribution de la subvention spécifique au SAV pour sa section JUDO pour un montant de 200,00€.**

#### 15/Augmentation des tarifs funéraires

Rapporteur	Madame DE PALMA ANCEL	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Selon le rapporteur, ces tarifs n'ont pas été modifiés depuis 2009.

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**ADOpte ces tarifs à compter du 1er janvier 2023 :**

**Vacations funéraires : 25 €**

**Concessions**

**Durée 15 ans, le prix au m<sup>2</sup> est de 29,70 €**

**Pour 2m<sup>2</sup> 59 €**

**Pour 3 m<sup>2</sup> 89 €**

**Durée de 30 ans, le prix actuel au m<sup>2</sup> est de 85,80 €**

**Pour 3m<sup>2</sup> 257 €**

**Pour 4 m<sup>2</sup> 343 € Pour 5 m<sup>2</sup> 429 €**

**Pour 6 m<sup>2</sup> 515 €**

**Pour 7 m<sup>2</sup> 601 €**

**Pour 8 m<sup>2</sup> 686 €**

**Pour 9 m<sup>2</sup> 772 €**

**Renouvellement (pour une durée unique de 10 ans quelle que soit la durée initiale), le m<sup>2</sup> 29,7 €**

**Pour 2m<sup>2</sup> 59 €**

**Pour 3m<sup>2</sup> 89 €**

**Pour 4m<sup>2</sup> 119 €**

**Pour 5m<sup>2</sup> 148 €**

**Pour 6m<sup>2</sup> 178 €**

**Pour 7m<sup>2</sup> 208 €**

**Pour 8m<sup>2</sup> 238 €**

**Pour 9m<sup>2</sup> 267 €**

**Columbarium**

**Pour 15 ans 533 €**

**Renouvellement pour 10 ans 485 €**

**Tombes cinéraires sans cavurne (terrain nu)**

**Pour 15 ans 220 €**

Unanimité	/	/
-----------	---	---

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**CONSTATE la non applicabilité de pénalités de retard pour permettre le paiement du solde du marché auprès de l'entreprise Eiffage.**

**19/ Dérogation au repos dominical au titre de l'année 2023**

<b>Rapporteur</b>	Monsieur Cortial	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**EMET un avis favorable sur le projet de 12 ouvertures dominicales 2023 selon le calendrier prévisionnel suivant : 8 janvier, 15 janvier, 5 mars, 4 juin, 11 juin, 2 juillet, 3 septembre, 26 novembre, 3 décembre, 10 décembre et 17 décembre 2023.**

**20/ Avis sur la procédure de révision du plan de prévention des risques technologiques de Valtris Entreprises France SAS**

<b>Rapporteur</b>	Monsieur Cortial	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pour monsieur Dehand, cette révision permettra à l'entreprise de faire des investissements.

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**REND un avis favorable à la révision simplifiée au plan de prévention des risques technologiques de VALTRIS Entreprises France SAS.**

**21/Désignation d'un représentant au Conseil de la Vie Sociale**

<b>Rapporteur</b>	Monsieur le Maire
-------------------	-------------------

**24/Admission en non valeur de produits irrécouvrables**

<b>Rapporteur</b>	Monsieur Goeuriot	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**AUTORISE l'admission en non-valeur de ces titres pour la somme de 65,08 € sur l'article 6541.**

**25/Prestation d'action sociale - Convention COS 2023**

<b>Rapporteur</b>	Monsieur le Maire	
Pour	Abstention	Contre
Unanimité	/	/

Pas de débat.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**AUTORISE la signature de la convention 2023 avec le Comité des Œuvres Sociales du Personnel comprenant l'octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement, la mise à disposition d'agents, de matériels et de locaux.**



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Approbation du  
règlement budgétaire  
et financier (RBF) du  
Budget Principal et des  
Budgets Annexes Plat  
de Bévaux et Miribel**

**DVV2023\_0003**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Synthèse de la délibération

Par délibération du 12 décembre 2022, il a été adopté le passage à la M57 avec une mise en œuvre à compter du 1er janvier 2023.

Cette nomenclature impose l'instauration d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) valable pour la durée de la mandature.

Ce document commun à l'ensemble des collectivités mutualisées (Communauté d'Agglomération du Grand Verdun et budgets annexes, Ville de Verdun et budgets annexes, Caisse des Ecoles Intercommunale, CCAS et CIAS) évoluera et sera complété en fonction des

modifications législatives et réglementaires, ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

- **Contexte – Problématique**

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) définit les règles de gestion internes propres et applicables à l'ensemble des services internes de la Collectivité dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'instruction budgétaire et comptable applicable.

Le RBF reprend le cadre juridique et les principes budgétaires et comptables, l'élaboration et le vote du budget, l'exécution budgétaire et la gestion pluriannuelle des crédits.

Le présent règlement a pour vocation de regrouper en un document unique les règles fondamentales qui s'appliquent à l'ensemble de la collectivité en matière de gestion et ne constitue pas un manuel d'utilisation du logiciel financier ni un guide interne des procédures comptables mais a pour ambition de servir de référence à l'ensemble des questionnements émanant des agents et des élus de la Communauté d'Agglomération dans l'exercice de leurs missions respectives.

- **Enjeux**

En tant que document de référence, il a pour finalité de renforcer la cohérence et l'harmonisation des règles budgétaires et pratiques en matière de gestion. Il a aussi pour objectif de faciliter l'appropriation de règles par l'ensemble des acteurs de la Collectivité en dégagant une culture commune.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

L'assemblée doit se prononcer sur l'adoption pour la durée de la mandature du Règlement Budgétaire et Financier annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**ADOpte** pour la durée de la mandature le Règlement Budgétaire et Financier annexé à la présente délibération.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0003-DE



Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel

HAZARD

Date de signature : 07/04/2023

Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0003-DE

S<sup>2</sup>LO



# Règlement Budgétaire et Financier

---

Version mars 2023

*Hôtel de Ville – 11, rue du Président Poincaré – CS 80719 – 55107 VERDUN CEDEX  
Tél. 03.29.83.44.22 – Mail : [contact@grandverdun.fr](mailto:contact@grandverdun.fr)  
[www.verdun.fr](http://www.verdun.fr)*

# Table des matières

<b>I/ Le cadre juridique et les principes budgétaires et comptables .....</b>	<b>5</b>
1 - Les principes budgétaires .....	5
a) Le vote du budget .....	5
b) L'exécution budgétaire .....	6
2 - Le principe de séparation du comptable et de l'ordonnateur .....	6
3 - Les principaux documents budgétaires .....	7
<b>II/ L'élaboration et le vote du budget.....</b>	<b>8</b>
1 - Le calendrier managérial et budgétaire .....	8
2 - La préparation budgétaire et le vote .....	9
a) Une approche macro-économique et pluriannuelle .....	9
b) Une approche managériale .....	9
c) Le vote .....	10
d) Le dialogue de gestion : bilan d'étape CA N-1 .....	11
<b>III/ L'exécution budgétaire .....</b>	<b>12</b>
1 - Les grandes notions.....	12
a) La comptabilité d'engagement .....	12
b) Lignes budgétaires.....	12
c) Différence fonctionnement / investissement .....	13
d) Le principe du « service fait » .....	14
e) Portail Chorus .....	14
2 - Les bons de commandes.....	15
3 - Le traitement des factures .....	15
a) Service fait .....	16
b) Mandatement.....	16
c) Paiement.....	16
d) Rejet .....	16



e) Diminution des délais de paiement .....	16
4 - Le traitement des recettes.....	17
a) Emission de titres ordinaires .....	17
b) Régularisation des P503 .....	17
c) Régies .....	18
5 - Les opérations de fin d'exercice .....	18
a) La journée complémentaire .....	18
b) Rattachements .....	19
c) Restes A Réaliser / Reports .....	19
6 - Exécution budgétaire, comptabilité analytique et gestion patrimoniale .....	19
<b>IV/ La gestion pluriannuelle des crédits.....</b>	<b>20</b>
1 - La présentation générale du PPI.....	20
2 - La codification des programmes d'investissement .....	20
3 - Le rôle fondamental du PPI dans la gestion pluriannuelle des crédits.....	21



# INTRODUCTION

---

Le présent Règlement Budgétaire et Financier (RBF) précise les règles de gestion budgétaire et comptable applicables à la collectivité dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'instruction budgétaire et comptable applicable.

Le présent règlement ne constitue pas un manuel d'utilisation du logiciel financier mais a pour ambition de servir de référence à l'ensemble des questionnements émanant des agents et des élus de la collectivité dans l'exercice de leurs missions respectives sur les procédures comptables et financiers.

Ce document commun à l'ensemble des collectivités mutualisées (Communauté d'Agglomération du Grand Verdun et budgets annexes, Ville de Verdun et budgets annexes, Caisse des Ecoles Intercommunale, CCAS et CIAS) évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires, ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

**Créée en 2015, la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, c'est aujourd'hui :**



**25**  
Communes



**28 665**  
Habitants



**21**  
Budgets



**1**  
Employeur Territorial  
Unique



**10**  
Communes mutualisées  
en 2023



## I/ Le cadre juridique et les principes budgétaires et comptables

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées toutes les dépenses et les recettes pour une année. Il traduit en termes financiers la politique des collectivités et établissements publics.

Les prévisions de dépenses sont limitatives et les engagements de dépenses ne peuvent être supérieurs aux crédits votés.

A l'inverse, les prévisions de recettes sont estimatives, par conséquent la réalisation des recettes peut être supérieure à l'estimation. Cependant, les prévisions de crédits de dépense et recette doivent être sincères.

### 1 – Les principes budgétaires

#### a) Le vote du budget

Le budget voté doit être conforme aux cinq principes budgétaires suivants :

- **L'annualité** : les dépenses et les recettes sont votées pour une année civile. Les crédits sont annulés lorsqu'ils ne sont pas utilisés.  
Il existe quelques exceptions à cette règle comme les restes à réaliser (RAR) et les autorisations de programme (AP/CP).
- **L'équilibre** : les dépenses et les recettes doivent être équilibrées dans les deux sections de fonctionnement et d'investissement.
- **L'unité** : toutes les dépenses et recettes doivent figurer dans un document unique.  
Une exception réside dans les budgets annexes (exemple : services à caractère administratif sans personnalité juridique qui sont individualisés).
- **L'universalité** : l'ensemble des recettes doit servir à couvrir l'ensemble des dépenses.  
Ce principe se décompose en deux règles :
  - La non-affectation : il est interdit qu'une recette particulière soit affectée à une dépense particulière ;
  - La non-contraction : toutes les recettes et toutes les dépenses doivent être inscrites au budget, sans contraction entre elles.
- **La spécialité** : les dépenses et recettes ne sont autorisées que pour un objet particulier.  
Les crédits sont ouverts et votés, dans chacune des sections, par chapitres et par articles.





## b) L'exécution budgétaire

L'exécution du budget doit quant à elle être conforme aux six principes budgétaires suivants :

- **La régularité** : les opérations financières conduisant aux enregistrements comptables doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur.
- **La sincérité** : les dépenses et les recettes doivent être comptabilisées en fonction des éléments d'information disponibles à un moment donné.
- **L'exhaustivité** : les enregistrements comptables doivent détailler la totalité des droits et obligations de l'entité.
- **La spécialisation des exercices** : les opérations se rattachant à la bonne période comptable ou au bon exercice doivent faire l'objet d'un enregistrement définitif en comptabilité.
- **La permanence des méthodes** : les mêmes règles et procédures doivent être appliquées chaque année afin que les informations comptables soient comparables.
- **L'image fidèle** : les comptes doivent donner une représentation du résultat de la gestion, du patrimoine et de la situation financière de l'entité conforme à la réalité.

## 2 - Le principe de séparation du comptable et de l'ordonnateur

L'ordonnateur et le comptable ont des attributions différentes : celui qui ordonne ne paie pas ; celui qui paie n'ordonne pas.

- Rôle de l'ordonnateur : c'est l'exécutif, président(e) ou maire, qui décide de la dépense ou du recouvrement de la recette. Il a la responsabilité de la décision. Il engage, liquide en constatant le service fait et mandate la dépense ou émet un titre de recette.
- Rôle du comptable : c'est un fonctionnaire de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Il décide du paiement des dépenses et de l'encaissement des recettes. Il est responsable sur ses propres deniers de toutes les opérations. Il contrôle les pièces justificatives, l'exactitude de l'imputation budgétaire, la disponibilité des crédits. Il prend en charge les mandats et les met en paiement. Il procède au recouvrement des titres de recette par l'envoi d'avis des sommes à payer et à l'encaissement des règlements.

Les Services du SGC (Service de Gestion Comptable) de Verdun et de la collectivité se réunissent afin d'optimiser leurs méthodes de travail.



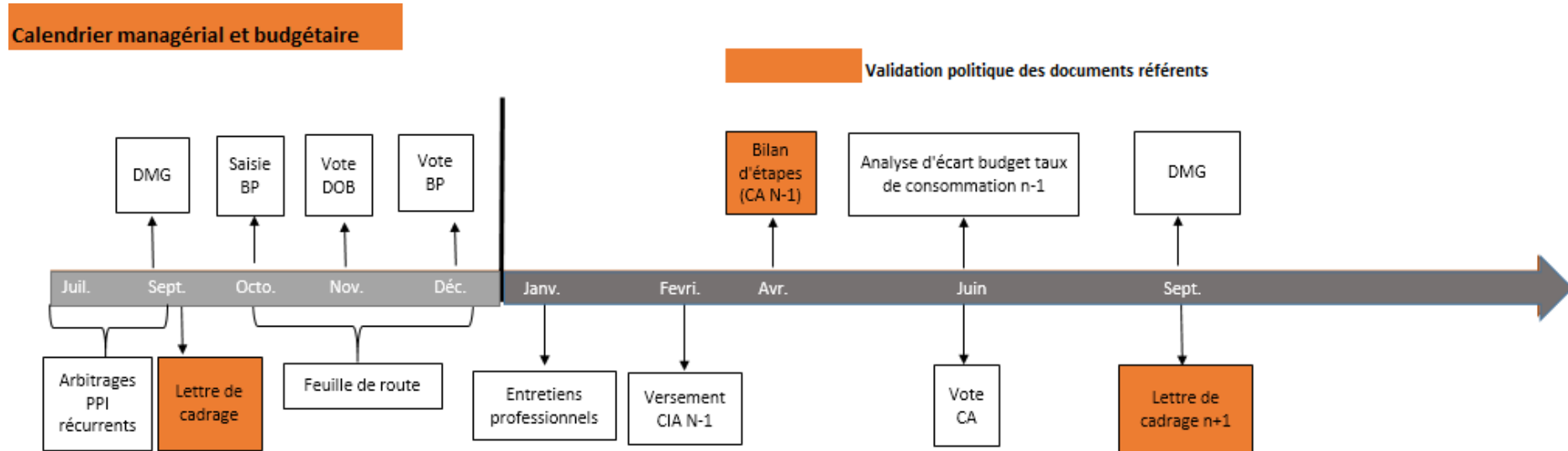
### **3 - Les principaux documents budgétaires**

- Budget primitif (BP) : il s'agit d'un acte budgétaire prévoyant et autorisant les dépenses et les recettes de la collectivité pour l'année, il doit être adopté avant le 15 avril, (30 avril lors des élections de l'assemblée délibérante).
- Budget Supplémentaire (BS) : il s'agit d'un acte budgétaire modifiant le budget initial qui a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent, lorsqu'il n'est pas procédé à une reprise anticipée des résultats.
- Décision Modificative (DM) : il s'agit d'un acte budgétaire modifiant le budget initial. Il permet d'ajuster les dépenses et les recettes ainsi que d'effectuer les transferts de crédits entre sections et entre chapitres dans le respect de l'équilibre.
- Compte Administratif (CA) : ce document retrace toutes les dépenses et recettes de l'année N-1. Il permet de dégager le résultat de l'exercice.
- Compte de Gestion : ce document est transmis par le comptable, il retrace toutes les dépenses et recettes comptabilisées par le Service de Gestion Comptable, il doit être conforme au compte administratif.



## II/ L'élaboration et le vote du Budget

### 1 - Le calendrier managérial et budgétaire



\* Compte-tenu du contexte lié à la crise financière pour l'année 2023, le calendrier budgétaire est décalé avec un vote du Budget primitif en mars.



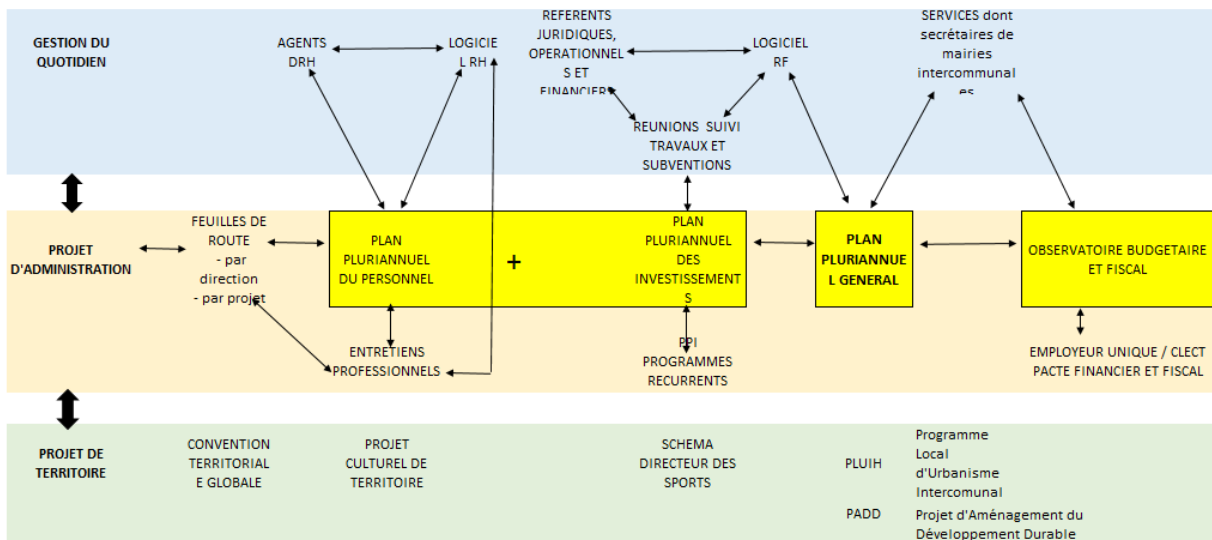
## 2 - La préparation budgétaire et le vote

### a) Une approche macro-économique et pluriannuelle

Le budget doit s'inscrire dans une vision pluriannuelle évaluée et ajustée en continu tout au long de l'année.

Il repose sur une gestion d'enveloppes globales réparties par direction en fonction des priorités politiques traduites en cours d'années dans des tableaux de bord à dimension stratégique, le projet de territoire, le projet d'administration, le Plan Pluriannuel des Investissements (PPI), le Plan Pluriannuel du Personnel (PPP), le Plan Pluriannuel Général (PPG)...

#### Modalités de mise à jour des documents référents



### b) Une approche managériale





Le vote du budget en décembre permet une meilleure adéquation entre le projet politique de la collectivité, sa traduction budgétaire répartie par direction et sa déclinaison managériale à l'appui des entretiens professionnels programmés en début d'année. Ces derniers auront beaucoup plus de sens s'il existe une corrélation d'ensemble entre les objectifs politiques prioritaires et les moyens budgétaires et humains qui y sont associés. La pérennité du vote en décembre est toutefois conditionnée à la fiabilité des simulations budgétaires, en particulier à la lisibilité et la régularité de l'évolution des recettes de fonctionnement.



c) Le vote

Le Débat d'Orientation Budgétaire

Le DOB est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et de leurs groupements et doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur structure afin d'éclairer leurs choix lors du vote du Budget Primitif (BP). Le débat s'applique au budget principal et aux budgets annexes.

<b>Modalités du DOB</b>	
<p><b>1</b> <b><u>Le DOB doit faire l'objet d'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB)</u></b></p>  <p>Le ROB doit contenir les informations suivantes (art. L 2312-1 CGCT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ orientations budgétaires</li> <li>➔ engagements pluriannuels envisagés</li> <li>➔ structure et gestion de la dette</li> <li>➔ présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (dépenses de personnel, rémunérations, avantages en nature et temps de travail)</li> </ul>	<p><b>2</b> <b><u>Le DOB est obligatoire</u></b></p>  <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Pour les communes de + 3 500 hab</li> <li>➔ Pour les EPCI comprenant au moins 1 commune de + 3 500 hab</li> </ul>
<p><b>3</b> <b><u>Le DOB doit avoir lieu</u></b></p>  <p>Dans les deux mois qui précèdent le vote du BP</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Ni à la même séance</li> <li>➔ Ni le même jour</li> </ul>	<p><b>4</b> <b><u>Le DOB doit faire l'objet d'une délibération spécifique</u></b></p>  <p>Dans les conditions applicables à toutes les séances de l'assemblée délibérante (art. L. 2121-20, L. 2121-21, L. 3121-14, L. 3121-15, L. 4132-13 et L. 4132-14 du CGCT)</p> <p>La délibération permet de prendre acte de la tenue du débat lors du contrôle par le représentant de l'Etat</p>

Le Budget Primitif (BP)

Le budget primitif est un acte prévisionnel qui peut être modifié tout au long de l'année par Décision Modificative.

La validation des tableaux de bords (PPI, PPP, PPG) en bureau par les élus constitue la première étape de la préparation budgétaire.

Une fois validée, la stratégie est traduite dans une lettre de cadrage adressée aux directeurs. Le Président définit alors les enveloppes budgétaires dédiées à chaque direction. Les services procèdent aux saisies budgétaires dans le logiciel CIRIL.



Le service financier vérifie la conformité de ces saisies avec les orientations données et prépare un projet de délibération, la maquette et les annexes du budget qui sont ensuite soumis au vote de l'assemblée.

La validation des feuilles de route par direction après validation de la note de cadrage permet un ajustement cohérent entre le projet de territoire, le projet d'administration, les moyens humains et budgétaires disponibles et la priorisation des missions.

### La Décision Modificative Générale (DMG)

La majeure partie des ajustements budgétaires est réalisée lors de la Décision Modificative Générale.

Chaque service a la possibilité de saisir de janvier à août ses demandes. Pour se faire, il devra privilégier la fongibilité des crédits quand c'est possible ou justifier d'une validation politique.

Le rôle du directeur est d'informer son élu de l'impact financier d'une demande de crédits supplémentaire. A l'issue de la saisie de la DMG, il devra produire une NIDG DMG qui est une synthèse par chapitre des évolutions budgétaires proposées. Le solde implique alors un arbitrage politique sur le mode de financement de l'équilibre général du budget.

#### d) Le dialogue de gestion : Bilan d'étape CA N-1

Une analyse du taux d'érosion (réalisations par rapport aux prévisions) sera effectuée en N+1 lors d'un bilan d'étape annuel.

Il s'agit de réunions avec les directions organisées par la DRF qui interviennent après une présentation aux élus de la situation budgétaire globale de la collectivité au regard des résultats définitifs N-1 (vote du compte administratif et du compte de gestion).

Ce temps d'échange est formalisé par la production d'une note présentée aux élus des finances sur l'analyse d'écart par chapitre du taux d'érosion N-1.

L'objectif est de tendre progressivement vers un taux le plus proche de 100 %.

L'analyse d'écart devrait permettre de dissocier progressivement les évolutions budgétaires qui ne pouvaient pas être anticipées et celles qui impliquent un ajustement plus précis et plus régulier du contenu des lignes budgétaires, y compris au niveau des recettes.

Chaque direction est invitée à communiquer au service financier toute évolution significative de son budget (supérieur à 10 000 €) dès qu'il en a connaissance, notamment en fin d'année pour l'anticipation du résultat afin d'améliorer la connaissance de nos marges de manœuvre budgétaire et faciliter la prise de décision politique (lancement anticipé ou décalé d'un projet, politique managériale...).



### III/ L'exécution budgétaire

#### 1 - Les grandes notions

##### a) La comptabilité d'engagement

La tenue d'une comptabilité d'engagement est une obligation qui incombe à l'exécutif de la collectivité. Elle est obligatoire en dépenses mais facultative en recettes.

Elle permet également :

- De faire valider les dépenses engagées (via la procédure du bon de commande)
- De connaître le solde des crédits disponibles à tout instant
- D'accélérer le délai de paiement au fournisseur
- De déterminer en fin d'année la liste des reports et des rattachements

L'engagement comptable est distinct de l'engagement juridique :

- L'engagement juridique est l'acte par lequel l'organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge (notification d'un marché, signature d'un devis...)
- L'engagement comptable permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que l'on s'apprête à conclure (contrôle des crédits disponible avant la notification d'un marché, la signature d'un devis... + engagement via la procédure bon de commande)

**L'engagement comptable précède ou est concomitant à l'engagement juridique.**

Plus concrètement, on doit s'assurer d'avoir les crédits nécessaires avant de s'engager auprès d'un fournisseur.

##### b) Lignes budgétaires

Les lignes budgétaires sont composées des zones listées ci-dessous :



### Gestionnaire

- Un gestionnaire = une commune, sauf le gestionnaire 00 CAGV (Frais communs), réparti selon des clés de répartition si nécessaire
- Exemple : 01 Verdun, 02 Thierville...

### Fonction

- Permet d'isoler les dépenses/recettes par destination
- Exemple : 212 Ecoles Primaires, 314 Musées...

### Nature

- Permet d'isoler les dépenses/recettes par type de prestation
- Exemple : 60612 Fluides, 61551 Entretien du matériel roulant..

### Opération

- Permet de regrouper les dépenses/recettes d'investissement par opération
- Exemple : 07 1 15 10 Création de la médiathèque, 07 2 814 0 Récurrents éclairages publics...

### Service

- Permet d'isoler les dépenses/recettes par service
- Chaque utilisateur a accès à un ou des services précisément identifiés
- Exemple : 5730 Aquadrome, 6410 Espaces, verts...

### Antenne

- Une antenne = une localisation. Il existe de rare exception pour des événements d'ampleur (GDFESTIV Grand Festival...)
- Exemple : 17ECOLE Ecole de Fromereville, ECOLMUS Ecole de Musique...

Celles-ci permettent de répondre à des demandes techniques et/ou politiques concrètes :

- Coût d'une école
- Coût de la voirie sur une commune
- Coût des fluides (eau, électricité...) sur un bâtiment
- ....

#### c) Différence fonctionnement / investissement

Sont imputées à la section d'investissement les dépenses présentant un caractère durable et permanent ne se renouvelant pas à l'identique chaque année, c'est-à-dire :

- Les biens immeubles
- Les biens meubles fixes : mobilier scellé à l'immeuble ou indétachable sans être fracturé ou détérioré, ou sans briser ou détériorer la partie du fond à laquelle il est attaché





- Les biens meubles mobiles selon les règles ci-dessous :
  - Les biens présents dans la nomenclature présentée dans l'annexe 1 "Nomenclature des meubles considérés comme valeurs immobilisées" de la circulaire N°INTB0200059C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputations des dépenses du secteur public local (<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/annexe-1-nomenclature-des-meubles-consideres-comme-valeurs-immobilisees>)
  - Les biens non mentionnés dans la nomenclature mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.
- Si les biens ne sont pas dans la nomenclature alors qu'ils ont un caractère durable, la dépense est classée en investissement si le montant unitaire dépassant 500 € TTC.

Sont imputées à la section de fonctionnement les dépenses généralement consommées dès le 1er usage et présentant un caractère récurrent. Comptabilisées en compte de charges (charges à caractère général, de personnel, de gestion courante, intérêts de la dette, dotations aux amortissements, provisions), elles désignent les biens et services consommés par la collectivité pour les besoins de son activité.

#### d) Le principe du « service fait »

Le principe du « service fait » est un dispositif protecteur des deniers publics qui interdit de payer une dépense, avant que les prestations qu'elle rémunère n'aient été effectivement exécutées.

#### e) Portail Chorus

Le dépôt des factures sur Chorus est obligatoire, à l'échelle nationale, pour l'ensemble des entreprises depuis le 1er janvier 2020.

Les fournisseurs ne peuvent donc plus envoyer leurs factures par courrier ou par mail mais doivent les déposer sur un portail dédié.

3 informations sont obligatoires lors du dépôt :

- le siret
- le code service
- l'engagement

Ces informations figurent sur les bons de commandes.

Ce dispositif permet aux fournisseurs de suivre l'état d'avancement de leurs factures (service fait, mandatée, payée...) et a permis un gain de temps considérable sur le traitement des factures (affectation automatique aux bons services, suppression des confusions Ville / Agglo...).

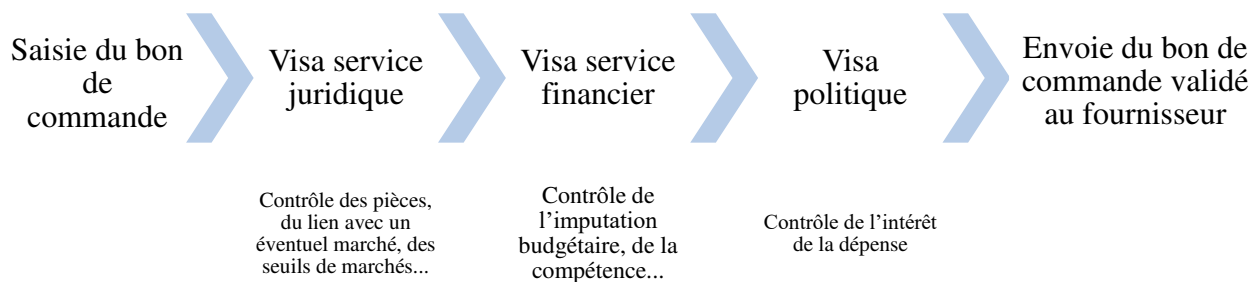


## 2 - Les bons de commandes

Le bon de commande permet de générer un engagement comptable (cf. chapitre précédent sur la comptabilité d'engagement).

Lors de la saisie du bon de commande, il doit être complété différentes informations obligatoires (fournisseur, ligne d'imputation, nomenclature, lien éventuel avec un marché, montant, code service Chorus...).

Une fois saisie, le bon de commande passe par 3 visas : juridique, financier et politique. Suite à ces derniers, le bon de commande visé peut être transmis au fournisseur.



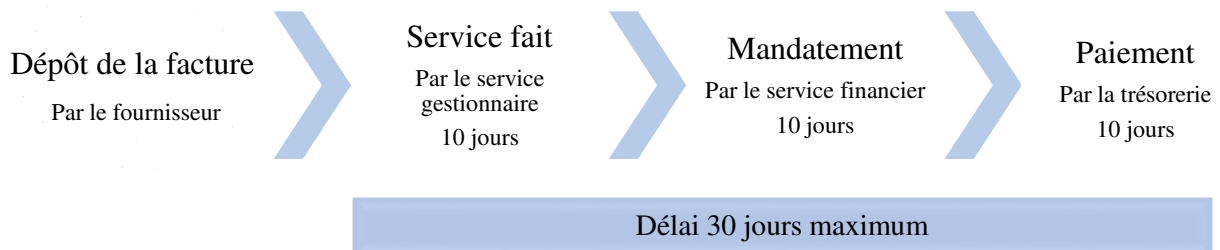
A noter :

Les bons de commandes peuvent-être saisis dans la limite des crédits budgétaires votés (contrôle sur la nature et le service).

Dans l'optique d'une plus grande souplesse, autonomie et responsabilisation des directions, les directeurs, ou certains agents à qui a été déléguée cette tâche, ont l'autorisation de saisir des bons de commande en dépassement de crédit. Une régularisation est alors à prévoir par le biais d'une Décision Modificative.

## 3 - Le traitement des factures

Le traitement des factures suit le processus ci-dessous.



L'obligation légale est un paiement intervenant dans les 30 jours à réception de la facture.

Ce délai est réparti en 20 jours pour l'ordonnateur (gestionnaire + service financier) et 10 jours pour le SGC Service de Gestion Comptable.

#### a) Service fait

Ce contrôle est réalisé par le gestionnaire sur le service fait (prestation effectuée, livraison reçu...) mais aussi sur la facture en elle-même (montant facturé correct, correspond au devis, au prix du marché...). La facture doit être rapprochée à l'engagement préalablement saisie puis validée.

#### b) Mandatement

La liquidation, qui devient mandatement après validation du bordereau, est réalisée par le service financier.

Elle est effectuée à l'appui du rapprochement à l'engagement (imputation, lien avec un marché, pièces justificatives...).

#### c) Paiement

Le paiement est réalisé par la trésorerie après contrôle des mandats (contrôle de pièces justificatives, de RIB, de l'imputation, concordance avec les prix du marché...)

En principe ces contrôles ont été effectués lors des différentes étapes (visa du bon de commande, service fait, mandatement...) mais des anomalies sont régulièrement détectées.

Si tout est correct, le mandat est payé, dans le cas contraire il est rejeté.

#### d) Rejet

Dans le cas où un mandat est rejeté, le service financier informe le gestionnaire.

Une réponse ou une pièce complémentaire est alors attendue pour le remandatement.

Si le remandatement n'est pas possible (facture à refaire...), la facture est classée sans suite et le fournisseur doit en être informé afin de déposer une nouvelle facture, conforme.

Le mandatement, le rejet, les échanges avec le gestionnaire, le fournisseur, le remandatement... sont des tâches générant du travail supplémentaire à tous les acteurs de la chaîne de paiement mais ont surtout un impact sur les délais de paiement. Le fournisseur en est le principal pénalisé.

#### e) Diminution des délais de paiements

Un objectif commun à l'ensemble des services est la diminution des délais de paiements.

Cet objectif ne peut aboutir sans être partagé avec les gestionnaires.



Ainsi, des échanges réguliers sont réalisés avec les services de manière formelle (envoi des factures reçus depuis plus de 10 jours chaque début de mois, bilan en fin d'année...) mais aussi informelle tout au long de l'année.

A titre d'exemple, entre 2017 et 2021, le délai de service fait est passé de 12,7 jours à 9,7 jours et le taux de rejet est de 7% en 2017 à 2%. Des résultats positifs mais un effort à maintenir au quotidien.

#### **4 - Le traitement des recettes**

##### a) Emission de titres ordinaires

Pour facturer un usager, le service financier émet des titres de recettes qui seront pris en charge et envoyés par la trésorerie.

Pour ce faire, les services doivent transmettre au service financier :

- La délibération tarifaire en pdf
- Les éléments à facturer avec quantité et prix unitaires correspondant à la délibération
- La ligne d'imputation
- En cas de facturation à un organisme public, les informations Chorus obligatoire (ceux-ci dépendent de l'organisme facturé, siret et/ou code service et/ou code engagement)

La collectivité ne peut pas envoyer de factures directement aux usagers (sauf régie, voir ci-après).

Dans certains cas, une interface est mise en place entre des logiciels externes (enfance, culture...) et le logiciel finance afin d'éviter une saisie manuelle des titres.

##### b) Régularisation des P503

Il s'agit d'un compte d'attente sur lequel chaque encaissement n'ayant pas donné lieu à un titre est enregistré.

Il s'agit par exemple de l'encaissement d'une subvention, du remboursement d'une assurance...

Le service financier devra émettre un titre « émis après encaissement » pour régulariser la situation à l'appui :

- D'un justificatif (courrier d'octroi de subvention, justificatif de l'assurance...)
- De la ligne d'imputation

Ces informations doivent être transmises par les services dès que possible.



### c) Régies

Seul le SGC Service de Gestion Comptable est habilité à encaisser de l'argent, le service financier de la collectivité ne dispose d'aucune liquidité, ni carte, ni chéquier.

Ce principe connaît une exception : la régie.

Certains agents des directions opérationnelles, pour des missions précises, et sous accord formalisé entre la collectivité et la trésorerie, sont autorisés à facturer des usagers et à recouvrer ces encaissements. Il s'agit par exemple de la facturation des droits places (marché, foire...) ou de l'accueil de certains sites (aquadrome, musée...).

Les régisseurs doivent déposer de manière régulière les sommes encaissées à la trésorerie accompagnée d'un état récapitulatif.

Afin de régulariser la situation comptable, le régisseur transmet au service financier :

- Un état récapitulatif des sommes encaissées
- La délibération tarifaire en pdf
- La/les ligne(s) d'imputation.

## **5 - Les opérations de fin d'exercice**

Le budget est l'acte par lequel est autorisé l'ensemble des dépenses et des recettes pour une année civile, laquelle commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Il existe cependant quelques exceptions.

### a) La journée complémentaire

Elle permet de mandater les dépenses et les recettes de fonctionnement réalisées dans l'année jusqu'au dernier jour du mois de janvier N+1.

Pour une prestation réalisée en décembre N facturée le 31/12/N par l'entreprise, la facture pourra être mandatée sur le budget de l'exercice N même si elle a été reçue en janvier N+1.

La journée complémentaire permet ainsi de présenter à la clôture de l'exercice une situation aussi complète que possible des dépenses et recettes de l'année.



## b) Rattachements

Ils permettent de rattacher les dépenses et les recettes de fonctionnement qui se rapportent à l'exercice mais qui n'ont pas pu être comptabilisées sur celui-ci.

Le fait déclencheur du rattachement est le service fait sur les dépenses engagées. Une dépense de fonctionnement est rattachée si la prestation a été faite (service fait) avant le 31/12/N-1 alors que la facture n'a pas encore été réceptionnée ou traitée.

En fin d'année, le service financier enverra une liste des bons de fonctionnement non utilisés. Il faudra annoter sur celle-ci les bons pour lesquels la prestation a été effectuée en cours de l'année N mais pour lesquels nous n'avons pas encore reçu la facture.

Cette liste sera à retourner au service financier accompagnée d'un justificatif (bon de livraison...).

Ainsi le service retrouvera son bon sur l'exercice N+1, et il pourra le rapprocher à la facture à réception de celle-ci.

## c) Restes A Réaliser / Reports

Ils correspondent aux dépenses d'investissement engagées mais non mandatées (marchés, devis signés...) ou aux recettes d'investissement, certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre (subventions pour lesquelles nous avons reçu un justificatif écrit...).

Les Restes A Réaliser sont pris en compte dans le calcul du résultat et repris pour un montant identique dans le budget N+1.

## **6 - Exécution budgétaire, comptabilité analytique et gestion patrimoniale**

- L'intégration d'indicateurs analytiques dans les lignes budgétaires
- Le contrôle régulier des imputations budgétaires via la systématisation de la comptabilité d'engagement
- L'automatisation via chorus pro, la saisie des bons de commandes et la liquidation budgétaire permettent la mise à jour régulière des données analytiques et patrimoniales qui facilitent l'aide à la décision.





Il existe trois types de programmes d'investissement :

- Les programmes de projets en cours

On les repère par le chiffre 1, après l'identification du budget, et figurent en début de liste du PPI. Les projets ont un début et une fin, ils sont donc millésimés.

La numérotation est organisée comme suit :

xx : identification du budget (exemple 07 pour la communauté d'agglomération)

1 pour les programmes de projet en cours

nn : année de lancement du projet

xx : numérotation chronologique des programmes lancés

- Les programmes récurrents

On les repère par le chiffre 2, après identification du budget. Ils sont intemporels et correspondent à l'entretien patrimonial de la collectivité. Ils sont étroitement liés à la nomenclature fonctionnelle.

La numérotation est organisée comme suit :

xx : identification du budget (exemple 07 pour la communauté d'agglomération)

2 pour les programmes récurrents

Xxx : pour l'identification de la fonction (exemple 212 pour l'entretien des écoles maternelles)

0 pour obtenir une numérotation à 7 chiffres ou x pour des identifications spécifiques hors fonction (ex. voirie)

Les programmes récurrents font l'objet d'amortissements techniques chaque année.

- Les programmes de projets terminés

On les repère par le chiffre 3, après l'identification du budget, et figurent en fin de liste du PPI. Les programmes sont terminés lorsque les opérations de transfert sont effectuées (transfert du compte 23 au compte 21).

Les programmes de projet terminés font l'objet d'amortissements techniques. Le passage du projet en cours au projet terminé se concrétise par une modification, uniquement sur le PPI, du numéro de programme (le chiffre 1 en troisième position devient le chiffre 3). Les anciens programmes peuvent ainsi être masqués et globalisés.

La codification du PPI sera progressivement revue avec le passage à la M57.

### **3 - Le rôle fondamental du PPI dans la gestion pluriannuelle des crédits**

La collectivité a fait le choix dans l'immédiat de ne pas avoir recours à la gestion en AP/CP afin de faciliter le suivi opérationnel.

La gestion pluriannuelle des crédits s'établit donc sur la base du PPI présenté aux élus en bureau, en conférence des maires et lors du vote du Débat d'Orientation Budgétaire.

C'est une gestion quotidienne plus souple puisqu'elle permet une plus grande réactivité face aux évolutions sur une opération.





Cela implique à contrario un pilotage régulier pour organiser le partage de l'information et la mise à jour des données prospectives. Un guide des procédures sur le suivi des travaux a été élaboré à cet effet.

\*\*\*\*\*

Les points ci-dessous sont en cours de réflexion et seront rajoutés lors d'une prochaine mise à jour du Règlement Budgétaire et Financier :

- Précision sur les marchés publics (seuils, pièces obligatoires...)
- Annexe du guide des procédures pour le suivi des Grands travaux
- Plan Pluriannuel d'Investissement thématique
- Engagement des subventions à recevoir
- Suivi des subventions versées





REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Rapport d'Orientation  
Budgétaire 2023**

**DVV2023\_0004**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Synthèse de la délibération

Présentation du Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

• **Contexte – Problématique**

Les documents relatifs au Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 figurent en annexe

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**ADOpte** le Rapport d'Orientation Budgétaire de la Ville de Verdun pour l'exercice 2023.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.



L

Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (R.O.B) est un document rédigé au moment de la préparation budgétaire. Il sert de base au Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) qui s'impose aux collectivités de plus de 3 500 habitants.

Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif.

Le D.O.B. constitue un moment essentiel de la vie de la collectivité territoriale, il permet de faire le point sur l'évolution de la situation financière et d'examiner les orientations futures.

La loi exige que le rapport contienne a minima trois éléments :

### **1) Les orientations budgétaires envisagées**

Le ROB doit indiquer quelles sont les évolutions prévues en dépenses et en recettes. Ces orientations concernent à la fois la section de fonctionnement et celle d'investissement. Pour les recettes, le rapport doit indiquer quelles sont les hypothèses retenues pour la construction du budget. Ces hypothèses concernent les concours financiers de l'Etat, la fiscalité, la tarification des services publics locaux et les subventions. S'y ajoutent les éventuelles évolutions des relations financières entre la commune et le groupement dont elle est membre.

### **2) Les engagements pluriannuels**

Le ROB présente le plan pluriannuel d'Investissement (PPI). Il inclut les prévisions de dépenses et de recettes et, le cas échéant, les orientations concernant les autorisations de programme (AP).

### **3) La structure de la gestion de la dette**

Le rapport indique notamment la capacité d'endettement, de désendettement et d'autofinancement de la collectivité. Le profil de l'encours visé à la fin de l'exercice budgétaire doit être également mentionné.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le ROB contient aussi une analyse des effectifs de la collectivité, les dépenses de personnel et la durée effective du travail.

Cette évolution législative ne pose pas de difficultés particulières puisque ces points étaient déjà évoqués dans les DOB précédents. Ils sont principalement développés en deuxième partie du présent document.

La première partie s'attache à identifier les facteurs externes et internes qui jouent un rôle prépondérant sur nos modes d'organisation, la prise de décision politique et les évolutions budgétaires qui en découlent. Cette approche pédagogique vise à mieux expliquer le processus de décision au regard des connaissances du moment et des anticipations projetées.

Compte-tenu de la mutualisation des moyens entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Verdun, les débats d'orientation budgétaire sont axés sur des analyses et des présentations communes aux deux structures.

## **Première partie : les éléments de contexte qui influent sur l'approche budgétaire**

L'année dernière, le débat d'orientation budgétaire 2022 s'inscrivait dans un niveau d'incertitude important en référence à la crise sanitaire et aux changements climatiques. Le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 semble malheureusement confirmer que, sur cette mandature, la gestion de la crise devient la norme.

Le présent ROB se concentrera essentiellement sur les répercussions économiques et budgétaires qui pèsent sur nos territoires. Nos institutions sont mises à l'épreuve mais

l'appartenance à une structure intercommunale fortement intégrée, axée sur une gouvernance partagée, avec de surcroît une situation financière saine, constitue un atout majeur pour s'adapter à ces bouleversements contraints.

Notre capacité collective à ajuster nos systèmes d'organisation sera un élément clé pour traverser solidairement les difficultés budgétaires auxquelles toutes les collectivités sont actuellement confrontées.

## **I – Le mur énergétique**

Comme évoqué à plusieurs reprises en réunion de direction, en réunion de bureau et en conférences des maires, nos collectivités ont dû s'adapter à la crise énergétique en cours et aux répercussions inflationnistes qui grèvent nos marges de manœuvres budgétaires.

**L'augmentation de la facture énergétique était une préoccupation majeure qui avait déjà été évoquée les années précédentes, notamment dans les précédents débats d'orientations budgétaires. Cela a justifié des décisions patrimoniales fortes.**

On peut notamment citer la vente des bâtiments "Banque de France" et "Ecole Poincaré". Des travaux d'isolation ont été réalisés prioritairement sur les bâtiments les plus énergivores dans le cadre des Travaux Énergétiques Pour la Croissance Verte (TEPCV) ; cela concerne l'école et le gymnase Porte de France, le COSEC des Planchettes et le gymnase Gratreaux à Charny.

Le parc d'éclairage public a été renouvelé, avec l'utilisation d'ampoules LED dans de nombreux secteurs : la quasi-totalité des villages ainsi que la majorité des zones résidentielles pour Verdun. Le suivi des fluides a justifié le recrutement spécifique d'un ingénieur, dans la continuité de son contrat d'alternance, et une comptabilité d'engagement dédiée à la gestion des fluides a facilité le suivi individualisé de chaque point de livraison, sources d'économie.

En partenariat avec les entreprises Dalkia et Lorraine Energie, des investissements ont été planifiés avec un intéressement associé à des objectifs ciblés en termes de baisse de consommation (20% pour les bâtiments concernés). Les agents et les usagers ont également participé à cet effort collectif avec une réduction des consignes de température dans les bâtiments publics.

Cependant, **l'ampleur de la crise énergétique en 2022 constitue un changement de paradigme**. Si, à l'appui d'un marché négocié avec Total Energie sur 2 ans, la CAGV et les communes membres adhérentes du groupement étaient "protégées" jusqu'à la fin de l'année 2022, les simulations réalisées en septembre 2022, au vu de nos consommations annuelles et des conditions de marché du moment, présentaient un surcoût budgétaire pour l'exercice 2023 de la CAGV estimé à 3,2 millions, soit 6,5 points de fiscalité.

**Une présentation du mur budgétaire a été effectuée début septembre en réunion de direction, en bureau et en conférence des maires et les stratégies suivantes ont été adoptées :**

⇒ **Ajustement du calendrier budgétaire** avec un vote du budget primitif décalé en avril 2023 pour accompagner au mieux cette difficile transition, sachant que l'objectif ambitieux souhaité était un vote à l'unanimité.

⇒ **Ajustements immédiats** avec la diminution, négociée avec chaque maire, de l'éclairage public dans les communes. Cet effort s'est également porté sur la majorité des ouvrages publics, que ce soit les installations sportives, avec des baisses de température à Verdun Aquadrome et dans les gymnases, l'abaissement de 19 degrés dans les écoles élémentaires ainsi que dans les bureaux (compensé par la fourniture de polaires), la mise en place progressive du Flex Office...

⇒ **Accompagnement des communes** pour instruire les cahiers des charges permettant d'optimiser le renouvellement des marchés liés aux fluides et limiter les surcoûts budgétaires.

⇒ **Création de groupes thématiques composés d'élus et d'agents administratifs** pour recenser, dans chaque domaine de compétences, les économies qu'il serait possible

d'envisager pour financer les surcoûts liés à l'énergie, sachant que les données chiffrées ne seraient connues qu'à la mi-janvier 2023.

Ces économies devaient s'envisager au sens large. Cela pourrait se traduire par des propositions chiffrées à court et moyen terme en lien avec la révision des politiques publiques. Cela pourrait également concerner une remise en cause de nos processus actuels dans une démarche plus qualitative.

⇒ **Présentation aux conseillers municipaux du projet de territoire** afin d'identifier les lignes directrices souhaitées par la CAGV et faciliter ensuite la priorisation des arbitrages à venir au regard de nos contraintes budgétaires. Des réunions ont ainsi été planifiées dans chaque commune.

⇒ **Elaboration du projet d'administration** pour coordonner l'action administrative en lien avec le projet de territoire.

**La hauteur du mur énergétique est maintenant plus précise.** Dans un premier temps, le coût de l'énergie était estimé en 2023 pour la CAGV à 2,8 millions, soit une augmentation de 1,6 million par rapport à 2022. Cette première estimation a été prise en compte dans la lettre de cadrage.

Cependant, compte tenu de l'activation du mécanisme dit d'écrêtement du taux d'ARENH sur le marché de fourniture d'électricité 2023, **le montant pour la CAGV est maintenant estimé à 3,3 millions, soit un écart par rapport à 2022 de 2,1 millions, plus de 4 points de fiscalité.** Ce mécanisme, implique deux paramètres sur lesquels la collectivité n'a pas de prise : le taux d'écrêtement défini à l'échelon national qui redéfinit à la hausse la part variable du tarif de fourniture d'électricité négocié fin 2022 et la négociation de cette nouvelle part variable par notre fournisseur sur les marchés dits de « gros ». **Du fait des transferts de compétence et la mise à disposition des bâtiments administratifs, scolaires, culturels, sportifs... le mur énergétique concerne quasi exclusivement la CAGV. La Ville Centre est toutefois directement concernée du fait des interactions budgétaires entre les deux entités.**

La collectivité a su faire preuve d'agilité pour accompagner dans les meilleures conditions cette transition énergétique. Il convient maintenant d'ajuster nos modes de fonctionnement pour répondre efficacement à cette nouvelle contrainte.

## **II – Les adaptations en cours**

La contrainte budgétaire nous invite à revisiter nos pratiques quotidiennes et anticiper les évolutions à venir.

### **1) Ajustement calendaire et organisationnel**

#### **a) Prise en compte du calendrier politique**

**Le calendrier politique est conditionné à l'instruction et à la restitution des principales propositions émanant des groupes thématiques.**

Ces suggestions devront faire l'objet d'une présentation en bureau ou en conférence des maires. Les dispositions retenues, en lien avec le projet de territoire, seront chiffrées puis intégrées dans les simulations budgétaires.

Les prévisions budgétaires seront alors ajustées en conséquence, soit en 2023 via une décision modificative, soit lors des exercices budgétaires suivants.

Dans l'attente d'une validation politique de mesures visant à retrouver des marges de manœuvres budgétaires, les arbitrages nécessaires à l'équilibre du budget se déclinent comme suit :

**Février 2023 : présentation en bureau et en conférence des maires de la lettre de cadrage** à transmettre aux directions. Cette lettre de cadrage définit les objectifs budgétaires à respecter pour chaque direction en lien avec les orientations politiques débattues. Elle s'appuie sur la validation de documents référents : le Plan Pluriannuel des Investissements (PPI), le Plan Pluriannuel du Personnel (PPP) et le Plan Pluriannuel Général (PPG). La validation des documents référents et des lignes directrices permettent alors l'instruction du présent Rapport d'Orientation Budgétaire.

### **Mars – Avril 2023 : présentation des feuilles de route par direction**

Cette étape est particulièrement stratégique cette année puisqu'il est demandé aux vice-présidents et directions associées d'ajuster les missions au regard des contraintes budgétaires identifiées dans la lettre de cadrage ainsi que des réflexions émanant des groupes thématiques.

Si le calendrier budgétaire a été modifié pour répondre à la contrainte du mur énergétique, **la cohérence du calendrier budgétaire avec les feuilles de route doit être maintenue.**

Ces orientations doivent alors faciliter l'élaboration d'une gestion prévisionnelle des emplois et compétences sur plusieurs années.

Les feuilles de routes seront progressivement harmonisées afin de recenser au sein de chaque direction un bilan d'activité et une analyse d'écart avec les objectifs initiaux dans un processus d'évaluation continu.

### **Mars – Avril 2023 : entretiens individuels**

L'entretien individuel est un outil managérial de valorisation des compétences de chaque agent, qui doit s'inscrire dans le prolongement de la validation des objectifs de la direction, arbitrés lors de la présentation des feuilles de route.

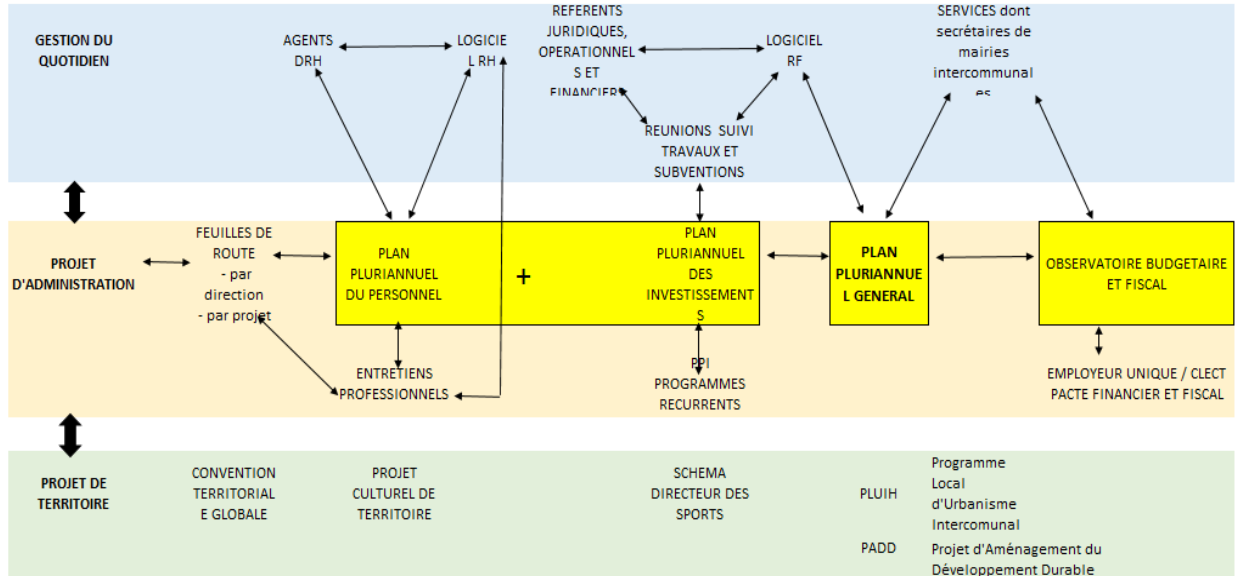
La valorisation des feuilles de route peut avoir un impact plus ou moins important sur l'ajustement des missions et de la fiche de poste de l'agent. Ce dialogue interactif apparaît de plus en plus indispensable pour faciliter l'adhésion des agents aux objectifs poursuivis, dans un environnement de plus en plus évolutif. **Les retours d'expérience (retex) des agents confrontés aux problématiques de terrains constituent une source d'information qui doit nécessairement orienter nos modes d'organisation.**

### **b) Maintien d'une approche macro-économique et pluriannuelle**

Le vote du budget doit s'inscrire dans une vision pluriannuelle évaluée et ajustée en continu tout au long de l'année.

Il repose sur une gestion d'enveloppes globales réparties par direction en fonction des priorités politiques traduites en cours d'années dans des tableaux de bord à dimension stratégique, le projet de territoire, le projet d'administration, le Plan Pluriannuel des Investissements (PPI), le Plan Pluriannuel du Personnel (PPP), le Plan Pluriannuel Général (PPG)...

## Modalités de mise à jour des documents référents



### c) Maintien d'une approche déconcentrée

Pour concilier réactivité et contrôle budgétaire, **chaque direction dispose d'une autonomie de gestion au niveau du chapitre**. Ainsi le directeur ou la directrice dispose de toute la latitude pour répondre le plus rapidement possible aux sollicitations des élus et procéder ensuite à des régularisations budgétaires internes.

En contrepartie, le taux de consommation des crédits budgétaires du CA n-1 doit faire l'objet d'une analyse d'écart, via une note interne, à présenter chaque année au Président. **C'est le suivi de l'enveloppe budgétaire globale de la direction qui conditionne alors l'ajustement des feuilles de route.**

L'identification de référents financiers pour accompagner, comme prestataire technique, les directions dans leur gestion budgétaire quotidienne est un gage de fiabilité.

### 2) Le passage de la M14 à la M57

Il s'agit d'une transition majeure au niveau de l'organisation administrative et budgétaire, mais, du fait des bouleversements en cours, ce changement de nomenclature passe quelque peu inaperçu alors que la dernière évolution date de 1997.

#### a) Présentation pédagogique des enjeux et des phases de transition

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Ce concept est révélateur de l'investissement des services pour transformer une évolution majeure pour de nombreux gestionnaires en un simple problème d'intendance. Cette relative simplicité résulte en fait d'un long travail préparatoire qui méritait d'être souligné dans le présent ROB.



## Généralités

### M57 : qu'est ce que c'est ?

#### UN CADRE RECENT

Le référentiel M57 est l'instruction budgétaire et comptable la plus récente.

Elle remplace les anciennes M14 (bloc communal), M52 (départements) et M71 (régions).

### Pourquoi passer en M57 ?

#### UN OUTIL DE CHANGEMENT

Ce changement vise à se rapprocher davantage de la comptabilité privée, et à avoir une instruction comptable unique entre les communes, les départements et les régions.

Elle est également le support de l'expérimentation du compte financier unique (CFU) impliquant la dématérialisation des documents budgétaires et ayant vocation à remplacer le compte de gestion et le compte administratif à partir de janvier 2024.

## Généralités

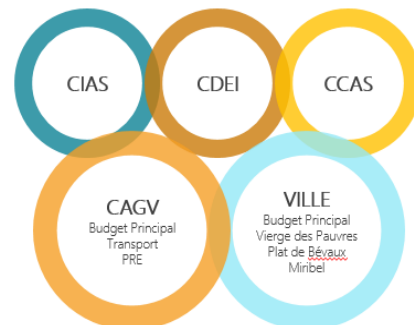
### Modalités d'application

Uniquement pour nos budgets en norme comptable M14

Par droit d'option mais à adopter au plus tard au 01/01/2024

- Collectivités de plus de 3 500 habitants : 2023
- Collectivités de moins de 3 500 habitants : 2024

### Quels sont nos budgets concernés ?



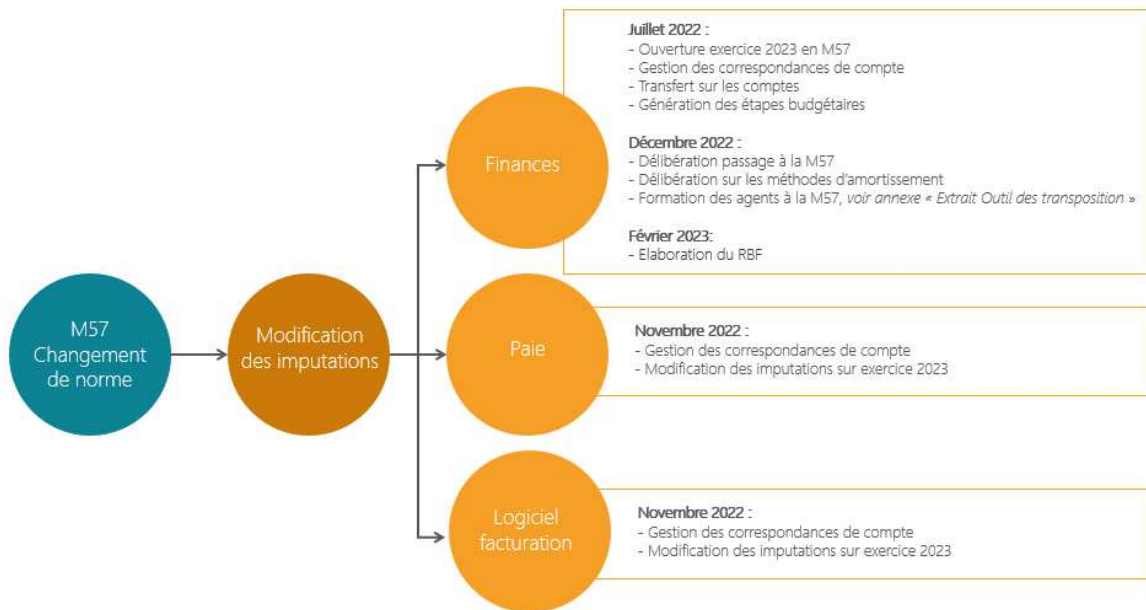
## Les évolutions en bref



## Les transpositions

Transposition	CAGV BP	CAGV Transport	CAGV PRE	VILLE BP	VILLE Vierge des Pauvres	VILLE Plat de Bévaux	VILLE Miribel	CCAS	CIAS	CDEI
Fonction	×	×		×			×	×	×	
Nature	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×

## Ce qui est fait



## Annexe

### Extrait des outils de transposition

Ces tableaux comprennent toutes les lignes du budget sélectionné avec la transposition de la M14 vers la M57.

Les données en « gras » indiquent une modification et les filtres  en fin de tableau servent à trier les lignes en M57.

Sélectionner votre service

M14										M57							Passage M57			Fonction		Nature	
Serv	Gestionnaires	Fonction	Nature	Opération	Service	Adresse	Chapitre	Section	Ville	Serv	Gestionnaires	Fonction	Nature	Opération	Service	Adresse	Chapitre	Section	Passage M57	Fonction	Nature		
D	12	212	<b>2184</b>	07 2 210 0	6399	12ECOPRI	21	I	⇒	D	12	212	<b>21841</b>	07 2 210 0	6399	12ECOPRI	21	I	changement norme M57	non modifiée	modifiée		
D	01	<b>313</b>	<b>2184</b>	07 2 020 0	4899	THEATRE	21	I	⇒	D	01	<b>316</b>	<b>21848</b>	07 2 020 0	4899	THEATRE	21	I	changement norme M57	modifiée	modifiée		
D	01	<b>312</b>	<b>2184</b>	07 2 020 0	4899	ATELART	21	I	⇒	D	01	<b>311</b>	<b>21848</b>	07 2 020 0	4899	ATELART	21	I	changement norme M57	modifiée	modifiée		
D	00	<b>830</b>	2188	07 1 14 14	6499	PASANTEN	21	I	⇒	D	00	<b>70</b>	2188	07 1 14 14	6499	PASANTEN	21	I	changement norme M57	modifiée	non modifiée		
D	01	<b>823</b>	2188	07 2 823 0	5899	PARCIAP	21	I	⇒	D	01	<b>511</b>	2188	07 2 823 0	5899	PARCIAP	21	I	changement norme M57	modifiée	non modifiée		
D	26	<b>824</b>	2188	07 1 15 05	5898	PASANTEN	21	I	⇒	D	26	<b>518</b>	2188	07 1 15 05	5898	PASANTEN	21	I	changement norme M57	modifiée	non modifiée		
D	17	<b>824</b>	2188	07 2 820 0	5299	PASANTEN	21	I	⇒	D	17	<b>518</b>	2188	07 2 820 0	5299	PASANTEN	21	I	changement norme M57	modifiée	non modifiée		
D	00	020	2188	07 2 020 1	4899	ATELADM	21	I	⇒	D	00	020	2188	07 2 020 1	4899	ATELADM	21	I	pas de modification	non modifiée	non modifiée		
D	00	020	2188	07 2 020 1	5899	HTELVIL	21	I	⇒	D	00	020	2188	07 2 020 1	5899	HTELVIL	21	I	pas de modification	non modifiée	non modifiée		

## Ce qu'il reste à faire



En 2023 :

- Transpositions des actifs des budgets en M57
- Délibération autorisant les virements de crédits de chapitre à chapitre



En 2024 :

Passage en M57 des communes de moins de 3 500 habitants :

- Belleray
- Champneuville
- Chattancourt
- Douaumont Vaux
- Haudainville
- Sivry la Perche
- Thierville
- Vacherauville

### b) Les conséquences propres à notre organisation

La M57 est avant tout un outil de rationalisation permettant un traitement comptable uniforme pour toutes les collectivités. Le rapprochement avec le plan comptable privé devrait faciliter à moyen terme le contrôle des comptes par des experts comptables.

Cependant, la volonté du législateur d'une vision patrimoniale améliorée ne répond pas dans l'immédiat aux attentes de la collectivité.

En effet, la collectivité a mis en place depuis plusieurs années une gestion informatisée du suivi comptable de l'exhaustivité de son patrimoine, y compris les biens d'équipement publics.

L'amortissement comptable des biens publics combiné à une gestion analytique par bâtiment constitue le fondement d'une gestion patrimoniale efficiente (analyse des coûts de renouvellement, suivi prévisionnel, développement durable...). Cette approche a ainsi grandement facilité le calcul des attributions de compensation pour les transferts à la CAGV des bâtiments scolaires de la Ville de Verdun en 2015.

Mais, si l'amortissement permet à une entreprise de diminuer son impôt sur les bénéfices, à contrario, pour une collectivité, l'amortissement implique la recherche de ressources supplémentaires, dont l'impôt prélevé sur le citoyen.

Ainsi, pour conserver des marges de manœuvre budgétaires, une partie des dotations aux amortissements fait l'objet d'un dispositif de neutralisation par la CAGV. Pour des raisons techniques, ce choix s'est porté sur les dépenses de voirie, non subventionnées et identifiées par des articles comptables spécifiques.

Or, en dépit d'une harmonisation des budgets de toutes les collectivités en M57, le principe de neutralisation des dotations aux amortissements n'est possible que pour les métropoles.

**Pour conserver un mode de gestion vertueux, il est proposé, à l'appui du présent Rapport d'Orientation Budgétaire de maintenir le dispositif de neutralisation des dotations aux amortissements appliqué par la CAGV.**

A défaut, la collectivité serait contrainte de ne plus amortir les dépenses de voirie. Les dotations aux amortissements seraient calculées au prorata temporis, mais l'actif de la collectivité ne représenterait plus une image fidèle de notre patrimoine...

### c) Le Règlement Budgétaire et Financier

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) précise les règles de gestion budgétaire et comptable applicables à la collectivité dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'instruction budgétaire et comptable applicable.

Il a pour ambition de servir de référence à l'ensemble des questionnements émanant des agents et des élus de la collectivité dans l'exercice de leurs missions respectives sur les procédures comptables et financières.

Ce document commun à l'ensemble des collectivités mutualisées (Communauté d'Agglomération du Grand Verdun et budgets annexes, Ville de Verdun et budgets annexes, Caisse des Ecoles Intercommunales, CCAS et CIAS) évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires, ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Le Règlement Budgétaire et Financier est soumis au vote du conseil de ce jour.

### **3) L'accompagnement du changement par la culture de l'innovation et de l'évaluation**

Comment faire consensus lorsque le durcissement de la contrainte oblige à une hiérarchisation des priorités beaucoup plus restreinte ?

#### **a) Les PPI Thématiques**

Au niveau budgétaire, la hiérarchisation des choix d'investissement va obéir à des critères de plus en plus sélectifs. Il est ainsi probable, dans les années à venir, que le recours à l'emprunt pour le financement global de la section d'investissement ne soit plus possible. Au-delà des critères de solvabilité classiques, seuls les projets répondant à des notions prédéfinies seront acceptés. A titre d'exemple, l'intracring, proposé notamment par la banque des territoires, est une démarche innovante pour financer la rénovation énergétique de ses bâtiments.

D'une manière générale, la priorisation des choix sera liée aux économies de fonctionnement envisagées et/ou sur une approche développement durable (budget vert). Il en est de même pour l'octroi des demandes de subventions.

Au sein de notre organisation, la gestion de la contrainte implique également un partage plus qualitatif de l'information. Il est ainsi envisagé la création de PPI thématiques pour l'ensemble de nos opérations récurrentes.

Les projets récurrents actuels sont associés à la nomenclature fonctionnelle de la M14. Un groupe de travail sera chargé de revoir la définition des projets récurrents à l'appui des lignes directrices suivantes :

- un PPI thématique pour chaque opération récurrente
- une approche pluriannuelle et globale
- Une direction « chef de projet » associée à chaque PPI thématique
- Un mode de présentation uniforme avec une formalisation des critères de choix
- Des arbitrages possibles tout au long de l'année
- Une reprise des données chiffrées dans le PPI général
- L'intégration des PPI thématiques en annexe du ROB

Cette approche pourrait concilier notre capacité d'adaptation aux urgences du quotidien avec une vision pluriannuelle plus détaillée, faciliter des arbitrages continus au-delà du calendrier budgétaire et favoriser un contrôle de gestion plus qualitatif au niveau de l'exécution budgétaire.

En parallèle, des réflexions seront menées sur l'opportunité ou non d'un vote par opération ou d'une gestion en autorisation de programmes / crédits de paiement (AP /CP).

Ce sont les retours d'expérience sur la pratique des PPI thématiques qui conditionneront le mode de fonctionnement le plus approprié.

## **b) Les audits organisationnels**

### **Ressources Humaines : Vers une nouvelle stratégie RH**

La Communauté d'agglomération du Grand Verdun est engagée dans une dynamique de renforcement de son attractivité et d'adaptation de ses services publics aux enjeux de la période actuelle, profondément marquée par la crise sanitaire.

Concomitamment à la formalisation du projet de territoire et du projet d'administration, il était nécessaire de mettre en cohérence la stratégie de la fonction ressources humaines (RH) : renforcer la transversalité, développer l'approche prospective et stratégique, et favoriser l'accompagnement des agents et le bien être de toutes et tous. Dans le cadre de cette démarche, nous avons sollicité le cabinet CALIA Conseil afin d'accompagner cette évolution.

#### **→ Objectifs de la démarche**

Renforcer la transversalité entre les services de la Communauté : quels processus et quels outils pour renforcer les synergies ?

Garantir l'adéquation entre les compétences des agents et les besoins de la Collectivité : comment anticiper les évolutions ? Comment accompagner les agents ?

Mieux prendre en compte les aspirations et appétences professionnelles de chacun-e : quel rôle la DRH doit-elle jouer pour accompagner encadrants et agents ?

#### **→ Axes stratégiques**

Le fil conducteur du projet de fonction RH et de DRH correspond à la volonté de passer d'une gestion statutaire du personnel à une politique de ressources humaines. 4 axes stratégiques contribuant à cet objectif ont été identifiés, et structurent le travail autour de ce projet :

### **DÉVELOPPER LE VOLET COMMUNICATION**

Développement de la communication interne envers les agents : l'agent public, au sein de la collectivité et de manière générale, a une réelle méconnaissance de son environnement de travail, de son statut, de ses droits, de ses obligations, de la manière dont sa carrière est gérée, des règles qui président les avancements et autres revalorisations.... La DRH est le service référent et doit développer une communication adaptée à ce constat.

Développement du marketing territorial pour attirer les profils recherchés et développement d'un travail en complémentarité avec les autres DRH du territoire : il s'agit d'anticiper les besoins en ressources de la Communauté et plus largement, d'appréhender globalement les ressources disponibles sur le territoire.

### **AMÉLIORER L'EFFICIENCE**

Mise en œuvre de la GPEEC : la GPEEC doit permettre d'adapter la ressource aux besoins des services, qu'ils soient identifiés et immédiats ou prévus. Il s'agit par cette démarche d'accompagner la montée en compétence des agents, notamment des profils en recherche de mobilité et d'évolution professionnelle, mais aussi d'anticiper les départs en retraite et de préparer les reclassements suffisamment en amont.

Investir le champ de la qualité de vie au travail : afin de limiter l'absentéisme, la fuite des talents, et fidéliser les agents en poste, il est important de s'intéresser, au-delà des questions liées à la rémunération et au statut, à l'environnement de travail de l'agent. La collectivité est en effet en partie garante de la bonne santé de ses agents, et au-delà, de la cohésion entre les agents. Elle dispose de divers leviers pour favoriser la joie, l'entraide et la collaboration au quotidien entre les agents. Cet enjeu est étroitement lié au développement du télétravail et du dialogue social.

Maîtrise de la masse salariale : la mutualisation des services entre la ville centre et l'EPCI a permis de réaliser d'importantes économies de fonctionnement. Un des enjeux du mandat réside dans l'activation d'autres leviers de maîtrise de la masse salariale, en cohérence avec la

stratégie RH et dans l'objectif de maintenir la qualité du service et des conditions de travail des agents.

### DÉCONCENTRER LA FONCTION RH

Développement de l'autonomie dans différents domaines RH : la délégation de certaines activités RH aux directions opérationnelles recouvre un double objectif :

Décharger la DRH d'un certain nombre de tâches administratives, non stratégiques

Responsabiliser les directions et leur permettre de gagner en réactivité sur les dossiers RH relevant de leur périmètre.

### DIGITALISER LES PROCÉDURES

Réflexion sur l'outil SIRH actuel : de nombreuses fonctionnalités sont sous-utilisées ou non utilisées. Cependant il apparaît que l'outil présente un certain nombre de carences et que l'évolution des besoins de la fonction RH doit conduire à s'interroger sur une nouvelle consultation afin d'obtenir un SIRH le plus adapté possible, nativement, à la plupart des besoins sans qu'il soit besoin de recourir à des logiciels complémentaires

Réflexion sur l'automatisation de certaines missions particulièrement chronophages non prévues au SIRH.

### **Culture : une organisation administrative plus efficiente**

Pour des raisons essentiellement historiques, la bibliothèque puis la médiathèque du Grand Verdun ont pendant longtemps constitué une direction à part entière, qui ne faisait pas partie de la direction Culture, Communication et Mémoire et qui n'avait que peu de relations avec elle en dehors de quelques manifestations ponctuelles. C'est pour corriger cette « anomalie » qu'une mission d'accompagnement a été confiée en 2021 à un cabinet de conseil, assisté d'une spécialiste en ingénierie culturelle, afin de faire un état des lieux des directions existantes et de proposer un plan d'actions en vue de leur rapprochement. Cette évolution s'imposait d'autant plus que ces deux directions avaient connu de nombreuses évolutions au cours des années précédentes, tant en ce qui concerne leurs missions et projets respectifs que leurs effectifs.

Au-delà de la rationalisation d'un certain nombre de coûts, notamment en ce qui concerne l'organisation de certaines manifestations, l'objectif principal de cette démarche de rapprochement était d'offrir une politique culturelle riche, diversifiée et cohérente au niveau de l'ensemble des établissements culturels du Grand Verdun (Musée de la Prinerie, Conservatoire de Musique et de Danse, Atelier d'Art, Théâtre et spectacle vivant, Médiathèque, etc.), de favoriser toujours plus leur travail collaboratif et ce afin de contribuer au rayonnement de la politique culturelle ambitieuse de la CAGV au sein du territoire et bien au-delà de ses frontières (Grand Festival, projet de l'Encre, réhabilitation du théâtre, label Pays d'Art et d'Histoire, Secteur Patrimonial Remarquable, etc.).

Suite à une démarche collaborative de plusieurs mois, qui a associé des élus communautaires, les agents des deux directions et la direction générale des services et après une procédure de recrutement d'un poste de direction commun, la direction des affaires culturelles a vu le jour en mars 2022. Elle s'articule autour de pôles opérationnels (autour des différents établissements culturels du territoire : pôle « programmation et diffusion culturelle » ; pôle « patrimoine » ; pôle « enseignement artistique » ; pôle « livre et médiathèque ») et de pôles ressources (pôle « développement numérique » ; pôle « éducation, création, médiation » ; pôle « administration » ; pôle « technique événementiel »), qui s'appuient eux-mêmes sur une coordination globale à l'échelle de la direction avec des référentes au niveau administratif et financier pour assister la directrice et les directeurs adjoints.

Pour ce qui est des volets communication et mémoire, qui étaient historiquement attachés à la direction culturelle, le premier a fait l'objet d'une nouvelle direction dédiée, tandis que le second a intégré la direction du développement économique.

## Audit interne sur le suivi des travaux

Un suivi statistique est réalisé mensuellement et annuellement sur les délais de traitement des factures. Au niveau du suivi des travaux, les délais moyens pour solder les opérations de travaux n'étaient pas satisfaisants et un inventaire a été réalisé pour contrôler rétrospectivement le suivi de l'exécution des marchés de travaux et mieux comprendre la nature de nos difficultés.

Il s'avère que la déconcentration budgétaire au niveau des directions fonctionnelles et/ou opérationnelles n'est pas adaptée lorsque les travaux sont suivis par un maître d'œuvre (complexité du suivi de ce type de contrat et de la gestion administrative des dossiers) et/ou concernent concomitamment plusieurs budgets.

L'organigramme a été ajusté afin de dissocier le suivi fonctionnel (chef de projet), le suivi opérationnel (direction des services techniques) et le suivi budgétaire et juridique (services supports). **Un guide de procédure sera soumis à l'approbation de l'assemblée puis joint en annexe du règlement budgétaire et financier.**

### c) Le sport au travail

Voici **un exemple d'une innovation managériale** qui se projette dans l'avenir en dépit de la contrainte budgétaire.

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun initie la pratique des activités physiques et sportives sur le temps de travail de ses agents dans l'objectif de favoriser le bien-être et la cohésion, de lutter contre les risques de maladies professionnelles et réduire le taux d'absentéisme

Il s'agit de permettre à chacun de nos agents, quel(s) que soit/soient son statut, son ancienneté, ses missions, d'exercer une activité physique et sportive sur son temps de travail.

Le projet avait été réfléchi dès 2018 mais il devait- pour produire tous ses effets- s'inscrire dans une démarche ressources humaines globale, conciliant bienveillance et performance. Il vise à :

- Préserver la santé des agents et améliorer leur bien-être,
- Accroître la performance de l'organisation,
- Valoriser la marque employeur,
- Réduire significativement l'absentéisme (entre 7 et 10% à l'horizon 2024),
- Inscrire dans une réalité tangible les préconisations du plan de lutte contre les Risque Psychosociaux,
- Être en cohérence avec le label " Terre de Jeux 2024" portée par la Ville de Verdun

**Les objectifs du dispositif** sont multiples :

⇒ Pour le bien-être des agents

Améliorer la santé et le bien-être des agents car toutes les études menées par l'OMS ou l'Inserm démontrent qu'une activité physique et sportive régulière contribue à une meilleure santé, de l'avis scientifique unanime.

⇒ Pour l'organisation

Il s'agit d'améliorer la performance de l'organisation en diminuant substantiellement l'absentéisme qui pèse beaucoup, financièrement et psychologiquement, sur l'organisation. C'est aussi projeter notre collectivité dans une démarche expérimentale, puisque les villes proposant la pratique d'APS sur le temps de travail sont très rares en France, moins de 10 villes.

C'est enfin valoriser l'image de notre territoire. Verdun est labellisée "Terre de Jeux 2024" et "Ville sportive et active" et il convient d'inscrire cette nouvelle dimension dans le quotidien de l'ensemble des habitants mais aussi des agents.

Le projet a pour ambition de se dérouler sur la durée de travail et seulement accessoirement sur la pause méridienne, avant et après le travail.

### **La nécessaire évaluation du dispositif**

Toutes les politiques publiques doivent être évaluées à chaque fois que cet exercice présente un intérêt pour améliorer l'efficacité et l'efficience attachées à celles-ci.

Cette démarche présente un caractère encore plus prégnant dès lors qu'il s'agit d'une expérimentation comme c'est le cas avec le dispositif des Activités Physiques et Sportives (APS) sur le temps de travail

Cette évaluation n'a pas pour but de déterminer le bien-fondé ou non de cette démarche (les bienfaits du sport étant démontrés scientifiquement), mais plutôt de cibler des correctifs pour améliorer leur organisation dans le cadre professionnel et leur effet sur l'efficience au travail.

Toutes les politiques publiques doivent en effet obéir à cet examen.

En premier lieu parce qu'il répond à la nécessité pour tout gestionnaire public de pouvoir rendre compte de la bonne utilisation des deniers publiques.

En second lieu, parce que l'efficacité et l'efficience attachées aux actions mises en œuvre ne peuvent être appréciées que si l'on se donne des outils de mesure pour quantifier les progrès accomplis.

Enfin, parce que l'évaluation permet d'ajuster périodiquement les actions mises en œuvre si on a posé préalablement des indicateurs permettant de s'assurer que le cheminement parcouru est conforme aux attentes initiales.

Le cadre de cette évaluation a été délibéré le 7 février 2023.

Les objectifs ciblés ne peuvent évidemment pas être atteints uniquement via les APS et ces derniers doivent nécessairement trouver leur place dans une stratégie RH globale et cohérente, dans laquelle figurent également le télétravail et le flex office, la flexibilisation du temps de travail et le sentiment d'appartenance, etc.

Par ailleurs, la réussite de ces objectifs ne peut reposer que sur une participation suffisamment nombreuse et une assiduité des agents aux activités proposées. Ils sont aujourd'hui 150 inscrits sur le dispositif, ce qui est un chiffre très important comparativement aux participants enregistrés sur d'autres communes ayant engagé cette expérimentation, certains agents participant même à plusieurs activités au cours de la semaine.

### **III - Bilan des travaux réalisés au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)**

La CLECT s'est réunie le 12 décembre 2022. Les situations les plus urgentes ont été traitées et les réflexions en cours, en particulier celles émanant des observations de la Chambre Régionale des Comptes ont guidé l'instruction de délibérations qui seront soumises aux conseillers communautaires.

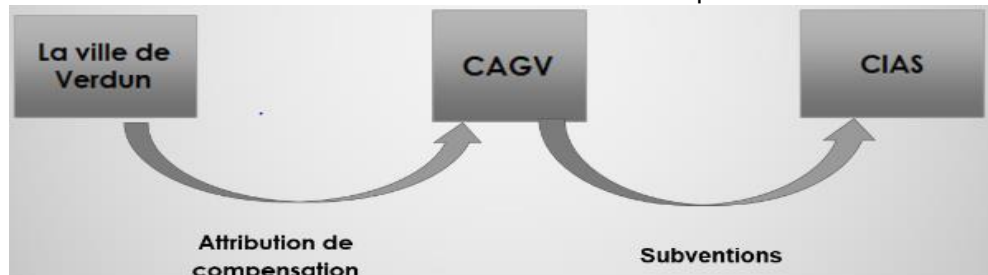
#### **1) Ajustement individuel des Attributions de Compensations (AC) au vu de situations particulières**

Suite à la mise à jour et à l'analyse détaillée de l'observatoire fiscal depuis 2015, les régularisations statutaires, les échanges menés avec chaque commune ont permis la proposition des ajustements suivants :

→ Augmentation en 2022 des AC versées par la commune de Verdun de 182 000 euros.



Le mode de financement du CIAS est construit sur la base d'une diminution de la subvention d'équilibre de la Ville de Verdun au CCAS, le versement exclusif d'une AC de la Ville de Verdun à la CAGV et enfin le versement d'une subvention d'équilibre de la CAGV au CIAS.



Dans une approche à moyens constants (CCAS de Verdun et CIAS); il a été acté, à partir de 2022, le versement d'une AC complémentaire de la Ville de Verdun de 130 000 euros au titre de la compétence sociale.

Il a également été adopté à partir de 2022, le versement d'une AC complémentaire de la Ville de Verdun de 52 000 euros en lien avec la compétence culturelle suite au transfert de Verdun Joystick Players.

→ Ajustement à la baisse des AC perçues par la commune de Belleray de 10 090 euros.

Il a été proposé de passer de 16 090 à 6 000 euros la correction actée en 2017 au titre de la solidarité intercommunale. Cela se justifie par les efforts engagés dans le suivi de l'exécution budgétaire, les résultats actuels et l'analyse comparative issue de l'observatoire budgétaire et fiscal.

→ Ajustement à la hausse de 3 000 euros des AC au profit de la commune de Cumières-Le-mort-Homme

Cette proposition a été validée au regard des difficultés budgétaires structurelles de la commune et des mesures adoptées par le Président pour y faire face.

Tous ces ajustements ont été actés par délibération du 20 décembre 2022.

→ Arbitrages pour le Numéripôle à Bras-Sur-Meuse

Le Numéripôle est directement mentionné dans les statuts. Cette intégration est de droit mais cet espace a continué à être géré par la Commune de Bras-sur-Meuse. Il est prévu une régularisation par voie conventionnelle et un ajustement des AC à l'appui d'une prochaine délibération.

→ Arbitrages pour l'espace Workici à Bras-Sur-Meuse

Il est proposé une convention locative entre la CAGV et la commune avec un loyer annuel identique au solde excédentaire de l'activité constatée en 2022. Cette convention locative sera justifiée au titre de la compétence économique avec la recherche de concepts innovants favorisant une gestion de proximité en phase avec les objectifs actuels de développement durable. Aucune modification statutaire n'est donc nécessaire, ni de modification des AC.

Des instructions complémentaires seront menées pour les communes de Charny-sur-Meuse, Champneuville et Chattancourt, à l'appui des comptes de gestion 2022.

## 2) Ajustement collectif des AC au vu du contexte économique actuel

Pour ne pas réduire drastiquement le service rendu à la population et le développement du territoire, l'effort des communes pourrait être également sollicité avec une contribution générale et proportionnelle de chaque commune pour participer au financement des dépenses intercommunales.

**L'avis de la CLECT sera sollicité ultérieurement après restitution des principales conclusions émanant des groupes de travail thématiques.**

### **3) Adoption du projet de pacte financier et fiscal**

Un pacte financier et fiscal a été adopté par la Communauté de Communes de Verdun (délibération du 29 septembre 2014), avant la création de la Communauté d'Agglomération. Toutefois, la CRC, lors du dernier contrôle, a constaté qu'il n'y avait pas de pacte financier et fiscal formalisé au sein de la CAGV.

**Il est proposé d'officialiser le pacte financier et fiscal de la CAGV à l'appui d'une délibération en cours d'instruction.** Cette délibération reprend les recommandations émises par la CLECT du 12 décembre 2022.

## **IV - Point sur l'employeur unique territorial**

La convention de mutualisation est un compromis complexe entre les observations de la Chambre Régionale des Comptes et les principes fondamentaux qui président notre gestion mutualisée initiée en 2002 par l'ex codecom de Verdun. Ce compromis débouche sur l'émergence de solutions très innovantes.

Elle repose sur la conception d'une organisation administrative de proximité très intégrée avec :

- la création d'**un service commun "Support"** composé de l'ensemble des directions rattachées à une fonction support ou d'expertise non affectée à une compétence.
- la création d'**un service commun "territorialisé dit de proximité"**, un par commune adhérente.

L'objectif final est de concevoir une gestion administrative unifiée, au service des élus communaux et intercommunaux, qui œuvre sur l'ensemble du territoire de la CAGV quelle que soit la compétence, transférée ou non.

L'organisation administrative est axée sur un **organigramme unique** et **l'agent comme seule unité d'œuvre budgétaire**.

L'Employeur Unique Territorial est un objectif à long terme, axé sur le volontariat. Il s'agit d'une **co-construction qui repose sur l'expérimentation et l'évaluation.**

### **1) Bilan des lignes directrices facilitant cette nouvelle organisation**

#### **Ajustement du calendrier du comité de suivi**

Le comité de suivi se réunit en fin de journée complémentaire pour valider les quotités de temps affectées aux agents.

Ainsi, en une seule réunion, les régularisations définitives propres à chaque entité budgétaire sont validées par le comité et les écritures comptables de fin d'exercice constatées dans la foulée.

Pour faciliter le contrôle en amont des situations individuelles (communes, budgets annexes), des simulations détaillées seront transmises à chaque commune dès le mois d'octobre afin qu'elles disposent d'une vision claire sur les coûts salariaux, les clés de répartitions, les charges indirectes et les charges logistiques.

## **Validation politique des quotités de temps en amont du comité de pilotage afin de mesurer les incidences budgétaires (budgets annexes, budgets communaux)**

Au même titre qu'une procédure de recrutement, la modification de la quotité de temps d'un agent a des conséquences budgétaires et implique préalablement une validation politique. Cela doit se formaliser au niveau des fiches de postes qui font l'objet d'une validation chaque année dans le cadre des entretiens professionnels. Cette pratique est en cours de généralisation.

## **Ajustement de l'organigramme et des plannings horaires pour faciliter l'intégration des agents d'un service commun "territorialisé dit de proximité"**

La direction des services territorialisés dits de proximité sous le contrôle du DGA en charge du projet « Employeur Unique Territorial » a été créée. Elle est composée de l'ensemble des secrétaires de mairie des communes adhérentes à la convention de mutualisation et des agents des services communs territorialisés, à l'exception de la ville centre.

Cette clarification de l'organigramme a facilité le suivi des entretiens individuels et les échanges avec les autres directions. Des réunions mensuelles des secrétaires de mairie sont planifiées pour faciliter le partage de l'information avec les autres directions de la CAGV.

## **Intégration des outils informatiques, y compris les logiciels, dans les charges logistiques.**

Aucune dépense informatique n'est affectée sur le budget d'une entité communale adhérente à la convention de mutualisation. Soit il s'agit d'une dépense clairement identifiée pour l'exercice d'une compétence intercommunale (prise en charge à 100% sur le budget principal de la CAGV), soit il s'agit d'une dépense logistique affectée au service support (prise en charge par tous les budgets au prorata des charges directes de personnel).

## **Un tableau récapitulatif des prestations informatiques 2022 réalisées par la CAGV au profit des communes mutualisées est en cours d'instruction. Il sera présenté lors de la prochaine réunion de la CLECT**

Les prestations de la direction informatique (acquisitions ordinateurs, photocopieurs, logiciels...) sont assurées selon des règles de gestion homogènes sur l'ensemble du territoire.

## **Mutualisation de l'absentéisme pour les services territorialisés dits de proximité**

Les atténuations de charges (maladie ordinaire, autres) sont globalisées puis réparties au prorata des charges directes. Les effectifs de la CAGV sont alors suffisants pour éviter le recours à une assurance qui générerait un coût financier et un coût administratif.

Ce dispositif a déjà été appliqué pour les communes de Belleray, Thierville et Vacherauville. Pour les services communs territorialisés, l'agent, en congé maladie depuis plus de trois mois, est alors pris en charge par le service support, dont le coût global est réparti au prorata des charges directes de toutes les entités adhérentes.

## **Suppression des charges patrimoniales dans le calcul des charges logistiques**

La mutualisation initiale des charges logistiques du siège social (fluide, amortissement de l'entretien patrimonial, mobilier..) n'est plus justifiée puisque les communes adhérentes assument ce financement pour leur propre mairie.

Les charges logistiques sont ainsi passées de 1 170 000 euros en 2020 à 492 000 euros en 2022 en dépit de l'intégration des dépenses informatiques des services territorialisés de proximité.

## 2) Point sur les adhésions en cours

Après BELLERAY, CHAMPNEUVILLE, HAUDAINVILLE, THIERVILLE et VERDUN, le Centre Intercommunal des Affaires Sociales (CIAS) et quatre communes supplémentaires ont adhéré à la convention de mutualisation en 2022 :

CHATTANCOURT  
DOUAUMONT-VAUX  
SIVRY LA PERCHE  
VACHERAUVILLE

**En 2023, avec la nouvelle intégration de la commune de Bras-sur-Meuse, le nombre d'adhésion se totalise à dix communes, soit 84% de la population totale de la CAGV.**

La migration sur le logiciel « finances » a été effectuée pour toutes les entités adhérentes et tous les agents des services communs territorialisés ont été transférés à la CAGV.

## 3) Point sur la gestion des espaces verts

L'exercice de la compétence espace vert a donné lieu à de nombreux débats au sein de chaque commune. La difficulté juridique soulevée par la CRC n'est plus d'actualité puisque le législateur offre maintenant une plus grande liberté de gestion pour l'exercice d'une compétence facultative.

Une expérimentation a été menée avec la commune de Thierville pour confier, à la secrétaire de mairie intercommunale, une enveloppe budgétaire pour la gestion de proximité des prestations d'espace vert en adéquation avec les attentes des élus communaux. Ce mode de gestion a vocation à être étendu aux communes d'Haudainville et Sivry-la-Perche. Le mode de passation des marchés a également été individualisé au profit de la commune de Béthelainville.

Sont ainsi dissociées, des enveloppes budgétaires individualisées par services communs territorialisés pour une gestion de proximité plus efficace, et des enveloppes plus globales pour les prestations plus complexes afin de favoriser un niveau d'expertise et des économies d'échelle sur l'ensemble du territoire.

Cette organisation est perfectible, mais donne globalement satisfaction. Il n'est plus envisagé dans l'immédiat, un retour de la compétence pour les communes concernées.

Pour les communes de l'ancienne Communauté de Communes de Charny, un audit « espace vert » doit être mené pour que chaque commune adopte le schéma organisationnel qui lui convient le mieux, y compris celui de ne rien changer.

**Les retours d'expériences sur l'employeur unique territorial, avec le témoignage des maires et des secrétaires de mairie intercommunaux-ales, seront effectués lors de la prochaine réunion de la CLECT.**

Le contexte économique s'assombrit et affecte les marges de manœuvres budgétaires des collectivités. La situation financière et institutionnelle de la collectivité demeure toutefois un atout stratégique pour affronter collectivement cette nouvelle épreuve. L'acceptabilité de la décision politique, dans un environnement contraint, implique encore davantage de pédagogie et de méthode pour objectiver les critères de choix. Cette première partie visait à mieux expliciter le processus décisionnel propre à notre collectivité.

## **Deuxième partie : Evolutions et orientations budgétaires**

### **I - Situation financière globale estimée à la fin de l'exercice budgétaire 2022**

#### **1) Approche budgétaire synthétique**

Le compte administratif 2022 donne les résultats suivants:

Ville VERDUN	Investissement	Fonctionnement	Cumulé
Résultat de l'exercice	2 048 670	2 115 818	4 164 488
Résultat reporté	1 401 900	2 272 857	3 674 757
Résultat cumulé	3 450 570	4 388 674	7 839 244

Au-delà d'une vision budgétaire annuelle, les simulations retenues dans le plan Pluriannuel Général visent à démontrer que la Ville de Verdun a la capacité de financer son Plan Pluriannuel d'Investissement.

Les principaux ratios de structures et de niveaux donneraient les résultats suivants :

<b>RATIOS BRUTS CAGV (décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005)</b>	2022	2022 corrigé
(1) Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	423	423
(2) Produit des impositions directes par habitant	151	151
(3) Recettes réelles de fonctionnement par habitant	862	702
(4) Dépenses d'équipement brut par habitant	299	299
(5) Dette en capital au 31 décembre par habitant	258	208
(6) Dotation globale Fonctionnement par habitant	392	392
(7) Dépenses Personnel/Dépenses réelles Fonctionnement	5,64%	28,72%
(9) Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement de la Dette/Recettes Réelles de fonctionnement	51,09%	62,43%
(10) Dépenses d'équipement brut/Recettes réelles de Fonctionnement	34,65%	42,55%
(11) Encours de la Dette (au 31/12) /Recettes réelles fonctionnement	29,89%	32,67%
(12) Encours de la Dette (au 31/12) / Epargne brute	0,6	0,9
(13) Encours de la dette (au 31/12) / recettes fiscales	1,7	1,5
(14) Part des dépenses de Fonctionnement affectées aux intérêts de la Dette	3,02%	3,20%
(15) Annuité / Recettes Réelles de Fonctionnement	3,56%	4,31%
(16) Dép. de personnel + Annuités / R. R. F.	6,33%	24,33%
(17) Epargne brute / Recettes réelles de Fonctionnement	50,99%	39,82%

Les ratios retraités « 2022 corrigés » tiennent compte de la convention de mutualisation et du partage d'une partie de l'encours de la dette entre la Ville Centre et la Communauté d'Agglomération.

**La situation financière de la Ville de Verdun fin 2022 demeure très satisfaisante. L'épargne nette (marge d'autofinancement courante) est de 4,6 millions, soit un taux d'épargne (épargne brute sur recettes réelles de fonctionnement) de 39,8 %.**

**2) Structure et gestion de la dette**

L'état de la dette de la Ville de Verdun a évolué comme suit :

**Commune de Verdun**

<b>ETAT DE LA DETTE</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
ENCOURS A REMBOURSER AU 1ER JANVIER DE L'ANNEE DU C.A. CONCERNE	6 918 532	6 189 408	5 600 440	5 305 570	4 995 827	4 670 438
-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX REMBOURSES (hors réaménagement)	729 124	588 968	294 870	309 743	325 389	341 847
Dont Emprunts Remboursés par anticipation	0	0	0	0	0	0
+	+	+	+	+	+	+
CAPITAUX EMPRUNTES HORS REAMENAGEMENT	0	0	0	0	0	0
=	=	=	=	=	=	=
ENCOURS RESTANT A REMBOURSER AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE DU C.A. CONCERNE	6 189 408	5 600 440	5 305 570	4 995 827	4 670 438	4 328 591
-						
ENCOURS A REMBOURSER PAR L'EPCI AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE DU C.A. CONCERNE	1 656 967	1 423 303	1 249 584	1 074 073	896 591	717 105
=						
ENCOURS NET VILLE DE VERDUN A REMBOURSER AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE DU C.A. CONCERNE	4 532 441	4 177 136	4 055 986	3 921 755	3 773 847	3 611 486
=						
ENCOURS NET VILLE DE VERDUN PAR HABITANT AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE DU C.A. CONCERNE	234	219	220	216	208	199
CAPITAUX REMBOURSES (hors réaménagement)	729 124	588 968	294 870	309 743	325 389	341 847
-						
CAPITAUX REMBOURSES PAR L'EPCI	419 496	233 664	173 719	175 512	177 482	179 486
=						
CAPITAUX NETS REMBOURSES (hors réaménagement)	309 628	355 305	121 150	134 231	147 907	162 361
INTERETS REMBOURSES	299 903	248 392	251 754	239 705	227 173	220 000
Dont ligne de Trésorerie	0	0	0	0	0	0
-						
INTERETS REMBOURSES PAR L'EPCI	45 181	39 882	35 979	34 763	33 600	32 400
=						
INTERETS NETS VILLE DE VERDUN	254 722	208 510	215 774	204 942	193 573	187 600
EMPRUNTS REAMENAGES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE OPERATION D'ORDRE	0	0	0	0	0	0

**L'encours de dette par habitant est passé de 868 euros en 2013 à 208 euros en 2022.**

Le bilan annuel présenté ci-après apporte une vision plus détaillée de la structure de la dette de la collectivité.

## Bilan Annuel

### Caractéristiques de la dette au 31/12/2022

Encours	<b>4 670 438,87</b>	Nombre d'emprunts *	<b>4</b>
Taux actuariel *	<b>4,74%</b>	Taux moyen de l'exercice	<b>4,72%</b>
<i>* tirages futurs compris</i>			

### Charges financières en 2022

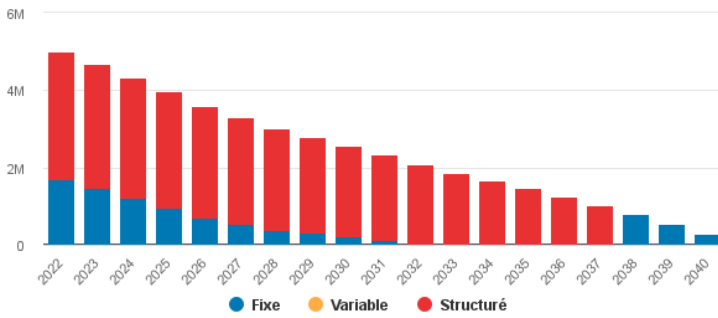
Annuité	<b>557 365,38</b>	Amortissement	<b>325 388,54</b>
Remboursement anticipé avec flux	<b>0,00</b>	Remboursement anticipé sans flux	<b>0,00</b>
Intérêts emprunts	<b>231 976,84</b>	ICNE	<b>79 861,51</b>

Ex.	Encours début	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2022	4 995 827,41	557 365,38	231 976,84	4,72%	4,69%	325 388,54	557 365,38
2023	4 670 438,87	560 967,90	219 120,45	4,78%	4,74%	341 847,45	560 967,90
2024	4 328 591,42	565 251,19	206 088,07	4,86%	4,80%	359 163,12	565 251,19
2025	3 969 428,30	568 696,76	191 315,45	4,94%	4,87%	377 381,31	568 696,76
2026	3 592 046,99	455 727,84	176 280,17	4,95%	4,97%	279 447,67	455 727,84
2027	3 312 599,32	457 243,25	162 308,79	4,94%	4,96%	294 934,46	457 243,25
2028	3 017 664,86	364 407,86	147 968,73	4,95%	4,96%	216 439,13	364 407,86
2029	2 801 225,73	365 710,78	136 523,62	4,93%	4,95%	229 187,16	365 710,78
2030	2 572 038,57	367 525,18	124 836,39	4,92%	4,94%	242 688,79	367 525,18
2031	2 329 349,78	369 451,79	112 463,05	4,90%	4,92%	256 988,74	369 451,79
2032	2 072 361,04	322 899,72	99 968,90	4,89%	4,90%	222 930,82	322 899,72
2033	1 849 430,22	275 981,67	90 193,12	4,88%	4,88%	185 788,55	275 981,67
2034	1 663 641,67	278 365,69	81 132,57	4,88%	4,88%	197 233,12	278 365,69
2035	1 466 408,55	280 896,57	71 513,89	4,88%	4,88%	209 382,68	280 896,57
2036	1 257 025,87	283 751,31	61 470,66	4,89%	4,88%	222 280,65	283 751,31
2037	1 034 745,22	286 435,65	50 462,51	4,88%	4,88%	235 973,14	286 435,65
2038	798 772,08	289 463,70	38 954,56	4,88%	4,88%	250 509,14	289 463,70
2039	548 262,94	292 678,22	26 737,72	4,88%	4,89%	265 940,50	292 678,22
2040	282 322,44	296 128,48	13 806,04	4,89%	4,89%	282 322,44	296 128,48

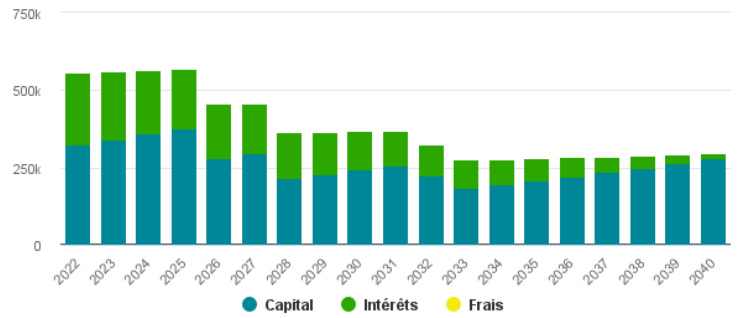


# Extinction

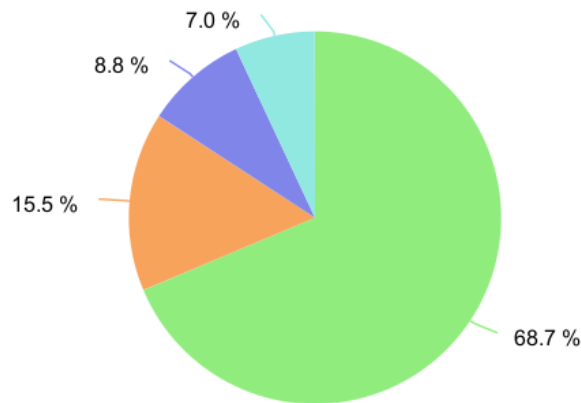
Extinction de l'encours



Evolution de l'annuité



## Prêteurs



Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
DEXIA Credit Local	-	68,66	3 206 543,98
Crédit Foncier	-	15,54	725 647,84
Caisse d'Epargne	-	8,85	413 276,31
C.L.F./DEXIA	-	6,96	324 970,74
<b>TOTAL</b>			<b>4 670 438,87</b>



### 3) Evolution de la population

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la population pour l'agglomération et pour toutes les communes adhérentes.

	2017	Evo N/N-1	2018	Evo N/N-1	2019	Evo N/N-1	2020	Evo N/N-1	2021	Evo N/N-1	2022	Evo N/N-1	2023	Evo N/N-1
	M 2016		M 2017		M 2018		M 2019		M 2020		M 2021		M 2022	
<b>VERDUN</b>														
Population municipale	18 393	2,62%	18 139	-1,38%	17 913	-1,25%	17 475	-2,45%	17 161	-1,80%	16 942	-1,28%	16 877	-0,38%
Population sans double compte														
Population comptée à part	1 212	-0,74%	1 198	-1,16%	1 170	-2,34%	974	-16,75%	960	-1,44%	964	0,42%	969	0,52%
<b>Population Totale</b>	<b>19 605</b>	<b>2,41%</b>	<b>19 337</b>	<b>-1,37%</b>	<b>19 083</b>	<b>-1,31%</b>	<b>18 449</b>	<b>-3,32%</b>	<b>18 121</b>	<b>-1,78%</b>	<b>17 906</b>	<b>-1,19%</b>	<b>17 846</b>	<b>-0,34%</b>
Population DGF	19 689		19 434		19 178	-1,32%	18 557	-3,24%	18 257	-1,62%	18 081	-0,96%		#####
<b>THIERVILLE</b>														
Population municipale	3 023	-0,56%	3 016	-0,23%	3 076	1,99%	3 118	1,37%	3 159	1,31%	3 165	0,19%	3 167	0,06%
Population sans double compte														
Population comptée à part	93	2,20%	94	1,08%	96	2,13%	97	1,04%	97	0,00%	97	0,00%	96	-1,03%
<b>Population Totale</b>	<b>3 116</b>	<b>-0,48%</b>	<b>3 110</b>	<b>-0,19%</b>	<b>3 172</b>	<b>1,99%</b>	<b>3 215</b>	<b>1,36%</b>	<b>3 256</b>	<b>1,28%</b>	<b>3 262</b>	<b>0,18%</b>	<b>3 263</b>	<b>0,03%</b>
Population DGF	3 132		3 126		3 188		3 233		3 275		3 281			
<b>HAUDAINVILLE</b>														
Population municipale	955	0,74%	963	0,84%	960	-0,31%	952	-0,83%	946	-0,63%	941	-0,53%	935	-0,64%
Population sans double compte														
Population comptée à part	21	0,00%	21	0,00%	20	-4,76%	21	5,00%	24	#####	24	0,00%	24	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>976</b>	<b>0,72%</b>	<b>984</b>	<b>0,82%</b>	<b>980</b>	<b>-0,41%</b>	<b>973</b>	<b>-0,71%</b>	<b>970</b>	<b>-0,31%</b>	<b>965</b>	<b>-0,52%</b>	<b>959</b>	<b>-0,62%</b>
Population DGF	976		984		980		973		970		966			
<b>SIVRY LA PERCHE</b>														
Population municipale	267	1,14%	269	0,75%	272	1,12%	274	0,74%	274	0,00%	274	0,00%	276	0,73%
Population sans double compte														
Population comptée à part	10	-6,67%	10	0,00%	10	0,00%	6	-40,00%	7	16,67%	7	0,00%	5	-28,57%
<b>Population Totale</b>	<b>277</b>	<b>0,36%</b>	<b>279</b>	<b>0,72%</b>	<b>282</b>	<b>1,08%</b>	<b>280</b>	<b>-0,71%</b>	<b>281</b>	<b>0,36%</b>	<b>281</b>	<b>0,00%</b>	<b>281</b>	<b>0,00%</b>
Population DGF	284		285		288		287		288		288			
<b>BETHELAINVILLE</b>														
Population municipale	180	-1,64%	178	-1,11%	176	-1,12%	171	-2,84%	166	-2,92%	161	-3,01%	159	-1,24%
Population sans double compte														
Population comptée à part	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	6	500,0%	6	0,0%	6	0,0%	6	0,0%
<b>Population Totale</b>	<b>181</b>	<b>-1,63%</b>	<b>179</b>	<b>-1,10%</b>	<b>177</b>	<b>-1,12%</b>	<b>177</b>	<b>0,00%</b>	<b>172</b>	<b>-2,82%</b>	<b>167</b>	<b>-2,91%</b>	<b>165</b>	<b>-1,20%</b>
Population DGF	187		184		182		182		177		173			
<b>BEAUMONT EN VERDUNOIS</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>BELLEVILLE</b>														
Population municipale	3 163	-0,44%	3 128	-1,11%	3 092	-1,15%	3 092	0,00%	3 066	-0,84%	3 040	-0,85%	3 020	-0,66%
Population sans double compte														
Population comptée à part	67	#####	69	2,99%	67	-2,90%	54	-19,40%	53	-1,85%	53	0,00%	53	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>3 230</b>	<b>-0,71%</b>	<b>3 197</b>	<b>-1,02%</b>	<b>3 159</b>	<b>-1,19%</b>	<b>3 146</b>	<b>-0,41%</b>	<b>3 119</b>	<b>-0,86%</b>	<b>3 093</b>	<b>-0,83%</b>	<b>3 073</b>	<b>-0,65%</b>
Population DGF	3240		3209		3173		3161		3 134		3 108			
<b>BETHINCOURT</b>														
Population municipale	34	6,25%	35	2,94%	36	2,86%	35	-2,78%	35	0,00%	34	-2,86%	38	11,76%
Population sans double compte														
Population comptée à part	2	#####	2	0,00%	2	0,00%	2	0,00%	2	0,00%	2	0,00%	0	#####
<b>Population Totale</b>	<b>36</b>	<b>9,09%</b>	<b>37</b>	<b>2,78%</b>	<b>38</b>	<b>2,70%</b>	<b>37</b>	<b>-2,63%</b>	<b>37</b>	<b>0,00%</b>	<b>36</b>	<b>-2,70%</b>	<b>38</b>	<b>5,56%</b>
Population DGF	39		39		39		38		38		37			
<b>BEZONVAUX</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>BRAS SUR MEUSE</b>														
Population municipale	720	0,70%	711	-1,25%	705	-0,84%	698	-0,99%	695	-0,43%	691	-0,58%	683	-1,16%
Population sans double compte														
Population comptée à part	56	3,70%	56	0,00%	56	0,00%	49	-12,50%	49	0,00%	50	2,04%	51	2,00%
<b>Population Totale</b>	<b>776</b>	<b>0,91%</b>	<b>767</b>	<b>-1,16%</b>	<b>761</b>	<b>-0,78%</b>	<b>747</b>	<b>-1,84%</b>	<b>744</b>	<b>-0,40%</b>	<b>741</b>	<b>-0,40%</b>	<b>734</b>	<b>-0,94%</b>
Population DGF	779		770		764		750		748		745			
<b>CHAMPNEUVILLE</b>														
Population municipale	125	1,63%	121	-3,20%	120	-0,83%	120	0,00%	119	-0,83%	121	1,68%	123	1,65%
Population sans double compte														
Population comptée à part	4	0,0%	4	0,0%	1	-75,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%
<b>Population Totale</b>	<b>129</b>	<b>1,57%</b>	<b>125</b>	<b>-3,10%</b>	<b>121</b>	<b>-3,20%</b>	<b>121</b>	<b>0,00%</b>	<b>120</b>	<b>-0,83%</b>	<b>122</b>	<b>1,67%</b>	<b>124</b>	<b>1,64%</b>
Population DGF	140		136		132		130		130		132			
<b>CHARNY SUR MEUSE</b>														
Population municipale	540	-2,17%	528	-2,22%	522	-1,14%	518	-0,77%	521	0,58%	524	0,58%	527	0,57%
Population sans double compte														
Population comptée à part	22	#####	20	-9,09%	21	5,00%	22	4,76%	19	#####	19	0,00%	20	5,26%
<b>Population Totale</b>	<b>562</b>	<b>-2,60%</b>	<b>548</b>	<b>-2,49%</b>	<b>543</b>	<b>-0,91%</b>	<b>540</b>	<b>-0,55%</b>	<b>540</b>	<b>0,00%</b>	<b>543</b>	<b>0,56%</b>	<b>547</b>	<b>0,74%</b>
Population DGF	568		554		548		545		545		549			

	2017	Evo N/N-1	2018	Evo N/N-1	2019	Evo N/N-1	2020	Evo N/N-1	2021	Evo N/N-1	2022	Evo N/N-1	2023	Evo N/N-1
	M 2016		M 2016		M 2016		M 2017		M 2018		M 2019		M 2020	
<b>CHATTANCOURT</b>														
Population municipale	177	2,31%	181	2,26%	182	0,55%	182	0,00%	180	-1,10%	179	-0,56%	177	-1,12%
Population sans double compte														
Population comptée à part	3	0,0%	3	0,0%	3	0,0%	3	0,0%	5	66,7%	5	0,0%	5	0,0%
<b>Population Totale</b>	<b>180</b>	<b>2,27%</b>	<b>184</b>	<b>2,22%</b>	<b>185</b>	<b>0,54%</b>	<b>185</b>	<b>0,00%</b>	<b>185</b>	<b>0,00%</b>	<b>184</b>	<b>-0,54%</b>	<b>182</b>	<b>-1,09%</b>
Population DGF	185		189		189		189		189		187			
<b>CUMIERES-LE-MORT-HOMME</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>FLEURY DT DOUAUMONT</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>FROMREVILLE LES VALLONS</b>														
Population municipale	213	-4,05%	212	-0,47%	210	-0,94%	209	-0,48%	208	-0,48%	206	-0,96%	207	0,49%
Population sans double compte														
Population comptée à part	8	#####	3	#####	4	#####	4	0,00%	4	0,00%	4	0,00%	4	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>221</b>	<b>-4,33%</b>	<b>215</b>	<b>-2,71%</b>	<b>214</b>	<b>-0,47%</b>	<b>213</b>	<b>-0,47%</b>	<b>212</b>	<b>-0,47%</b>	<b>210</b>	<b>-0,94%</b>	<b>211</b>	<b>0,48%</b>
Population DGF	223		217		215		214		213		211			
<b>HAUMONT PRES SAMOGNEUX</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>LOUVEMONT-COTE-DU-POIVRE</b>														
<b>Population Totale</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>MARRE</b>														
Population municipale	160	0,63%	161	0,63%	162	0,62%	161	-0,62%	163	1,24%	162	-0,61%	168	3,70%
Population sans double compte														
Population comptée à part	8	0,00%	8	0,00%	8	0,00%	7	-12,50%	7	0,00%	7	0,00%	2	#####
<b>Population Totale</b>	<b>168</b>	<b>0,60%</b>	<b>169</b>	<b>0,60%</b>	<b>170</b>	<b>0,59%</b>	<b>168</b>	<b>-1,18%</b>	<b>170</b>	<b>1,19%</b>	<b>169</b>	<b>-0,59%</b>	<b>170</b>	<b>0,59%</b>
Population DGF	173		171		173		171		173		172			
<b>MONTZEVILLE</b>														
Population municipale	157	-0,63%	156	-0,64%	156	0,00%	155	-0,64%	155	0,00%	155	0,00%	155	0,00%
Population sans double compte														
Population comptée à part	5	0,00%	5	0,00%	1	#####	1	0,00%	1	0,00%	1	0,00%	1	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>162</b>	<b>-0,61%</b>	<b>161</b>	<b>-0,62%</b>	<b>157</b>	<b>-2,48%</b>	<b>156</b>	<b>-0,64%</b>	<b>156</b>	<b>0,00%</b>	<b>156</b>	<b>0,00%</b>	<b>156</b>	<b>0,00%</b>
Population DGF	172		171		167		163		163		163			
<b>ORNES</b>														
Population municipale	5	#####	5	0,00%	6	#####	5	-16,67%	6	#####	6	0,00%	7	16,67%
Population sans double compte														
Population comptée à part	0		0		0		0		0		0		0	
<b>Population Totale</b>	<b>5</b>	<b>#####</b>	<b>5</b>	<b>0,00%</b>	<b>6</b>	<b>#####</b>	<b>5</b>	<b>-16,67%</b>	<b>6</b>	<b>#####</b>	<b>6</b>	<b>0,00%</b>	<b>7</b>	<b>16,67%</b>
Population DGF	6		6		7		6		7		7			
<b>SAMOGNEUX</b>														
Population municipale	94	3,30%	93	-1,06%	94	1,08%	95	1,06%	97	2,11%	98	1,03%	99	1,02%
Population sans double compte														
Population comptée à part	1	0,00%	1	0,00%	0		0		0		0		0	
<b>Population Totale</b>	<b>95</b>	<b>3,26%</b>	<b>94</b>	<b>-1,05%</b>	<b>94</b>	<b>0,00%</b>	<b>95</b>	<b>1,06%</b>	<b>97</b>	<b>2,11%</b>	<b>98</b>	<b>1,03%</b>	<b>99</b>	<b>1,02%</b>
Population DGF	97		96		96		95		97		98			
<b>VACHERAUVILLE</b>														
Population municipale	172	6,8%	174	1,2%	175	0,6%	177	1,1%	182	2,8%	189	3,8%	188	-0,5%
Population sans double compte														
Population comptée à part	7	0,00%	4	#####	4	0,00%	4	0,00%	4	0,00%	4	0,00%	4	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>179</b>	<b>6,55%</b>	<b>178</b>	<b>-0,56%</b>	<b>179</b>	<b>0,56%</b>	<b>181</b>	<b>1,2%</b>	<b>186</b>	<b>2,76%</b>	<b>193</b>	<b>3,76%</b>	<b>192</b>	<b>-0,52%</b>
Population DGF	181		180		179		181		186		193			
<b>DOUAUMONT-VAUX ( à cpter de 2019) Avt VAUX-DEVANT-DAMLOUP</b>														
Population municipale	72	2,86%	74	2,78%	81	9,46%	81	0,00%	80	-1,23%	80	0,00%	79	-1,25%
Population sans double compte														
Population comptée à part	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
<b>Population Totale</b>	<b>72</b>	<b>2,86%</b>	<b>74</b>	<b>2,78%</b>	<b>81</b>	<b>9,46%</b>	<b>81</b>	<b>0,00%</b>	<b>80</b>	<b>-1,23%</b>	<b>80</b>	<b>0,00%</b>	<b>79</b>	<b>-1,25%</b>
Population DGF	73		75		82		82		81		80			
<b>BELLERAY</b>														
Population municipale	475	2,37%	484	1,89%	496	2,48%	508	2,42%	514	1,18%	525	2,14%	527	0,38%
Population sans double compte														
Population comptée à part	8	0,00%	11	#####	12	9,09%	12	0,00%	12	0,00%	12	0,00%	12	0,00%
<b>Population Totale</b>	<b>483</b>	<b>2,33%</b>	<b>495</b>	<b>2,48%</b>	<b>508</b>	<b>2,63%</b>	<b>520</b>	<b>2,36%</b>	<b>526</b>	<b>1,15%</b>	<b>537</b>	<b>2,09%</b>	<b>539</b>	<b>0,37%</b>
Population DGF	484		496		524		532		535		546			
<b>CAGV</b>														
Municipale	28 933	1,63%	28 636	-1,03%	28 434	-0,71%	28 026	-1,43%	27 727	-1,07%	27 493	-0,84%	27 412	-0,29%
Population sans double compte														
Population comptée à part	1 528	-1,23%	1 510	-1,18%	1 476	-2,25%	1 263	-14,43%	1 251	-0,95%	1 256	0,40%	1 253	-0,24%
<b>Population Totale</b>	<b>30 461</b>	<b>1,48%</b>	<b>30 146</b>	<b>-1,03%</b>	<b>29 910</b>	<b>-0,78%</b>	<b>29 289</b>	<b>-2,08%</b>	<b>28 978</b>	<b>-1,06%</b>	<b>28 749</b>	<b>-0,79%</b>	<b>28 665</b>	<b>-0,29%</b>
DGF	30 637		30 331		30 105		29 490		29 207		29 017		0	

Des écarts importants d'une année sur l'autre peuvent être liés à la méthode statistique de recensement et l'analyse sera d'autant plus fiable qu'elle porte sur une durée longue.

Au-delà de l'analyse économique et sociale, l'évolution de cette donnée a une répercussion immédiate sur le calcul des dotations d'état.

Les simulations budgétaires ont été définies sur l'hypothèse d'une population constante.

## **II - Evolution des recettes de fonctionnement**

Elles conditionnent les marges de manœuvres budgétaires de la collectivité.

### **1) Evolution des recettes fiscales et des taxes**

#### **a) Le produit des contributions directes**

Le produit des contributions directes votées pour 2022 s'élève à 2 731 237 euros, soit une évolution de +1,90% par rapport à l'année 2021. Cela se décompose comme suit :

Libellés	Bases	Taux	Produits
Taxe Habitation *	1 577 641	4,34%	68 470
Taxe Foncier Bâti	21 177 624	32,50%	6 882 728
coefficient correcteur			-4 255 605
Taxe Foncier Non Bâti	135 272	26,35%	35 644
Rôles complémentaires			0
<b>TOTAL</b>			<b>2 731 237</b>

\* les bases de taxe d'habitation correspondent aux résidences secondaires et aux logements vacants.

**L'application du coefficient correcteur vient neutraliser, au regard des données 2020, la différence entre le transfert des produits départementaux et la perte des produits fiscaux communaux suite à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.**

Ainsi, un coefficient de -57,1973 % s'applique au produit cumulé de la taxe sur le foncier bâti (6 882 728 €) et des allocations compensatrices (552 405 €).

Les allocations compensatrices résultent de la diminution de 50 % des bases de foncier bâti pour les locaux industriels.

**Le produit des contributions directes représente 17,48 % des recettes réelles prévisionnelles de fonctionnement.**

Pour rappel, les contribuables non concernés en 2020 par la suppression de la TH sur les résidences principales vont bénéficier d'une suppression progressive avec :

- un dégrèvement de 30 % en 2021
- un dégrèvement de 65 % en 2022
- un dégrèvement de 100 % en 2023

## **LES ORIENTATIONS PROPOSEES**

**Les simulations budgétaires ont été construites sur la base d'un maintien de la pression fiscale à taux constant. Pour 2023, le produit des contributions directes est estimé à 2 928 000 euros, soit une évolution de 7,20 %.**

Libellés	Bases	Taux	Produits
Taxe Habitation *	1 689 654	4,34%	73 331
Taxe Foncier Bâti	22 746 000	32,50%	7 392 450
coefficient correcteur			-4 579 259
Taxe Foncier Non Bâti	157 400	26,35%	41 475
Rôles complémentaires			0
		<b>TOTAL</b>	<b>2 927 997</b>

## b) Le fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales (FPIC)

Il s'agit d'un fonds national unique dont l'enveloppe globale a été stabilisée en 2016 à hauteur de 1 milliard.

Compte tenu de la faiblesse de son potentiel financier agrégé, la CAGV est faiblement contributrice et fortement bénéficiaire de cette péréquation horizontale.

L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal est répartie entre l'EPCI à fiscalité propre et ses communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscal, puis entre les communes membres en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant de ces communes et de leur population.

**Avec un CIF de 1,01, seule la CAGV est bénéficiaire de ce fonds.**

## c) Les autres impôts et taxes

Les droits de stationnement sont de 172 000 euros en 2022. La simulation retient une évolution constante.

La taxe communale sur la consommation finale d'électricité (362 000 euros en 2022) est remplacée en 2023 par une part communale d'une taxe nationale sur l'électricité. Cette réforme implique la perte du pouvoir de modulation des tarifs. Sur le tarif de base est appliqué un coefficient multiplicateur fixé à 8,5. La simulation retient une évolution à moyen constant.

Les droits de mutations ont évolué très favorablement passant de 525 000 euros en 2021 à 629 000 euros en 2022. La simulation s'appuie sur une stabilisation sur les années à venir.

## 2) Evolution des dotations et compensations versées par l'Etat

### a) La dotation forfaitaire pour la Commune de Verdun

**La dotation forfaitaire de 2022 est de 3 944 000 euros, soit une évolution stable par rapport à l'année 2020** si l'on tient compte de la baisse de 0,96 % de la population DGF. Il est prévu un montant identique pour 2022, sur la base d'une évolution stable de la population DGF et d'un très faible écrêtement.

Comme chaque année, des écrêtements internes sont prévus pour financer les variations annuelles au sein de la DGF (population, mouvements intercommunaux, communes nouvelles) ainsi que 50 % de la croissance des dotations de péréquation. **La faiblesse de notre potentiel fiscal nous protège en partie des diminutions appliquées aux dotations qui servent de variables d'ajustement.**

### b) la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

La Ville de Verdun est positionnée en 2022 au rang 247 (par ordre décroissant de l'indice synthétique). Une part importante de l'indice synthétique de la DSU est dorénavant accordée au critère du revenu au détriment du potentiel financier.

**EVOLUTION DE LA DSU SUR LA VILLE DE VERDUN**

ANNEE	POPUL. DGF	Potentiel financier par habitant de la commune	evo %	Nombre logts sociaux	Nombre total logts de la commune	Part logts sociaux comm. + 10 000	Nombre allocations logements de la commune	Revenu par habitant de la commune	Revenu par habitant communes + 10 000	Rang par ordre décroisst de l'indice	D.S.U.	% augmt. depuis 2005
1998	23 653	377,073263	-38,66%	2 556	8 988	23,43%	7 295	5 357,644855	7 456,433592	155	538 038	
1999	23 653	390,339112	-38,71%	2 592	8 920	23,66%	7 038	5 503,734964	7 664,579485	158	767 519	
2000	22 916	411,922301	-37,58%	2 592	8 909	23,36%	6 871	5 670,156743	7 830,616011	164	816 538	
2001	22 178	433,662250	-36,52%	2 615	8 898	23,41%	6 727	5 965,254600	8 059,300189	166	774 587	
2002	21 441	467,230264	-33,91%	2 626	8 936	23,30%	6 700	6 247,480875	8 389,591864	182	733 639	
2003	21 441	479,210811	-35,45%	2 658	8 932		6 706	6 438,252180	8 762,643415	170	759 479	
2004	21 441	489,784338	-36,50%	2 658	8 928	23,25%	6 616	7 194,949264	9 042,783140	164	817 668	
2005	21 441	732,139219	-26,22%	2 656	9 082	23,13%	6 305	6 924,089575	9 344,875032	197	858 551	5,00%
2006	21 441	746,864465	-26,57%	2 656	9 161	23,05%	6 044	7 089,370950	9 672,573203	212	901 479	5,00%
2007	21 441	762,576466	-27,27%	2 681	9 106	22,97%	6 032	7 372,909719	9 952,894112	196	946 553	5,00%
2008	21 441	796,277319	-25,72%	2 648	9 037	22,83%	6 045	7 450,627451	167,879722	207	995 544	5,18%
2009	20 603	837,287482	-22,10%	2 326	8 933	22,62%	6 162	9 766,570317	827,785269	229	1 015 455	2,00%
2010	20 305	870,832751	-21,77%	2 294	8 806	22,53%	6 126	138,158354	355,080656	209	1 126 548	10,94%
2011	20 387	873,387796	-23,40%	2 299	8 775	22,52%	6 015	062,601037	655,687056	199	1 246 970	10,69%
2012	19 833	884,165028	-30,63%	2 296	8 804	22,62%	5 907	444,593959	626,988660	173	1 335 191	7,07%
2013	19 812	902,150000	-30,65%	2 207	8 832	22,73%	5 794	573,000000	043,000000	181	1 540 894	15,41%
2014	19 586	930,550000	-29,73%	2 167	8 876	22,67%	5 696	874,000000	507,000000	188	1 643 698	6,67%
2015	19 624	935,330000	-28,66%	2 103	8 933	22,84%	5 549	992,000000	738,000000	213	1 940 908	18,08%
2016	19 230	852,205564	-34,86%	2 076	8 751	22,83%	5 528	404,830000	808,000000	164	2 272 003	17,06%
2017	19 689	815,914216	-37,04%	2 139	8 785	22,96%	5 513	077,000000	979,000000	172	2 447 206	7,71%
2018	19 434	862,254348	-32,78%	2 156	8 856	23,01%	5 421	246,817040	181,100900	212	2 540 557	3,81%
2019	19 178	880,617948	-31,88%	2 166	8 825	23,20%	5 512	419,264580	396,500860	216	2 617 558	3,03%
2020	18 557	899,368486	-31,36%	2 164	8 895	23,23%	5 426	937,940593	825,894700	225	2 695 235	2,97%
2021	18 257	908,385934	-31,02%	2 203	8 799	23,34%	5 239	273,827110	496,680820	225	2 760 236	2,41%
2022	18 081	910,003042	-30,44%	2 201	8 892	23,25%	4 792	869,600246	628,914143	247	2 820 628	2,19%

**La DSU est de 2 821 000 euros en 2022, soit une augmentation de 2,19 %.** On peut constater une progression constante de l'indice ces dernières années. La simulation retient une évolution stable.

La Dotation Nationale de Péréquation constitue une variable d'ajustement et devrait diminuer malgré notre faible potentiel financier. Elle est de 348 000 euros en 2022 et estimée à 320 000 euros pour 2023.

### c) Les attributions et compensations fiscales

Elles s'élèvent à 685 000 euros en 2022 dont 614 000 euros au titre de la diminution de 50% des bases des locaux industriels.

### 3) Evolution des autres recettes de fonctionnement

Les produits des services au chapitre 70 (redevances d'occupation du domaine communal, concessions cimetières, remboursement de frais) s'élèvent à 228 000 euros en 2023 avec une évolution stable pour les années suivantes.

Les autres produits de gestion courante constatés au chapitre 75 sont issus des redevances et autres produits tarifaires. Ils atteignent 601 000 euros en 2022 du fait des écritures patrimoniales de 166 000 euros liées à la dissolution de SOVAMEUSE dont la Ville de Verdun était actionnaire. La simulation retient une prévision de recette de 460 000 euros à partir de 2023.

## III - Evolution des dépenses de fonctionnement

Les données 2023 résultent de la lettre de cadrage présentée en bureau et en conférence des maires. **Les objectifs assignés aux directions sont axés sur une évolution constante du compte administratif 2022.** Les exceptions se limitent aux arbitrages budgétaires concernant le coût de l'énergie, le Plan Pluriannuel du Personnel, le Plan Pluriannuel des Investissements et les notes argumentaires dûment validées par le Président.

### 1) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général se totalisent à 1 164 000 euros en 2022 et 1 381 000 euros en 2023 du fait notamment de l'augmentation des fluides pour 159 000 euros.

	2020	2021	2022	2023
6042 Prestations de services	290 986	424 465	438 636	488 029
60611 Eau et assainissement	5 954	9 686	5 322	5 322
60612 et 60613 Energie - Electricité	117 217	88 165	109 291	268 000
60613 Chauffage urbain	35 135	23 742	65 844	65 844
60622 Carburant	1 373	1 405	3 828	3 800
60623 Alimentation	86	937	1 011	1 411
60628 Autres fournitures no stockées	170	0	0	0
60632 Fournitures de petit équipement	1 407	33 111	43 289	48 374
60633 Fournitures de voirie	401	418	1 161	1 161
60636 Vêtement de travail	33 797	7 664	14 209	14 209
6064 Fournitures administratives	529	614	3 128	3 128
6068 Autres matières et fournitures	4 170	9 414	8 429	8 976
<b>60 Achats et variations de stocks</b>	<b>491 223</b>	<b>599 620</b>	<b>694 148</b>	<b>908 254</b>
611 Contrats de prestations de service avec des ent	139 181	118 625	154 013	153 947
6132 Locations immobilières	3 276	1 000	1 000	1 000
6135 Locations mobilières	1 027	4 021	11 387	11 530
614 Charges locatives et de copropriété	28 926	5 707	0	0
61521 Terrains			1 142	
615221 Batiments Publics	48 861	49 274	69 459	68 583
615228 Autres Batiments	30 328	33 337	11 717	9 715
61551 Matériel roulant	2 627	5 013	834	500
616 Primes d'assurances	14 990	15 560	10 489	13 567
6182 Documentation générale	486	0	495	495
6184 Versements a des organismes de formation	1 923	4 639	12 300	12 300
6188 Autres frais divers	5 508	5 506	5 535	5 535

<b>61 autres charges externes</b>	<b>277 131</b>	<b>242 682</b>	<b>278 370</b>	<b>277 172</b>
6225 indemnités au comptable et aux régisseurs	184	74	324	324
6227 Frais d'actes et de contentieux	6 431	13 289	0	10 000
6231 Annonces et insertions	4 956	0	134	134
6232 Fête et cérémonie	7 894	11 409	24 801	15 854
6236 Catalogues et imprimés	1 646	2 005	1 871	1 871
6237 Publications	3 572	2 897	175	0
6238 Divers	15 454	18 569	51 269	51 443
6247 Transport collectif	0	0	0	0
6251 Voyages et déplacements	1 945	607	3 388	3 388
6255 Frais de déménagement	1 458	3 657	0	800
6262 Frais de télécommunications	2 731	2 170	944	944
627 Services bancaires et assimilés	5 164	62	2 550	2 555
6281 Concours divers (cotisations)	1 000	1 000	2 070	2 070
6282 Frais de gardiennage (églises,forêts et bois)	2 342	628	2 340	2 340
62876 participation aux frais logistiques de la Codecom	93 915	62 363	61 057	61 057
6288 Autres services extérieurs	156	0	144	144
63512 Taxes foncières	31 291	27 485	24 564	24 564
63513 Autres impôts locaux	10 373	7 921	9 392	9 392
637 Autres impôts taxes et versements assimilés	2 177	6 056	6 506	8 819
<b>62-63</b>	<b>192 688</b>	<b>160 193</b>	<b>191 528</b>	<b>195 698</b>
<b>011 Charges à caractère général</b>	<b>961 043</b>	<b>1 002 495</b>	<b>1 164 046</b>	<b>1 381 124</b>

## 2) Les charges de personnel

**Le total des dépenses de personnel, toutes structures confondues, s'élève à 14 910 000 euros en 2022 et les charges de personnel propres à la Ville de Verdun sont de 14,72 % soit 2 194 133 euros.**

La diminution sensible des charges logistiques à partir de 2020 est liée principalement à la modification du mode de calcul qui ne prend plus en compte les charges patrimoniales.

BUDGET TOTAL TOUTES STRUCTURES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	2022
I)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "012")	14 122 374	13 886 776	14 284 659	14 910 461
II)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "013")	211 219	242 989	311 664	345 584
III)Total Rembt MAD et Syndicats	173 587	149 056	120 535	129 312
<b>Total Charges de Personnel nettes</b>	<b>13 737 568</b>	<b>13 494 732</b>	<b>13 852 460</b>	<b>14 435 566</b>
IV)Total Charges Logistique	1 121 535	1 170 457	491 725	492 461
<b>Coût total de fonctionnement =I-II-III+IV</b>	<b>14 859 103</b>	<b>14 665 189</b>	<b>14 344 185</b>	<b>14 928 027</b>

### BUDGET GENERAL AGGLOMERATION

100,0000%

clé de répartition

78,5710%

Charges de personnel dues

11 096 093

Charges de personnel nettes dues ("012" -"013" - "70")

10 793 747

### BUDGET GENERAL VILLE DE VERDUN

clé de répartition

14,3253%

Charges de personnel dues

2 023 070

Charges de personnel nettes ("012"- "013"- "70")

1 967 946

### BUDGET GENERAL BELLERAY :

Total régularisations budgétaires

58 956

### BUDGET GENERAL CHAMPNEUVILLE :

Total régularisations budgétaires

10 867

### BUDGET GENERAL CHATTANCOURT :

Total régularisations budgétaires

6 462

**BUDGET GENERAL DOUAUMONT VAUX**Total régularisations budgétaires **6 332****BUDGET GENERAL HAUDAINVILLE :**Total régularisations budgétaires **22 385 10 635 14 550 21 210****BUDGET GENERAL SIVRY LA PERCHE :**Total régularisations budgétaires **15 438****BUDGET GENERAL THIERVILLE :**Total régularisations budgétaires **178 748 189 796****BUDGET GENERAL VACHERAUVILLE :**Total régularisations budgétaires **16 170 14 597****BUDGET GENERAL CCAS**Total régularisations budgétaires **310 340 302 694 282 669 315 015****BUDGET GENERAL CAISSE DES ECOLES**Total régularisations budgétaires **5 585 5 451 5 419 3 335****BUDGETS ANNEXES****AGGLO : BUDGET ANNEXE ANRU**Total régularisations budgétaires **225 786 188 935 145 415 55 792****AGGLO : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**Total régularisations budgétaires **100 984 97 408 48 703 49 845****AGGLO : BUDGET ANNEXE CHICAGO**Total régularisations budgétaires **684 695 0****AGGLO : BUDGET ANNEXE REGIE EAU**Régularisation budgétaire article 658 **63 745 59 797 57 696****AGGLO : BUDGET ANNEXE DSP EAU**Total régularisations budgétaires **14 125 13 447 10 186 10 433****CDEI : BUDGET ANNEXE PRE**Total régularisations budgétaires **-27 792 22 321 21 934 21 496****AGGLO : BUDGET ANNEXE TRANSPORT**Total régularisations budgétaires **33 921 37 352 41 783 42 702****AGGLO : BUDGET ANNEXE ZA Marroniers**Total régularisations budgétaires **684 695 406 0****AGGLO : BUDGET ANNEXE ZA Wameau**Total régularisations budgétaires **3 841 4 173 0 0****VERDUN : BUDGET ANNEXE Vierges des Pauvres**Total régularisations budgétaires **-7 432 7 490 5 181 6 030****VERDUN : BUDGET ANNEXE Plat de Bevaux**Total régularisations budgétaires **7 432 7 490 5 181 6 030**

**La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences issue du plan Pluriannuel du personnel donne les évolutions prévisionnelles suivantes :**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	2023	2024
I)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "012")	13 886 776	14 284 659	14 910 461	16 015 963	15 954 779
II)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "013")	242 989	311 664	345 584	345 584	345 584
III)Total Rembt MAD et Syndicats	149 056	120 535	108 516	108 516	108 516
<b>Total Charges de Personnel nettes</b>	<b>13 494 732</b>	<b>13 852 460</b>	<b>14 456 362</b>	<b>15 561 864</b>	<b>15 500 680</b>
IV)Total Charges Logistique	1 170 457	491 725	492 461	492 461	492 461
<b>Coût total de fonctionnement =I-II-III+IV</b>	<b>14 665 189</b>	<b>14 344 185</b>	<b>14 344 185</b>	<b>16 054 325</b>	<b>15 993 141</b>

**BUDGET GENERAL VILLE DE VERDUN**

clé de répartition	14,9177%	14,5297%	14,7155%	13,0644%	13,0644%
Charges de personnel	2 071 584	2 075 511	2 194 145	2 092 392	2 084 399



## **INFORMATIONS SUR LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET DES ELEMENTS DE REMUNERATIONS**

Cette présentation est prévue à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et répond aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes. Un rapport détaillé figure en **annexe n°1**.

### **3) Les autres charges de fonctionnement**

**La subvention d'équilibre attribuée au CCAS** a été réduite à 200 000 euros en 2021 et 2022 pour tenir compte des recettes locatives perçues par l'établissement et réduire significativement son résultat cumulé de fonctionnement.

Cette subvention **est prévue en 2023 à hauteur de 440 000 euros** du fait de la création du Centre Intercommunal des Affaires Sociales (CIAS), dont le financement justifie le versement d'une attribution de compensation annuelle supplémentaire de 130 000 euros par la Ville de Verdun à la CAGV. Cela va faciliter le développement d'une politique sociale sur l'ensemble du territoire intercommunal tout en conservant une gestion de proximité via les CCAS. Ainsi, la création du Centre Intercommunal a été conçue à moyens constants.

**Il est également prévu en 2023 le versement d'une subvention d'équilibre de 1 361 000 euros pour le budget annexe Miribel.**

Cette opération de grande ampleur est une étape importante pour le développement de la Ville de Verdun. Cette dernière assure la déconstruction des bâtiments désaffectés et la dépollution des sols de l'ancienne caserne militaire Miribel de Verdun ainsi que les fouilles archéologiques préalables.

Ce site de 6,8 hectares, qui a été contaminé avec des hydrocarbures et des métaux mais présente également un intérêt de recherche archéologique très important, sera réhabilité et transformé en quartier intergénérationnel comportant des logements et des services.

Pour rappel, ce projet s'inscrit dans le programme national Action Cœur de Ville dont la Convention-cadre pluriannuelle a été signée avec l'Etat dès le 11 juillet 2018 et de son avenant de déploiement valant Convention ORT signé le 17 janvier 2020. Ce projet volontariste vise donc à réduire la fracture territoriale, stimuler l'économie et améliorer la qualité de vie en menant une action publique spécifique pour redynamiser le centre d'une ville moyenne telle que Verdun conformément à la priorité nationale du programme.

Les charges de gestion courante au chapitre 65, égales à 1 099 000 euros en 2022 sont ainsi prévues à 2 677 000 euros en 2023. La simulation retient une prévision de recette de 1 366 000 euros à partir de 2024.

**Les charges financières au chapitre 66 continuent de baisser du fait de la diminution de notre encours de dette.** Elles sont prévues à 220 000 euros en 2023.

L'attribution de compensation « standard » a été réévaluée à 2 474 102 euros suite à la création du CIAS (+ 130 000 euros) et au transfert à la CAGV de la manifestation « Verdun Joystick Players » (+52 000 euros).

S'ajoute ensuite l'attribution de compensation liée à la convention de mutualisation des charges de personnel, soit 1 767 000 euros pour 2022 et une prévision de 1 742 000 euros pour 2023.

Concernant les dotations aux amortissements, la durée d'amortissement des nouveaux fonds de concours est maintenant de 30 ans afin de mieux coller à la durée de vie des ouvrages financés et optimiser ainsi les marges de manœuvres budgétaires de la Ville de Verdun. Elles sont de 3 372 000 euros en 2022 et prévues à 3 693 000 euros en 2023.

**IV - Evolution des dépenses d'équipement**

**En 2022, les dépenses d'équipement se totalisent à 5,4 millions d'euros. Après déduction des recettes affectées, les dépenses nettes se limitent à 1,7 million d'euros et sont totalement autofinancées.**

Les opérations d'équipement figurent dans le Plan Pluriannuel des Investissements et se présentent comme suit :

Libellé de la fiche programme	Total Dépenses TTC	CA 2020	CA 2021	2022	2023	2024	2025
<b>PROGRAMMES EN COURS</b>							
Fonds de concours			4 000 000	2 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000
RESTAURATION MUR DU 13ème SIECLE RUE DE LA CALIFORNIE	<b>1 000 000</b>						1 000 000
CENTRE SOCIAL ANTHOUARD	<b>8 623 450</b>	104 357	159 271	238 935	3 441 000	500 000	
MUR DU CASTRUM	<b>467 394</b>	10 177	240 572	93 730	8 611		
MAISON DES ASSOCIATIONS	<b>72 945</b>	46 631	24 201				
AMENAGEMENT FOYER JEANNE D'ARC	<b>18 797</b>	18 797					
MAISON DE SANTE	<b>4 201 483</b>	1 737 691	1 390 451	316 944	219 727		
DEFENSE INCENDIE	<b>937 636</b>	163 481	126 965	89 052	234 543		
MONUMENT A LA VICTOIRE	<b>7 535</b>	436	3 067	2 016			
RENOVATION DE LA PORTE CHAUSSEE	<b>676 928</b>	5 376			30 000	640 000	
GRAND REMPART AV. DOUAUMONT	<b>871 152</b>				435 576		
REAMENAGEMENT DU CS KERGOMARD	<b>1 101 088</b>	727 400	338 376	15 880			
RENOVATION GYMNASSE CHANTERAINE	<b>96 041</b>	96 041	0				
ENFOUISSEMENT DES RESEAUX	<b>1 560 813</b>	399 246	555 883	170 915	212 471		
SITE MIRIBEL	<b>3 331 007</b>	100 625	1 027 272	1 101 555			
BOWL STREET CITY SAINT VICTOR	<b>1 610 658</b>		0	6 510	600 000	900 000	
REST.ET CONFORTATION MAISON DU RABBIN	<b>645 100</b>		12 264	17 932	565 000		
REQUALIFICATION ET DEPOLLUTION GOUDRONNERIE	<b>2 172 163</b>			40 059	0	1 992 000	
PAVILLON JAPIOT	<b>1 093 712</b>		0	3 528	113 760	860 000	
Réserves Foncières	<b>176 288</b>	176 033	256				
Fêtes et cérémonies	<b>123 017</b>	64 400	4 996	21 338			
Action en faveur des Associations	<b>328 012</b>	30 275	71 324	102 061			
Police Municipale	<b>169 708</b>	36 783	83 054	22 592			
Enseignement sup et formation	<b>1 560</b>		1 560				
Musée (Œuvres d'Art)	<b>152 143</b>	30 091	46 535	35 764			
Patrimoine Culturel	<b>295 571</b>	92 974	96 606	43 655			
Patrimoine cultuel	<b>129 476</b>	34 104	52 848	21 262			
Salles de sport et gymnases	<b>16 576</b>	14 239	2 337				
Autres patrimoines sportifs	<b>95 805</b>	9 567	28 183	23 663			
Action en faveur de l'enfance	<b>438 295</b>	34 638	210 985	83 224			
Voirie (chemins ruraux)	<b>733 480</b>	3 235		78 322	337 862		
Batiment des Prud'hommes	<b>61 462</b>	4 529	18 621	15 082			

Cimetières	271 189	47 112	94 264	49 983			
Equipement de quartiers (alignements)	268 400	69 292	42 448	64 082			
Forêt communale	465 741	42 748	22 746	188 171			
Services généraux : informatique	61 851	39 069	22 782	0			
Services généraux : autres investissements	253 089	60 909	85 585	41 746			
Enveloppe résiduelle (Ajustement engagements)	470 697				470 697		
Sports récurrent	27 436		7 500	9 968			
	54 470		1 921	14 317			
	2 833			1 416			
<b>TOTAL DES AP :</b>	<b>54 085 002</b>	<b>4 200 255</b>	<b>8 772 872</b>	<b>5 413 704</b>	<b>10 169 247</b>	<b>8 392 000</b>	<b>4 500 000</b>

Les recettes affectées pour l'exercice 2023 sont estimées comme suit :

Libellé de la fiche programme	Total Dépenses TTC	dépenses nettes	subv 2023
CENTRE SOCIAL ANTHOUARD	8 623 450	3 940 475	2 328 893
MUR DU CASTRUM	467 394	296 766	35 907
MAISON DE SANTE	4 201 483	1 265 612	751 666
RENOVATION DE LA PORTE CHAUSSEE	676 928	642 720	15 000
RENOVATION GYMNASSE CHANTERAINE	96 041	-7 508	6 376
ENFOUISSEMENT DES RESEAUX	1 560 813	1 060 136	112 089
BOWL STREET CITY SAINT VICTOR	1 610 658	1 258 646	350 000
REQUALIFICATION ET DEPOLLUTION GOUDRONNERIE	2 172 163	728 163	1 444 000
Forêt communale	465 741	318 137	72 000
<b>TOTAL DES AP :</b>	<b>54 085 002</b>	<b>27 262 327</b>	<b>5 115 952</b>

Pour 2023, les dépenses sont prévues à hauteur de 9,2 millions, dont 3,5 millions de fonds de concours. Après déduction des recettes affectées, les dépenses nettes seraient de 3,8 millions.

<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>9,2</b>
- autres subventions	5,1
- cessions, remboursements	0
- fctva	0,3
<b>Total recettes affectées</b>	<b>5,4</b>
<b>Solde</b>	<b>3,8</b>

Avec une affectation complémentaire de 2,4 millions en 2023 en sus des amortissements financiers (3 millions), le financement des dépenses d'équipements prévues en 2023 n'implique pas la réalisation d'un emprunt, compte tenu des subventions attendues. Il en est de même pour les exercices suivants.

## **Points sur les projets de la Communauté d'Agglomération**

Les programmes de projets listés dans le PPI ont tous fait l'objet d'une ou plusieurs présentations aux membres du bureau de l'agglomération et/ou de la conférence des maires.

Avec une affectation prévisionnelle complémentaire de 4 millions, le financement des dépenses d'équipement réalisées et/ou engagées a justifié la contractualisation d'un contrat de prêt auprès de la banque postale pour un montant de 9 millions. Ce montant figure dans nos restes à réaliser.

En 2022, les dépenses d'équipement se totalisent à 17 654 000 euros. Après déduction des recettes affectées, les dépenses nettes s'élèvent à 7 894 000 euros.

**Pour 2023, les dépenses seraient prévues à hauteur de 22,8 millions.** Après déduction des recettes affectées, les dépenses nettes seraient estimées à 5,1 millions.

<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>22,8</b>
- fonds de concours	3,5
- autres subventions	7,7
- cessions, remboursements	0,5
- fctva	3,8
<b>Total recettes affectées</b>	<b>15,5</b>
<b>Solde</b>	<b>7,3</b>

Libellé de la fiche programme	Total Dépenses TTC	CA 2021	CA 2022	2023	2024	2025
<b>PROGRAMMES EN COURS</b>						
SECURISATION CITADELLE ET PARCOURS	385 350	33 949	18 822	0	0	0
AMENAGEMENT CITADELLE SOUTERRAINE	13 705 195	1 474 170	467 968	689 267	0	0
ORU AMENAGEMENT PLANCHETTES	1 021 710	5 359	0	12 615	0	0
SITE NATURA CORRIDOR DE LA MEUSE	149 265	23 993	68 585	11 294	0	0
ZAC VERDUN SUD	1 522 693	13 102	435 260	0	0	0
AIRE DE GRAND PASSAGE	392 582	11 926	0	0	0	0
AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	480 592	75 243	15 610	63 252	0	0
VELO ROUTE VOIE VERTE	8 006 158	63 046	30 651	56 680	0	2 500 000
NIEL	3 480 892	150 501	510 734	12 110	0	0
VIDEO PROTECTION	1 879 850	1 728	495 897	453 320	0	0
RESTAURATION DES COURS D'EAU	3 062 518	555 227	94 344	792 934	300 000	0
PLH - PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT	1 708 096	325 718	177 740	187 020	0	0
MEDIATHEQUE HOTEL DES SOCIETES	9 894 329	760 430	2 664 342	4 587 880	800 000	0
SCENE DE MUSIQUE ACTUELLE(SMAc) MJC	4 642 487	1 178 057	68 666	249 371	0	0
RENOVATION CHAPELLE BUVIGNIER	288 222	0	0	0	276 000	0
REQUALIFICATION salle Pré l'Evêque	3 137 527	0	864	79 566	0	3 000 000
PROJET DE REALITE AUGMENTEE VILLAGES DETRUIITS	2 240 909	0	96 976	615 000	0	0
DIAGNOSTIC et AD'AP ACCESSIBILITE	731 602	361 354	167 877	151 081	0	0
RESTRUCTURATION BATIMENT SPORT NIEL	1 249 690	144 473	131 733	15 015	0	0
RENOVATION PORTE NEUVE	622 202	145 911	346 276	86 650	0	0

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le



ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0004-DE

REALISATION NOUVELLE CRECHE MIRIBEL	10 374 610	6 006	415 648	4 725 000	4 792 000	0
TEPCV RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	3 053 208	1 325 923	824 973	90 214	550 000	0
TEPCV ECLAIRAGE INTELLIGENT	573 626	0	204 685	0	0	0
REQUALIFICATION QUARTIER VILLE HAUTE	6 591 876	1 080	397 514	1 100 000	2 500 000	2 500 000
TEPCV MARAICHAGE	585 401	4 440	391 152	159 864	0	0
REHABILITATION MOULIN LA VILLE - TOUR DES PLAIDS	838 464	6 352	103 962	690 467	0	0
RENOVATION THEATRE	5 656 832	4 005	51 828	10 325	1 500 000	4 000 000
PROJET SENIORURAL	19 824	6 825	0	0	0	0
RESTRUCTURATION CLUB TENNIS	2 164 895	1 080	12 240	52 422	303 994	1 787 116
SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE	192 992	20 376	0	70 000	70 000	0
AMENAGEMENT EGLISE JEANNE D'ARC	272 394	13 188	0	12 006	223 200	0
RESTAURATION ET AMENAGEMENT DU MUSEE	106 818	14 016	28 816	0	0	0
RENOVATION HOTEL DE VILLE	35 952	0	8 820	0	0	0
TRVX NOUVELLE ECOLE SIVRY LA PERCHE	16 632	15 552	0	0	0	0
PUMPTRACK au PARC DE LONDRES	226 248	225 864	384	0	0	0
REQUALIFICATION PERISCOLAIRE JULES FERRY	604 617	27 736	3 834	573 046	0	0
TRANSFORMATION TERRAIN N°5 OZOMONT EN SYNTHETIQUE	1 770 487	216	1 131 121	639 150	0	0
EXTENSION et RENOVATION Jules Ferry melle	1 209 647	0	35 327	134 320	1 040 000	0
<b>TOTAL PROJETS RECCURENTS</b>		<b>8 589 617</b>	<b>8 251 381</b>	<b>6 500 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>TOTAL DES AP :</b>		<b>15 600 140</b>	<b>17 654 030</b>	<b>22 819 871</b>	<b>17 355 194</b>	<b>18 787 116</b>

Les recettes affectées pour l'exercice 2023 sont estimées comme suit :

Libellé de la fiche programme	RAR 2022	fonds de concours	autres subv	autres (cessions, rembts)	FCTVA	2023
<b>PROGRAMMES EN COURS</b>						<b>0</b>
SECURISATION CITADELLE ET PARCOURS	2 500 000	3 500 000			0	3 500 000
AMENAGEMENT CITADELLE SOUTERRAINE	339 143		339 143		113 067	452 210
ZAC VERDUN SUD				493 800	0	493 800
VELO ROUTE VOIE VERTE	39 089		39 089		9 298	48 387
NIEL	426 102		426 102		1 986	428 089
VIDEO PROTECTION	490 767		490 767		74 363	565 130
RESTAURATION DES COURS D'EAU	8 441		8 441		97 779	106 220
MEDIATHEQUE HOTEL DES SOCIETES	1 230 000		291 667		752 596	1 044 263
SCENE DE MUSIQUE ACTUELLE(SMAc) MJC	303 446		303 446		40 907	344 353
PROJET DE REALITE AUGMENTEE VILLAGES DETRUIITS	271 420				0	0
RESTRUCTURATION BATIMENT SPORT NIEL	134 212		134 212		2 463	136 675
RENOVATION PORTE NEUVE	254 276		254 276		14 214	268 490

REALISATION NOUVELLE CRECHE MIRIBEL	2 170 298		2 170 298		775 089	2 945 387
TEPCV RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	622 597		322 597		12 919	335 516
REQUALIFICATION QUARTIER VILLE HAUTE	295 464		571 464		180 444	751 908
TEPCV MARAICHAGE	154 197		154 197		26 224	180 421
REHABILITATION MOULIN LA VILLE - TOUR DES PLAIDS	310 030		310 030		113 264	423 294
RESTRUCTURATION CLUB TENNIS	18 900		18 900		0	18 900
SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE			29 000		11 483	40 483
REQUALIFICATION PERISCOLAIRE JULES FERRY	387 200		387 200		94 003	481 203
TRANSFORMATION TERRAIN N°5 OZOMONT EN SYNTHETIQUE	888 990		888 990		104 846	993 836
Ecoles - Verdun	165 953				0	0
Patrimoine Culturel - Cumières le Mort Homme	3 232				0	0
Espace culturel			24 322		0	24 322
Salles de sport et gymnases	178 902				0	0
Salles de sport et gymnases - Verdun			85 687		0	85 687
Autres patrimoines sportifs Verdun	11 552				0	0
Ordures Ménagères	16 341				0	0
Eclairage Public	32 922				0	0
Voirie Recurrent	16 743				0	0
Ouvrages d'Arts - Verdun	451 122		451 122		0	451 122
<b>TOTAL DES AP :</b>		<b>3 500 000</b>	<b>7 719 605</b>	<b>493 800</b>	<b>3 784 640</b>	<b>15 498 044</b>

## **CONCLUSION**

La Ville de Verdun est faiblement impactée par la crise énergétique et dispose d'une situation financière très favorable. A contrario, la Communauté d'Agglomération doit faire face en 2023 au mur énergétique (+2,1 millions). Notre structure intercommunale est particulièrement concernée du fait des transferts de compétences effectués (éclairage public, bâtiments culturels, scolaires, sportifs...). Dans un contexte fortement inflationniste, cette difficulté se cumule à l'augmentation sensible des charges de fonctionnement et d'investissement nécessaires pour maintenir un niveau identique de prestations rendues à la population. Cette situation a un impact immédiat sur la vie quotidienne des verdunois.

Paradoxalement, l'accumulation des crises successives donne du sens à la création de la Communauté d'Agglomération en 2015. La gouvernance partagée et la mutualisation de nos moyens sont des atouts stratégiques pour concevoir collectivement les solutions les plus adaptées au développement de notre territoire.

Le projet de territoire a été finalisé et présenté à la très grande majorité des conseils municipaux.

Le projet d'administration est en cours de finalisation et la collectivité dispose d'outils structurants pour faciliter les arbitrages politiques et décliner au sein de chaque service la mise en œuvre des orientations politiques.

Lorsque la contrainte budgétaire impose des choix beaucoup plus restreints, le sentiment d'équité conditionne le niveau d'acceptabilité des arbitrages proposés.

La pédagogie, la qualité de l'instruction des dossiers mais également l'évaluation continue de nos politiques publiques contribuent à la recherche de solutions consensuelles.

La culture de l'évaluation devra progressivement s'intégrer dans notre culture managériale pour accompagner au mieux les transitions en cours. La bonne santé financière de nos collectivités est ainsi une opportunité à saisir pour continuer à innover et valoriser notre territoire, même en temps de crise.

Le présent Rapport d'Orientation Budgétaire, qui s'appuie sur une gestion prospective, s'inscrit dans cette approche évaluative.

Les situations budgétaires de la CAGV et de la Ville Centre sont étroitement liées et tout doit être mis en œuvre pour optimiser nos ressources. Dans l'immédiat, les fonds de concours versés par la Ville de Verdun à la CAGV sont prévus à hauteur de 3,5 millions par an pour soutenir le développement de projets d'équipements sur la commune.

Vous trouverez, dans le document joint (**annexe n°2**), la synthèse du Plan Pluriannuel Général avec l'évolution des agrégats budgétaires qui résultent des hypothèses développées dans le présent document.

Ce document stratégique sera régulièrement ajusté selon l'évolution de l'exécution budgétaire et de la perception effective des recettes attendues.

Telles sont les orientations dont je vous propose de débattre.

Les informations sur la structure des effectifs et les éléments de rémunérations sont consultables à l'Hôtel de Ville ou à distance, sur le site internet suivant :

<http://datastore.adista.fr>

Login : ccverdun/verdun

Mot de passe : verdun

# Rapport sur les Orientations budgétaires 2023

## - Annexe Ressources Humaines-

L'article D.2312-3 du CGCT dispose que « le rapport sur les orientations budgétaires prévu à l'article L.2312-1 du même code comporte des informations relatives :

1°) A la structure des effectifs ;

2°) Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3°) A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune. »

### LES EFFECTIFS

#### 1) Evolution des effectifs

Entre 2015 et 2020, les effectifs permanents employés par la collectivité au sens large ont cru de 5.16%. Une légère diminution est constatée en 2021

Cette évolution concerne exclusivement la Communauté d'agglomération qui exerce l'essentiel des compétences, et notamment la compétence scolaire et périscolaire.

Dans le cadre de l'employeur unique la création de services communs a entraîné le transfert des agents de la ville (sauf police municipale) et du CCAS visible à partir de 2018.

	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2021
<b>ETP ouverts</b>	<b>378.65</b>	<b>351.58</b>	<b>377.54</b>	<b>365.24</b>	<b>379.54</b>	<b>383.78</b>	<b>376,04</b>
ETP occupés	310.32	316.15	323.55	341,85	333.86	326.33	323,11
CAGV	281.71	285.14	293.84	313.14	327.07	319.74	317,51
Ville	26.81	29.21	27.91	26.91	6.79	6.59	5,6
CCAS	1.80	1.80	1.80	1.80	0.00	0.00	0.00

#### 2) Structure des effectifs

La Communauté d'agglomération du Grand Verdun et la Ville de Verdun sont organisées selon un organigramme commun régi par une convention de mutualisation qui a vocation à s'étendre progressivement sur les communes du territoire de la communauté d'agglomération.



Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les communes de Chattancourt, Douaumont-Vaux, Sivry-la-Perche et Vacherauville ont adhéré à la convention de mutualisation. La commune de Bras-sur-Meuse et le CIAS y ont adhéré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Au 31.12.2021, la collectivité employait 369 agents pour 323,11 ETP

	Catégories				Total
	A	B	C	Sans	
Titulaires et stagiaires	16	35	219	0	270
Contractuels	17	21	57	4	99
<b>Total en nombre</b>	<b>33</b>	<b>56</b>	<b>276</b>	<b>4</b>	<b>369</b>

Certains agents n'étaient pas en position d'activité et n'étaient donc pas rémunérés par la CAGV :

- 3 agents en disponibilité
- 2 agents en détachement

### 3) Répartition par filière

	Catégories				Total
	A	B	C	Sans	
Administrative	23	14	75		112
Technique	6	7	98		111
Sociale	1		34		35
Animation		8	57		65
Police		2	5		7
Culturelle	2	17	4		23
Sportive		7	4		11
Sans filière				5	5
<b>Total en nombre</b>	<b>32</b>	<b>55</b>	<b>277</b>	<b>5</b>	<b>369</b>

### 4) Répartition par direction

Service	Nombre agents	Répartition
Cabinet	2	0,54%
Direction générale	4	1,08%
Direction du Développement économique	2	0,54%

Direction de l'État Civil	12	3,25%
Direction des Ressources Financières	9	2,44%
Direction des Ressources Humaines	10	2,71%
Direction des Affaires juridiques et de l'administration générale	23,5	6,37%
Direction informatique	5	1,36%
Direction des Bibliothèques	13	3,52%
Direction de l'Urbanisme	7	1,90%
Direction enfance Jeunesse	93	25,20%
Direction de la culture et du patrimoine	28,5	7,72%
Police Municipale	7	1,90%
Direction des Sports	30	8,13%
Direction des Services Techniques	38	10,30%
Direction des Affaires Sociales	6	1,63%
Direction des Affaires Foncières	1	0,27%
Direction du CCAS	7	1,90%
Direction de la petite Enfance Vie Scolaire	53	14,36%
Direction de l'environnement et du développement durable	7	1,90%
Service commun des communes	11	2,98%
	369	100,00%

Nb : les nombres d'agents avec décimales correspondent à des agents partagés sur plusieurs directions

#### 5) Modalité d'exercice du travail

	Postes à temps complet		Postes à temps non complet
	Temps plein	Temps partiel	
Agents de catégorie A	32	3	1

Agents de catégorie B	51	2	
Agents de catégorie C	142	19	122
Sans catégorie	4	0	0

Les services les plus impactés par le travail à temps non complet sont les services scolaires et périscolaires.

## LES DÉPENSES

### 1) Les dépenses de personnel

Le poste « dépenses de personnel » est arrêté en 2021 à 14 283 118,11 €, en 2022 à 14 910 000 € et en 2023 ce poste est estimé à 16 015 963,16 €

Plusieurs facteurs expliquent ces augmentations :

- la hausse du point d'indice au 1er juillet 2022 a eu pour conséquence directe une augmentation de la masse salariale de 600 000 € entre 2021 et 2023
- La progression de la carrière des agents (GVT) implique une augmentation structurelle allant de 1 à 2 % par an ce qui correspond à environ 200 000 euros par an.
- Le déploiement de la mutualisation à l'ensemble des communes implique de fait une augmentation de la masse salariale. Ainsi les communes suivantes ont adhéré à la convention de mutualisation :
  - 2021 : Thierville et Champneuville
  - 2022 : Chattancourt, Douaumont-Vaux, Sivry-la-Perche et Vacherauville
  - 2023 : Bras-sur-Meuse.

Au total, 15 agents sont concernés, augmentant de fait la masse salariale de la CAGV puisque les remboursements via les clés de répartition définies en application de la convention de mutualisation sont réalisés a posteriori.

Enfin, une dizaine d'agents d'insertion fait partie des effectifs de la CAGV depuis le 1er janvier 2023. Si ces agents sont en grande partie subventionnés, leur salaire augmente de fait la masse salariale globale.

Il est à noter que certaines dépenses font l'objet de recettes inscrites sur un autre chapitre budgétaire à hauteur de 400 000 € par an :

- les atténuations de charges : remboursements indemnités journalières CPAM, indemnisation assurance statutaire sur accidents du travail et maladie professionnelle, subventions emplois aidés,
- les remboursements des agents mis à disposition
- les remboursements de décharges syndicales

Il faut enfin ajouter les charges annexes aux dépenses de personnel (formation, habillement, médecine, déplacements, subvention au COS) soit 220 000 € par an.

### 2) Régime indemnitaire

Le régime indemnitaire fait l'objet de deux délibérations cadres votées le 12 juillet 2022 ([DGV22\\_0124](#) et [DGV22\\_0125](#)).

Deux nouveaux régimes relatifs ont été fixés :

- L'IFSE partagé qui est attribué lorsqu'un agent a partagé son expérience et son savoir-faire de manière concrète au sein de la collectivité. Il s'agit d'une prime annuelle et exceptionnelle d'un

montant forfaitaire de 175 € brut.

- Le CIA transmission, attribué à chaque agent qui part en retraite et qui a préparé la succession à son poste de travail en rédigeant, par exemple, des fiches procédures, des documents de synthèse, des mémos ou tout autre élément permettant de démontrer une transmission des connaissances. Cette prime s'élève à 1500 € brut.

### 3) La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) n'est pas un élément de rémunération attribué à la discrétion de l'autorité territoriale. C'est un élément légal de rémunération, assimilé au traitement de base et non au régime indemnitaire, qui doit être attribué dès lors que l'agent titulaire remplit des fonctions ou des sujétions particulières visées par décrets.

Fondement du versement	Points attribués
1.Direction générale et direction adjointe	35 ou 25
2.Encadrement service / équipe	25
3.Encadrement technique de proximité (>5 agents)	15
4.Responsable service police de 5 à 25 agents	15
5.Chef de bassin	15
6.Chef de musée, direction pédago. école musique	30
7.Régisseur	15
8.Accueil à titre principal	10
9.ATSEM en quartier prioritaire	10
10.Secrétaire mairie de communes < 2000h	15

En 2022, 75 298 € brut ont été versés.

### 4) Heures supplémentaires et complémentaires (payées)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'heures supplémentaires	6 337	6 674	5 597	7 212	5261	9297
Nombre d'heures complémentaires	2 935	2 657	2 542	386	1657	2934
<b>TOTAL</b>	<b>9 272 h</b>	<b>9 331 h</b>	<b>8 139 h</b>	<b>7 598 h</b>	<b>6918</b>	<b>12231</b>
Valorisation brute	174 100 €	168 591 €	144 787 €	126 896 €	125006,8 2 €	234 808 €
<b>Equivalent en ETP (1 ETP= 1607h)</b>	<b>5.77</b>	<b>5.81</b>	<b>5.06</b>	<b>4.73</b>	<b>4,66</b>	<b>8,76</b>

Cette augmentation s'explique notamment du fait des élections de 2022 et de la tenue du Grand Festival.

## 5) Avantages en nature

### Logement

Au 31.12.2021, 3 agents bénéficiaient d'un logement attribué par nécessité absolue de service. Dans ce cadre, la mise à disposition est gratuite mais conformément à la réglementation, les charges de fonctionnement sont acquittées par les bénéficiaires :

- CAGV : conciergerie (2 logements),
- Ville : gardien du cimetière (1 logement)

### Véhicule

Aucun agent n'est autorisé à rentrer à son domicile avec un véhicule de la collectivité, exception faite des agents qui sont placés en astreinte (semaine ou week-end).

### Titres restaurant

Depuis septembre 2015, la collectivité a repris en régie l'attribution de titres restaurant, auparavant gérée par le Comité des Œuvres Sociales du personnel.

La valeur faciale d'un titre restaurant est de 4€, et la participation employeur est de 50%.

### Protection sociale complémentaire

La collectivité cofinance la protection sociale complémentaire des agents ayant souscrit une garantie maintien de salaire (complément de salaire versé en cas de maladie au-delà de 90 jours cumulés générant le passage à demi traitement). Cette participation est de 7€, 10€ ou 12,50€ par mois en fonction du niveau de rémunération.

Cela représente en 2021 une dépense de 10 471 € en 2022

Enfin, il n'y a aucune intervention en matière de protection de la santé.

### Œuvres sociales

La collectivité a versé en 2021 et 2022 une subvention de 114 447 € au comité des œuvres sociales.

À cela s'ajoute une subvention de compensation pour le personnel et le matériel mis à disposition tout au long de l'année par la CAGV et qui fait l'objet d'une facturation au COS : 37 388,25 € en 2021 et 37 654,57 € en 2022.

## **LA DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL**

Un accord collectif compensant la perte des jours de congés avait été conclu avec les partenaires sociaux et validé par délibération en date du 5 juillet 2021. Cet accord a fait l'objet d'un recours préfectoral de telle sorte que celui-ci a été retiré par délibération en date du 2 mars 2022.

De fait, les dispositions de droit commun sont applicables

La durée de référence du travail est donc fixée à 1 607 heures par an. La durée effective du travail est de 37 heures hebdomadaires avec octroi annuel d'environ 10 jours de RTT (octroi recalculé chaque année en fonction du nombre de jours fériés tombant en semaine).

L'organisation du travail est faite sur 4.5 jours, du lundi matin au vendredi midi, à l'exception de certains services (état-civil, scolaire, périscolaire, bibliothèque, Aquadrome).

Afin de faciliter la gestion horaire des agents, un système de badgeuse (physique ou via internet) fonctionne sur tous les sites de la collectivité, à l'exception des services scolaires et périscolaires. Le logiciel « Octime » permet aux agents d'organiser leur temps de travail en fonction de plages de présence obligatoire (9h-11h30 et 14h-16h30) et de plages variables, et de gérer leurs congés.

Pour la période de chauffe des bâtiments, le vendredi matin est un jour de télétravail obligatoire ou de *flex office* ceci dans le but de faire des économies d'énergie. À ce titre, les services administratifs situés à l'Hôtel de Ville de Verdun et dans les bâtiments attenants, sauf le service État-Civil, sont fermés au public sur la période hivernale, même si les agents continuent à travailler (soit en télétravail, soit en *flex office*).

### **1) Les droits à congés et absences**

Le droit à congé est de 5 fois l'obligation hebdomadaire de service, soit 25 jours pour un agent à temps complet travaillant 5 jours.

À cela s'ajoutent les journées RTT précitées.

Certaines autorisations d'absence sont octroyées en raison d'événements familiaux (mariage, décès, maladie d'un enfant, ...) conformément à la délibération du 05.07.2016.

Enfin, seules les absences de droit sont désormais autorisées.

### **2) Compte Epargne Temps (CET)**

Le compte épargne temps a été instauré dans la Fonction Publique Territoriale par le décret n° 2004-878 du 26 août 2004. La mise en place dans les collectivités verdunoises a été autorisée par délibération du Conseil municipal du 18.01.2005 et du Conseil communautaire du 24.01.2005 après avis du comité technique paritaire du 17.11.2004.

Les jours épargnés peuvent être rémunérés uniquement si une délibération de la collectivité le permet.

### **3) Les activités physiques et sportives (APS)**

Mises en place depuis octobre 2022, les APS permettent à chaque agent de la collectivité de bénéficier d'1h30 d'activité physique et sportive comptabilisées sur son temps de travail. Ces activités ont été définies par la collectivité.

À ce jour, environ 150 agents participent à ces activités sur leur temps de travail tout au long de la semaine, que ce soit en journée ou sur la pause méridienne.

L'objectif est double :

- améliorer la santé des agents bénéficiaires
- favoriser la transversalité entre les services et améliorer la qualité de vie au travail des agents

### **1) Poursuite de la mise en oeuvre des actions préconisées dans l'audit réalisé**

Un audit portant sur les ressources humaines de la collectivité a été réalisé afin de dégager les grandes orientations en matière de ressources humaines de la collectivité sur les années à venir.

Parmi ces objectifs figuraient notamment l'amélioration de la communication en matière, RH mais également la mise en place effective d'une GPEEC ou la dématérialisation totale des procédures. 55 actions sont ainsi préconisées dans l'audit.

Sa mise en œuvre a débuté en 2022 et va se poursuivre tout au long de l'année 2023 avec une évaluation régulière par un comité de pilotage qui se réunit tous les deux mois, en plus d'un suivi régulier par le DRH en lien avec le DGA-RH.

### **2) Flexibilisation du temps de travail**

Les crises énergétiques et sanitaires sont venues modifier en profondeur le rapport au travail des agents qui recherchent aujourd'hui un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Le télétravail et son déploiement important au sein de la collectivité a permis de régler une partie de ces problématiques.

Il ressort toutefois aujourd'hui qu'une plus grande souplesse doit être accordée aux agents dans l'organisation de leur travail. Une réflexion va ainsi être menée pour limiter les plages horaires obligatoires, les jours de présence effectifs des agents, l'essentiel étant qu'ils respectent la durée annuelle légale de travail tout en pouvant répondre aux nécessités de leur service au fur et à mesure de l'année.

Du reste, le *flex office*, expérimenté cet hiver, va tendre à se développer d'une manière plus large pour faire face à la fois aux difficultés budgétaires liées à l'augmentation des fluides, mais également parce que cette organisation permet une plus grande proximité entre les agents de services différents et contribue à une plus grande transversalité.

### **3) Limiter et contrôler le nombre d'heures supplémentaires**

L'objectif principal est de trouver des marges de manœuvre budgétaires permettant ainsi à la collectivité de mener à bien ses projets. À ce titre, de nouvelles procédures seront mises en œuvre pour limiter le nombre d'heures supplémentaires réalisées.

Cet objectif passe également par la recherche de solutions alternatives en cas de surcroît d'activité, par exemple en mobilisant des agents volontaires, en faisant appel à des bénévoles dans le cadre des grandes manifestations, etc.

Enfin, la limitation pérenne des heures supplémentaires permettra de renforcer l'organisation en réaffectant tout ou partie des sommes économisées à d'autres fins et au bénéfice des agents (recrutements ciblés, revalorisation des plus bas salaires, etc.).

**PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT**

	2,00%								
Invest. amortissables en volume actualisé par an (D21) :	3 000 000								
Fonds de concours(D20) :	3 500 000								
Subventions d'investissements transférables en % (R10) :	0,00%								
autofinancement des travaux en % (R1068-2)	30,00%								
Durée de vie moyenne des investissements amortissables	25								
Durée moyenne du mode de calcul des quôtes parts de subvention	25								
Solde des restes à réaliser									
taux moyen des emprunts nouveaux :	3,00%								
durée moyenne des emprunts nouveaux :	15								
date moyenne de mobilisation des emprunts (calcul des ICNE)	30/06								

**PLAN PLURIANNUEL DU PERSONNEL**

I)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "012") clé de répartition	<b>21,03%</b>								
<b>Charges de personnel propre à la Ville de Verdun</b> <i>chap 012</i>	2,00%								
<i>Atténuat charges "013" (maladie cont,AT,CAE...)</i>	2,00%								
<i>Attributions de Compensation liées à la mutualisation art 7321</i>									

**POLITIQUE FISCALE**

évo bases

Taxe d'Habitation / évo bases et évo taux	<b>1,50%</b>	3,84	4,34	4,34	4,34	4,34	4,34	4,34	4,34
Taxe Foncière Bâti / évo bases et évo taux	<b>1,50%</b>	4,16	6,78	6,78	6,78	6,78	6,78	6,78	6,78
coefficient correcteur									
Taxe Foncière Non Bâti / évo bases et évo taux	<b>1,50%</b>	9,29	26,35	26,35	26,35	26,35	26,35	26,35	26,35

**EVOLUTION AUTRES DEPENSES ET RECETTES**

évolution des autres dépenses de fonctionnement en % par an :	2,00%								
évolution des dotations d'état en % par an (DGF ,autres) :	2,00%								
évolution des autres recettes en % par an :	2,00%								

**RESULTAT DE LA SIMULATION**

01/01

31/12

<b>Solde du report à nouveau après affectation</b>	<b>4 536 766</b>	<b>3 985 300</b>	<b>4 609 562</b>	<b>3 556 149</b>	<b>3 824 812</b>	<b>2 108 268</b>	<b>1 852 702</b>
Résultat de fonctionnement de l'exercice	2 480 534	3 408 847	2 533 092	2 468 663	2 283 456	2 062 211	1 474 162
<b>Résultat cumulé de fonctionnement à affecter</b>	<b>7 017 300</b>	<b>7 394 147</b>	<b>7 142 654</b>	<b>6 024 812</b>	<b>6 108 268</b>	<b>4 170 479</b>	<b>3 326 864</b>
<b>Résultat antérieur d'investissement</b>	<b>2 359 182</b>	<b>-3 196 709</b>	<b>-3 763 613</b>	<b>-1 395 073</b>	<b>-1 489 466</b>	<b>-1 643 317</b>	<b>1 331 262</b>
Résultat d'investissement de l'exercice avant affectation	-6 698 163	-3 598 904	-416 045	-3 680 898	-2 353 850	-843 292	-794 154
Affectation liée au remboursement de la dette	0	0	0	0	0	0	0
Affectation complémentaire (autofinancement des travaux)	1 142 272,6	3 032 000	2 784 585	3 586 504	2 200 000	4 000 000	3 000 000
Résultat d'investissement de l'exercice après affectation	-5 555 891	-566 904	2 368 540	-94 393	-153 850,45	3 156 708,42	2 205 846
<b>Résultat de clôture d'investissement</b>	<b>-3 196 709</b>	<b>-3 763 613</b>	<b>-1 395 073</b>	<b>-1 489 466</b>	<b>-1 643 317</b>	<b>1 513 392</b>	<b>3 537 108</b>
<b>Résultat de clôture cumulé</b>	<b>3 820 591</b>	<b>3 630 534</b>	<b>5 747 581</b>	<b>4 535 346</b>	<b>4 464 952</b>	<b>5 683 871</b>	<b>6 863 972</b>
<b>Emprunts nouveaux</b>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cumul provisions</b>							



VILLE DE VERDUN	BASE 2023	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT</b>	2,00%							
Invest. amortissables en volume actualisé par an (D21) :	3 000 000			6 669 247	4 892 000			
Fonds de concours(D20) :	3 500 000			3 500 000	3 500 000	3 500 000		
Subventions d'investissements transférables en % (R10) :	0,00%			5 115 952	1 500 000			
autofinancement des travaux en % (R1068-2)	30,00%							
Durée de vie moyenne des investissements amortissables	25							
Durée moyenne du mode de calcul des quêtes parts de subvention	25							
Solde des restes à réaliser					3 000 000	3 000 000	8 000 000	10 500 000
taux moyen des emprunts nouveaux :	3,00%							
durée moyenne des emprunts nouveaux :	15							
date moyenne de mobilisation des emprunts (calcul des ICNE)	30/06							
<b>PLAN PLURIANNUEL DU PERSONNEL</b>								
I)Total AGGLO, Ville Centre et CCAS (chap "012")				16 015 963	15 954 779	16 064 805	15 913 982	16 052 151
clé de répartition	<b>21,03%</b>			<b>13,06%</b>	<b>13,06%</b>	<b>13,06%</b>	<b>13,06%</b>	<b>13,06%</b>
<b>Charges de personnel propre à la Ville de Verdun</b>				<b>2 092 392</b>	<b>2 084 399</b>	<b>2 098 773</b>	<b>2 079 069</b>	<b>2 097 120</b>
chap 012	2,00%			355 675	361 010	366 426	371 922	377 501
Atténuat charges "013" (maladie cont,AT,CAE...)	2,00%			0	0	0	0	0
Attributions de Compensation liées à la mutualisation art 7321				1 741 729	1 728 400	1 737 359	1 712 159	1 724 631
<b>POLITIQUE FISCALE</b>	<b>évo bases</b>							
Taxe d'Habitation / evo bases et evo taux	<b>1,50%</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>	<b>4,34</b>
Taxe Foncière Bâti / évo bases et évo taux	<b>1,50%</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>	<b>32,50</b>
coefficient correcteur		0,43	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43
Taxe Foncière Non Bâti / évo bases et évo taux	<b>1,50%</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>	<b>26,35</b>
<b>EVOLUTION AUTRES DEPENSES ET RECETTES</b>								
évolution des autres dépenses de fonctionnement en % par an :	2,00%							
évolution des dotations d'état en % par an (DGF ,autres) :	2,00%							
évolution des autres recettes en % par an :	2,00%							
<b>RESULTAT DE LA SIMULATION</b>								
		01/01						
		31/12						
<b>Solde du report à nouveau après affectation</b>		<b>1 326 864</b>	<b>2 272 856,51</b>	<b>1 988 674</b>	<b>2 643 650</b>	<b>4 618 997</b>	<b>7 366 579</b>	<b>10 115 834</b>
Résultat de fonctionnement de l'exercice		2 445 990	2 115 818	655 602	1 975 347	2 747 582	2 749 255	2 910 459
<b>Résultat cumulé de fonctionnement à affecter</b>		<b>3 772 854</b>	<b>4 388 674</b>	<b>2 644 276</b>	<b>4 618 997</b>	<b>7 366 579</b>	<b>10 115 834</b>	<b>13 026 293</b>
<b>Résultat antérieur d'investissement</b>		<b>3 537 108</b>	<b>1 401 900</b>	<b>3 450 570</b>	<b>5 626 626</b>	<b>2 419 214</b>	<b>-820 951</b>	<b>-4 791 973</b>
Résultat d'investissement de l'exercice avant affectation		-4 135 208	548 670	-223 944	-3 208 038	-3 240 165	-3 971 022	-3 990 315
Affectation liée au remboursement de la dette		0	0	0	0	0	0	0
Affectation complémentaire (autofinancement des travaux)		2 000 000	1 500 000	2 400 000	626	0	0	0
Résultat d'investissement de l'exercice après affectation		-2 135 208	2 048 670	2 176 056	-3 207 412	-3 240 165	-3 971 022	-3 990 315
<b>Résultat de clôture d'investissement</b>		<b>1 401 900</b>	<b>3 450 570</b>	<b>5 626 626</b>	<b>2 419 214</b>	<b>-820 951</b>	<b>-4 791 973</b>	<b>-8 782 288</b>
<b>Résultat de clôture cumulé</b>		<b>5 174 753</b>	<b>7 839 244</b>	<b>8 270 902</b>	<b>7 038 211</b>	<b>6 545 628</b>	<b>5 323 862</b>	<b>4 244 005</b>
<b>Emprunts nouveaux</b>		0	0	0	0	0	0	0
<b>Cumul provisions</b>								



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Garantie d'emprunt à  
l'OPH MEUSE**

**DVV2023\_0005**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Synthèse de la délibération

L'OPH de la Meuse a engagé la réhabilitation de 102 logements situés à Verdun, 1 à 15 Quartier d'Anthouard.

Cette demande de garantie d'emprunt s'inscrit dans le cadre de la délibération du 23 mars 2017 prise par le Conseil Départemental de la Meuse concernant la mise en place d'un système de co-garantie avec les collectivités territoriales pour les projets d'investissements entrepris par l'OPH de la Meuse.

A cet effet, je vous propose de voter une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le

contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°140955 pour un montant de 2 064 000 € selon les modalités ci-dessous.

- **Contexte – Problématique**

Accord de garantie d'emprunt pour les établissements ou sociétés chargés de la construction et/ou rénovation des logements sociaux.

- **Enjeux**

Niveau de soutien de la collectivité pour le projet en faveur du logement social

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Le contrat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations n°140955 est constitué de 2 lignes de prêt :

- Le Prêt Amélioration/Réhabilitation Eco-Prêt (PAM Eco-Prêt) de 1 292 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à échéance annuelle aux taux et conditions applicables à la date d'effet du contrat pour une durée de 25 ans;

- Le Prêt Amélioration/Réhabilitation (PAM) de 772 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à échéance annuelle aux taux et conditions applicables à la date d'effet du contrat pour une durée de 25 ans.

La garantie d'emprunt sera accordée à l'OPH de la Meuse selon les conditions suivantes :

- garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 064 000 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 140955, constitué de 2 lignes de prêt.

La garantie est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 032 000 euros (un million trente deux mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- garantie pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie d'emprunt porte sur l'ensemble des sommes dues contractuellement par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

- Le conseil s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Vous trouverez ci-joint le plan de financement de l'OPH de la Meuse et le contrat de prêt CDC n°140955 pour un montant de 2 064 000€ signé entre l'OPH de la Meuse et la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que la délibération du 23 mars 2017 prise par le Conseil Départemental de la Meuse.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à **l'unanimité**,

**AUTORISE** la garantie d'emprunt en faveur de l'OPH de la Meuse selon les modalités énoncées ci-dessus.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Siège social et adresse postale :  
16 rue André Theuriet  
CS 30195  
55005 BAR-LE-DUC cedex  
Tél. : 03.29.45.12.22  
Mail : contact@groupeophmeuse.fr

## VERDUN / Anthouard (102 logts PAM)

Programme(s) : 1012-02/1014-02

### Plan de financement FADO 2

Prix de revient T.T.C. 4 168 399,03 €

#### Financement

			Montant	
Plan de relance 2021	délibération Département juin 2021		1 020 000,00 €	24%
Département			510 000,00 €	12%
FEDER	non compatible avec l'offre Plan de relance		0,00 €	0%
CDC Eco-prêt	à 1,75% sur 25 ans		1 292 000,00 €	31%
CDC PAM	à 2,60% sur 25 ans		772 000,00 €	19%
Fonds Propres	GE		255 326,70 €	
Fonds Propres			319 072,33 €	14%
			<b>Total</b>	<b>4 168 399,03 €</b>

Dégrèvement de TFPB potentiel : 402 750,96 €

A BAR-LE-DUC le 27/01/2023



Le Directeur Général

Sylvie MERMET-GRANDFILLE

Siège social et adresse postale :  
 16 rue André Theuriet  
 CS 30195  
 55005 BAR-LE-DUC cedex  
 Tél. : 03.29.45.12.22  
 Mail : contact@groupeophmeuse.fr

## VERDUN / Anthouard (102 logts PAM)

Programme(s) : 1012-02/1014-02

### Prix de revient FADO 2

Travaux éligible à la TVA		Montant H.T.	TVA	TTC LASM	GEHT	G.E. TTC
Lot n°1 :	Installation de chantier Isolation Extérieur (PRO FACADE)	414 586,00	5,5%	437 388,23	-	-
Lot n°2 :	Bardage minéral et isolé (BOVE)	807 224,74	3,4%	851 622,10	-	-
Lot n°3 :	Couv tuile zinguerie Isolation (VALENTIN WILLIAMS)	389 193,08	3,4%	410 598,70	-	-
Lot n°4 :	Structure métallique (TRADITION TECHNOLOGIE)	333 259,00	3,0%	366 584,90	-	-
Lot n°5 :	plâtrerie isolation faux plafonds (ISOPLAQUISTE)	67 587,00	11,0%	74 345,70	-	-
Lot n°6 :	Menuiserie Bois - Accessoires (GASPAR)	143 624,00	10,2%	157 986,40	-	-
Lot n°7 :	électricité (3S SATELITE)	312 405,00	11,0%	343 645,50	-	-
Lot n°8 :	plomberie chauffage ventilation PSE (GOCEL)	598 441,00	10,0%	658 285,10	-	-
		27 030,00	2,6%	29 733,00	-	-
GE Lot n°9 :	Revêtement de sols souples - Carrelage (GIL & ASSOCIES)	99 166,67		109 083,34	0,00	0,00
GE Lot n°10 :	peintures revêtements muraux Travaux Imprévu 5,0% (PEINTURE TONNES)	0,00		0,00	215 670,32	237 237,35
		159 625,82		175 588,41	10 783,52	11 861,87
		<b>3 352 142,31</b>		<b>3 614 861,37</b>	<b>226 453,84</b>	<b>249 099,22</b>
					6,8%	

### Honoraires

		Montant H.T.	TVA	TTC LASM
MO :	Maîtrise d'œuvre (ACANTHE / EOLE / QUALICONSUL)	117 800,00	11,5%	129 580,00
CT :	Bureau de Contrôle (DEKRA)	8 350,00	11,5%	9 185,00
SPS :	Coordinateur Sécurité (DEKRA)	4 590,86	11,5%	5 049,95
	(BE ENERG'AIRES)	43 194,60	11,5%	47 514,06
	(HABITAT & TERRITOIRE CONSEIL)	6 075,00	11,5%	6 682,50
	(QUALICONSULT)	4 542,37	11,5%	4 996,60
		<b>184 552,83</b>		<b>203 008,11</b>

### Autres prestations éligible à la TVA

	Montant H.T.	TVA	TTC LASM	
Divers	2 870,00	11,5%	3 157,00	
Publicité	840,00	11,5%	924,00	
	(FREDERIC FEVE)	2 565,00	11,5%	2 821,50
	(ANGLEDROIT VERDUN STENAV)	645,25	11,5%	709,78
	(PATIER NICOLAS)	1 462,50	11,5%	1 608,75
		<b>8 382,75</b>		<b>9 221,03</b>

### Prestations et travaux non éligible à la TVA

	Montant T.T.C.	TVA	TTC LASM	TTC LASM
Conduite d'Opération	2,5%	85 981,82	85 981,82	6 227,48
		<b>85 981,82</b>	<b>85 981,82</b>	<b>6 227,48</b>

Total H.T.		3 631 059,72 €	232 681,32 €
TVA / LASM		282 012,62 €	22 645,38 €
Prix de revient TTC		3 913 072,33 €	255 326,70 €
			<b>4 168 399,03 €</b>

BAR-LE-DUC le 27/01/2023  
 Le Directeur Général  
  
 Sylvie MERMET-GRANDFILLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nadine WETZEL  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
Signé électroniquement le 24/10/2022 19:00:54

**Sylvie MERMET-GRANDFILLE**  
**DIRECTEUR GENERAL**  
**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE**  
Signé électroniquement le 09/11/2022 09 39 :13

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 140955**

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE - n° 000284422**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE**, SIREN n°: 434863676, sis(e) 16 RUE ANDRE THEURIET 55000 BAR LE DUC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Réhabilitation de 102 logements situés 1 à 15 Quartier d'Anthouard 55100 VERDUN.

**ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions soixante-quatre mille euros (2 064 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant d'un million deux-cent-quatre-vingt-douze mille euros (1 292 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de sept-cent-soixante-douze mille euros (772 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

**ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

**ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/01/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

### **ARTICLE 7** CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

### **ARTICLE 8** MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :  
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PAM	PAM	
<b>Enveloppe</b>	Eco-prêt	-	
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5493240	5493241	
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	1 292 000 €	772 000 €	
<b>Commission d'instruction</b>	0 €	0 €	
<b>Durée de la période</b>	Annuelle	Annuelle	
<b>Taux de période</b>	1,75 %	2,6 %	
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	1,75 %	2,6 %	
<b>Phase d'amortissement</b>			
<b>Durée</b>	25 ans	25 ans	
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	
<b>Marge fixe sur index</b>	- 0,25 %	0,6 %	
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	1,75 %	2,6 %	
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle	
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
<b>Modalité de révision</b>	DL	DL	
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	0 %	0 %	
<b>Taux plancher de progressivité des échéances</b>	0 %	0 %	
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent	Equivalent	
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

### **SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)**

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



BANQUE des  
TERRITOIRES



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

**ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

**ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

**ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **15.1 Déclarations de l'Emprunteur :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

### **15.2 Engagements de l'Emprunteur :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".  
Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;
- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;
- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;
- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.
- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE VERDUN (55)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MEUSE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

**ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

## 17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

### 17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;



BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

#### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractuant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

**ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES****19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice. L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

**19.2 Imprévision**

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

**19.3 Nullité**

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

**19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)**

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

**ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

**ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

29/11

17.05.067 D



Envoyé en préfecture le 07/04/2023  
Reçu en préfecture le 07/04/2023  
Publié le  
ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0006-DE

Le **11 MAI 2017**  
Répondu le

**Direction des Territoires  
Habitat et Prospective**  
Tél. : 03 29 45 77 36 - Fax : 03 29 45 78 86  
Affaire suivie par  
Etienne FERNANDEZ

Madame Sylvie MERMET - GRANDFILLE  
Directeur Général de l'OPH de la Meuse  
16, rue André Theuriet  
CS 30195  
55005 BAR LE DUC CEDEX

Bar le Duc, le **09 MAI 2017**

Madame le Directeur Général,

Par la présente, je tiens à vous informer que l'Assemblée Plénière du Conseil départemental, lors de sa réunion du 23 mars 2017, s'est prononcée sur l'évolution des modalités d'intervention départementale en matière de garanties d'emprunts pour le Logement Locatif Social.

Vous voudrez bien trouver ci-joint la délibération correspondante et le règlement d'intervention.

Je vous prie d'agréer, Madame le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

*Bien cordialement*

*[Signature]*  
**Claude LEONARD**  
Président du Conseil départemental

Copie:

- Monsieur Serge NAHANT, Président de l'OPH de la Meuse
- CDC
- DDT 55





DEPARTEMENT DE LA MEUSE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du

23/03/2017

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS

NATURE DE L'AFFAIRE

**NOUVELLES MODALITES D'INTERVENTION DEPARTEMENTALE EN MATIERE  
DE GARANTIES D'EMPRUNTS POUR LE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL**

### DELIBERATION DEFINITIVE :

**Le Conseil départemental,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à se prononcer sur les nouvelles modalités d'intervention départementale en matière de garanties d'emprunts pour le Logement Locatif Social,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,


**Après en avoir délibéré,**

Adopte le règlement général d'octroi des garanties d'emprunt pour le financement des opérations de Logement Locatif Social (LLS) par le Département de la Meuse, joint en annexe.

Transmis le : 29 MARS 2017

Publié et/ou notifié le : 29 MARS 2017

Pour extrait conforme  
Le Directeur des Affaires Juridiques

  
Jean-Luc GAILLARDIN

**REGLEMENT GENERAL D'OCTROI DES GARANTIES D'EMPRUNTS PAR LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE****OBJET DE L'AIDE :**

Cette aide est destinée à garantir les emprunts contractés par les organismes de logements locatifs sociaux et du secteur médico-social afin de faciliter leur accès aux prêts bancaires. Le code général des Collectivités Territoriales dans son article L3212-4 encadre leur pouvoir en la matière en insistant sur les règles prudentielles. Lors du vote du budget primitif 2017, l'Assemblée Plénière a décidé de modifier ses propres règles relatives aux garanties qu'elle apporte en faveur du logement social, en décidant d'un engagement de « réciprocité » avec la collectivité locale accueillant le projet faisant l'objet d'un prêt garanti.

**A) Les demandes portant sur le logement locatif social**

Les conditions de garanties d'emprunts dans le secteur du logement locatif social sont les suivantes :

**1) localisation de l'opération**

L'opération pour laquelle le financement est prévu, en tout ou partie, par l'emprunt à garantir doit impérativement être réalisée sur le territoire de la Meuse.

**2) localisation du siège social du demandeur**

Sous réserve de la condition fixée au 1°, si le siège social du demandeur est situé hors du département de la Meuse, la quotité garantie par le Département ne pourra pas être supérieure à la règle de base qui s'applique en Meuse. Par ailleurs, si la quotité garantie est supérieure à celle de son département d'origine, elle sera automatiquement ramenée à concurrence du pourcentage garanti dans son département d'attache.

**3) les différentes opérations retenues**

Sont uniquement concernées les opérations liées au logement social stricto sensu c'est-à-dire bénéficiant des aides de l'Etat, réalisés via les prêts aidés (PLAI, PLUS...) ou adossés à des ressources défiscalisées et celles financées par l'intermédiaire de Prêts Locatifs Sociaux (PLS).

Ainsi, peuvent ouvrir droit à une garantie du Département, une acquisition de terrain ou de patrimoine, les travaux de construction, rénovation, restructuration, extension, mise aux normes, amélioration thermique et démolition. L'acquisition de terrain n'est prise en compte que si elle s'inscrit dans un programme de travaux dont le calendrier prévisionnel est établi et a été préalablement communiqué au Département.

Les opérations devront s'inscrire dans une démarche d'amélioration thermique du parc.

**4) conditions d'attribution :**

- Plafonnement du pourcentage garanti par le département est fixé à 50% pour l'ensemble des opérations de logement Locatif social.
- La collectivité locale d'implantation du projet compétente en matière de logement (commune ou EPCI) ou la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social CGLLS, ou encore une caution bancaire interviendra en garantie d'emprunt conjointement à hauteur des 50% restants.
- Compte tenu de l'avenant du protocole CGLLS signé en 2017, les opérations de démolition réalisées par l'OPH de la Meuse dérogeront à ce dispositif et continueront à être intégralement garanties.
- En outre, les opérations de réaménagement de la dette, de cession de patrimoine avec transferts d'emprunts, sont également exclues du dispositif afin de garantir la pérennité du financement initial du projet.

5) droit de réservation :

En contrepartie de l'octroi de la garantie et selon la nature et la localisation du projet, le Département pourra exercer un droit de réservation, qui pourrait correspondre au maximum à 20 % du nombre de logements de l'opération.

Ce contingent de réservation de logement s'exercera au profit du public relevant de ses compétences et plus spécifiquement du PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées). La définition des logements objet de cette réservation, devra être impérativement proposée au Département, au plus tard lors du dépôt de la déclaration d'ouverture de chantier. Le bailleur signifiera par écrit au service Habitat et Prospective du Département de toute vacance sur les appartements objet de la réservation. La non-présentation de locataire(s) potentiel(s) relevant prioritairement des publics du PDALHPD au jour de la commission d'attribution vaudra abandon du droit de réservation départemental pour cette vacance.

6) montant de la garantie :

La quotité maximale que le Département de la Meuse peut garantir est fixée à 50% du montant de l'emprunt souscrit par le demandeur. Par voie de conséquence, la même quotité est applicable aux frais et/ou pénalité éventuellement dus par le bénéficiaire en cas de défaillance.

Compte tenu de l'avenant au protocole CGLLS signé en 2017, cette quotité sera portée à un maximum de 100% pour les opérations de démolition.

7) mise en œuvre/Procédures :

Pièces à fournir avec le dossier :

- demande écrite par courrier ou par voie dématérialisée rappelant notamment la date d'agrément d'Etat
- note de présentation (avec plan d'aménagement ou autre)
- fiche financière
- accord de principe CDC
- tableau prévisionnel d'amortissement des prêts (annuité)

Pour rappel : Le Département de la Meuse, en tant que collectivité locale compétente en matière d'actions sociales, continuera, en dehors de ce dispositif, à garantir la totalité des emprunts pour les opérations concernant les structures médico-sociales ou assimilées.



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Garantie d'emprunt à  
l'OPH MEUSE**

**DVV2023\_0006**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Synthèse de la délibération

L'OPH de la Meuse a engagé la réhabilitation de 54 logements situés à Verdun, 6-8-10 Rue du Général Chrétien.

Cette demande de garantie d'emprunt s'inscrit dans le cadre de la délibération du 23 mars 2017 prise par le Conseil Départemental de la Meuse concernant la mise en place d'un système de co-garantie avec les collectivités territoriales pour les projets d'investissements entrepris par l'OPH de la Meuse.

A cet effet, je vous propose de voter une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le

contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°140945 pour un montant de 769 370,00 € selon les modalités ci-dessous.

- **Contexte – Problématique**

Accord de garantie d'emprunt pour les établissements ou sociétés chargés de la construction et/ou rénovation des logements sociaux.

- **Enjeux**

Niveau de soutien de la collectivité pour le projet en faveur du logement social,

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Le contrat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations n°140945 est constitué de 2 lignes de prêt :

- Le Prêt Amélioration/Réhabilitation (PAM) de 67 370,00 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à échéance annuelle aux taux et conditions applicables à la date d'effet du contrat pour une durée de 25 ans.

- Le Prêt Amélioration/Réhabilitation Eco-Prêt (PAM Eco-Prêt) de 702 000,00 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à échéance annuelle aux taux et conditions applicables à la date d'effet du contrat pour une durée de 25 ans ;

La garantie d'emprunt sera accordée à l'OPH de la Meuse selon les conditions suivantes :

- garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 769 370,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 140945, constitué de 2 lignes de prêt.

La garantie est accordée à hauteur de la somme en principal de 384 685,00 euros (trois cent quatre vingt quatre mille six cent quatre vingt cinq euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- garantie pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie d'emprunt porte sur l'ensemble des sommes dues contractuellement par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

- Le conseil s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Vous trouverez ci-joint le plan de financement de l'OPH de la Meuse et le contrat de prêt CDC n°140945 pour un montant de 769 370,00 € signé entre l'OPH de la Meuse et la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que la délibération du 23 mars 2017 prise par le Conseil Départemental de la Meuse.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à **l'unanimité**,

**AUTORISE** la garantie d'emprunt en faveur de l'OPH de la Meuse selon les modalités énoncées ci-dessus.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L€



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

## VERDUN / 6, 8, 10 Chrétien (54 logts PAM)

Programme(s) : 5070-02 / 5078-02

### Plan de financement FADO 3

Prix de revient T.T.C. 1 422 593,08 €

#### Financement

				Montant	
FEDER	estimation (coeff 0,175 * SHON * GCep)			107 222,80 €	8%
CDC Eco-prêt	à 1,75%	sur 25 ans	13 000 max	702 000,00 €	49%
CDC PAM	à 2,60%	sur 25 ans		67 370,00 €	5%
Fonds Propres	GE			0,00 €	
Fonds Propres				546 000,28 €	38%
				<b>Total</b>	<b>1 422 593,08 €</b>

Dégrèvement de TFPB potentiel : - €

A BAR-LE-DUC le 27/01/2023

Le Directeur Général

Sylvie MERMET-GRANDFILLE

## VERDUN / 6, 8, 10 Chrétien (54 logts PAM)

Programme(s) : 5070-02 / 5078-02

### Prix de revient FADO 3

#### Travaux éligible à la TVA

Lot n°	Description	Entrepreneur	Montant H.T.	Révision	TVA	TTC LASM	G.E. HT	G.E. TTC
Lot n°1:	Chauffage - Plomberie - Sanitaire - VMC	(LAQUESTE & ALESSI)	271 106,00	3 844,36	10,0%	302 445,40		
	Chauffage - Plomberie - Sanitaire - VMC	(LAQUESTE & ALESSI)	117 180,00	1 456,56	5,5%	125 161,57		
	Avenant n°01	(LAQUESTE & ALESSI)	16 470,00	-	10,0%	18 117,00		
	Avenant n°02	(LAQUESTE & ALESSI)	16 578,00	-	10,0%	18 235,80		
Lot n°2:	Etanchéité Toitures	(ELEZY Frères)	10 515,24	229,33	10,0%	11 819,03		
	Etanchéité Toitures	(ELEZY Frères)	89 516,72	1 960,36	5,5%	96 508,32		
Lot n°3:	Isolation et Peintures extérieures	(LPR)	44 673,00	1 997,51	10,0%	51 337,56		
	Isolation et Peintures extérieures	(LPR)	287 622,00	17 220,67	5,5%	321 609,02		
	Avenant n°01	(LPR)	4 780,00	-	10,0%	5 258,00		
Lot n°4:	Serrurerie	(ALBRAND)	56 206,00	4 630,93	10,0%	66 920,62		
Lot n°5:	Electricité	(LORR'ELEC)	28 000,00	235,72	10,0%	31 059,29		
	Avenant n°01	(LORR'ELEC)	2 160,00	-	10,0%	2 376,00		
Lot n°6:	Electricité	(LORR'ELEC)	227 305,00	-	10,0%	250 035,50		
			<b>1 172 111,96</b>	<b>31 575,44</b>		<b>1 300 883,11</b>		<b>0,0%</b>

#### Honoraires

		Montant H.T.	Révision	TVA	TTC LASM	
MO :	Maîtrise d'œuvre	(BET GSI / ARCHITECTE DPLG / ALTERECO)	49 250,00	-	10,0%	54 175,00
	Avenant n°01	(BET GSI / ARCHITECTE DPLG / ALTERECO)	4 900,00	-	10,0%	5 390,00
CT :	Bureau de Contrôle	(SOCOTEC)	4 000,00	-	10,0%	4 400,00
SPS :	Coordinateur Sécurité	(CCTIA)	2 168,00	-	10,0%	2 384,80
	Diagnostic amiante	(HENRY PHILIPPE HP DIAGNOSTIC)	11 211,67	-	10,0%	12 332,84
	Diagnostic incendie	(DEFIFEU)	2 400,00	-	10,0%	2 640,00
	Sondage	(SMAC)	990,00	-	10,0%	1 089,00
	BET	(GSI)	3 900,00	-	10,0%	4 290,00
			<b>78 819,67</b>		<b>86 701,64</b>	

#### Autres prestations éligible à la TVA

	Montant H.T.	TVA	TTC LASM
Divers	2 260,24	10,0%	2 486,26
	<b>2 260,24</b>		<b>2 486,26</b>

#### Prestations et travaux non éligible à la TVA

	Montant TTC	TVA	TTC LASM	TTC LASM
Conduite d'Opération	2,5%	32 522,08	32 522,08	
		<b>32 522,08</b>	<b>32 522,08</b>	

Total H.T.			1 317 289,39 €	€
TVA / LASM			105 303,70 €	€

#### Prix de revient TTC

1 422 593,08 €

A BAR-LE-DUC le 27/01/2023

Le Directeur Général

Sylvie MERMET-GRANDFILLE





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nadine WETZEL  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
Signé électroniquement le 08/11/2022 23:55:52

**Sylvie MERMET-GRANDFILLE**  
**DIRECTEUR GENERAL**  
**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE**  
Signé électroniquement le 23/11/2022 11 29 :47

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 140945**

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE - n° 000284422**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT LE PRÊT

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE**, SIREN n°: 434863676, sis(e) 16 RUE ANDRE THEURIET 55000 BAR LE DUC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA MEUSE** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 1** OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Réhabilitation de 54 logements situés 6-8-10 Rue Général Chrétien 55100 VERDUN.

## **ARTICLE 2** PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-soixante-neuf mille trois-cent-soixante-dix euros (769 370,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de soixante-sept mille trois-cent-soixante-dix euros (67 370,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de sept-cent-deux mille euros (702 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3** DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4** TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;



BANQUE des  
TERRITOIRES



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6** CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/01/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs de subventions

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agrèer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	
Enveloppe	-	Eco-prêt	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5493239	5493238	
Montant de la Ligne du Prêt	67 370 €	702 000 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,6 %	1,75 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	1,75 %	
Phase d'amortissement			
Durée	25 ans	25 ans	
Index <sup>1</sup>	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %	
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	2,6 %	1,75 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX****MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

**MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

**SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)**

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **15.1 Déclarations de l'Emprunteur :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

### **15.2 Engagements de l'Emprunteur :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".  
Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;
- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;
- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;
- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.
- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE VERDUN (55)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MEUSE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

**ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.



BANQUE des  
TERRITOIRES



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### 17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

#### 17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

#### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

#### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

**ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES****19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

**19.2 Imprévision**

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

**19.3 Nullité**

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

**19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)**

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.



BANQUE des  
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

29 / P1

17.05.067 D



Envoyé en préfecture le 07/04/2023  
Reçu en préfecture le 07/04/2023  
Publié le *Financ.* **S<sup>2</sup>LOW**  
ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0005-DE

REQU  
Le **11 MAI 2017**  
Répondu le

**Direction des Territoires  
Habitat et Prospective**  
Tél. : 03 29 45 77 36 - Fax : 03 29 45 78 86  
Affaire suivie par  
Etienne FERNANDEZ

Madame Sylvie MERMET - GRANDFILLE  
Directeur Général de l'OPH de la Meuse  
16, rue André Theuriet  
CS 30195  
55005 BAR LE DUC CEDEX

Bar le Duc, le **09 MAI 2017**

Madame le Directeur Général,

Par la présente, je tiens à vous informer que l'Assemblée Plénière du Conseil départemental, lors de sa réunion du 23 mars 2017, s'est prononcée sur l'évolution des modalités d'intervention départementale en matière de garanties d'emprunts pour le Logement Locatif Social.

Vous voudrez bien trouver ci-joint la délibération correspondante et le règlement d'intervention.

Je vous prie d'agréer, Madame le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

*Bien cordialement*

*[Signature]*  
**Claude LEONARD**  
Président du Conseil départemental

Copie:

- Monsieur Serge NAHANT, Président de l'OPH de la Meuse
- CDC
- DDT 55



DEPARTEMENT DE LA MEUSE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du

23/03/2017

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS

NATURE DE L'AFFAIRE

**NOUVELLES MODALITES D'INTERVENTION DEPARTEMENTALE EN MATIERE  
DE GARANTIES D'EMPRUNTS POUR LE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL.**

### DELIBERATION DEFINITIVE :

**Le Conseil départemental,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à se prononcer sur les nouvelles modalités d'intervention départementale en matière de garanties d'emprunts pour le Logement Locatif Social,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

**Après en avoir délibéré,**

Adopte le règlement général d'octroi des garanties d'emprunt pour le financement des opérations de Logement Locatif Social (LLS) par le Département de la Meuse, joint en annexe.

Transmis le : 20 MARS 2017

Publié et/ou notifié le : 29 MARS 2017

Pour extrait conforme  
Le Directeur des Affaires Juridiques

Jean-Luc GAILLARDIN

## REGLEMENT GENERAL D'OCTROI DES GARANTIES D'EMPRUNTS PAR LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE

### OBJET DE L'AIDE :

Cette aide est destinée à garantir les emprunts contractés par les organismes de logements locatifs sociaux et du secteur médico-social afin de faciliter leur accès aux prêts bancaires. Le code général des Collectivités Territoriales dans son article L3212-4 encadre leur pouvoir en la matière en instituant des règles prudentielles. Lors du vote du budget primitif 2017, l'Assemblée Plénière a décidé de modifier ses propres règles relatives aux garanties qu'elle apporte en faveur du logement social, en décidant d'un engagement de « réciprocité » avec la collectivité locale accueillant le projet faisant l'objet d'un prêt garanti.

#### A) Les demandes portant sur le logement locatif social

Les conditions de garanties d'emprunts dans le secteur du logement locatif social sont les suivantes :

##### 1) localisation de l'opération

L'opération pour laquelle le financement est prévu, en tout ou partie, par l'emprunt à garantir doit impérativement être réalisée sur le territoire de la Meuse.

##### 2) localisation du siège social du demandeur

Sous réserve de la condition fixée au 1°, si le siège social du demandeur est situé hors du département de la Meuse, la quotité garantie par le Département ne pourra pas être supérieure à la règle de base qui s'applique en Meuse. Par ailleurs, si la quotité garantie est supérieure à celle de son département d'origine, elle sera automatiquement ramenée à concurrence du pourcentage garanti dans son département d'attache.

##### 3) les différentes opérations retenues

Sont uniquement concernées les opérations liées au logement social stricto sensu c'est-à-dire bénéficiant des aides de l'Etat, réalisés via les prêts aidés (PLA, PLUS...) ou adossés à des ressources déductibles et celles financées par l'intermédiaire de Prêts Locatifs Sociaux (PLS).

Ainsi, peuvent ouvrir droit à une garantie du Département, une acquisition de terrain ou de patrimoine, les travaux de construction, rénovation, restructuration, extension, mise aux normes, amélioration thermique et démolition. L'acquisition de terrain n'est prise en compte que si elle s'inscrit dans un programme de travaux dont le calendrier prévisionnel est établi et a été préalablement communiqué au Département.

Les opérations devront s'inscrire dans une démarche d'amélioration thermique du parc.

##### 4) conditions d'attribution :

- Plafonnement du pourcentage garanti par le département est fixé à 50% pour l'ensemble des opérations de logement Locatif social.
- La collectivité locale d'implantation du projet compétente en matière de logement (commune ou EPCI) ou la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social CGLLS, ou encore une caution bancaire interviendra en garantie d'emprunt conjointement à hauteur des 50% restants.
- Compte tenu de l'avenant du protocole CGLLS signé en 2017, les opérations de démolition réalisées par l'OPH de la Meuse dérogeront à ce dispositif et continueront à être intégralement garanties.
- En outre, les opérations de réaménagement de la dette, de cession de patrimoine avec transferts d'emprunts, sont également exclues du dispositif afin de garantir la pérennité du financement initial du projet.

#### 5) droit de réservation :

En contrepartie de l'octroi de la garantie et selon la nature et la localisation du projet, le Département pourra exercer un droit de réservation, qui pourrait correspondre au maximum à 20 % du nombre de logements de l'opération.

Ce contingent de réservation de logement s'exercera au profit du public relevant de ses compétences et plus spécifiquement du PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées). La définition des logements objet de cette réservation, devra être impérativement proposée au Département, au plus tard lors du dépôt de la déclaration d'ouverture de chantier. Le bailleur signifiera par écrit au service Habitat et Prospective du Département de toute vacance sur les appartements objet de la réservation. La non-présentation de locataire(s) potentiel(s) relevant prioritairement des publics du PDALHPD au jour de la commission d'attribution vaudra abandon du droit de réservation départemental pour cette vacance.

#### 6) montant de la garantie :

La quotité maximale que le Département de la Meuse peut garantir est fixée à 50% du montant de l'emprunt souscrit par le demandeur. Par voie de conséquence, la même quotité est applicable aux frais et/ou pénalité éventuellement dus par le bénéficiaire en cas de défaillance.

Compte tenu de l'avenant au protocole CGLIS signé en 2017, cette quotité sera portée à un maximum de 100% pour les opérations de démolition.

#### 7) mise en œuvre/Procédures :

Pièces à fournir avec le dossier :

- demande écrite par courrier ou par vote dématérialisée rappelant notamment la date d'agrément d'Etat
- note de présentation (avec plan d'aménagement ou autre)
- fiche financière
- accord de principe CDC
- tableau prévisionnel d'amortissement des prêts (annuité)

Pour rappel : Le Département de la Meuse, en tant que collectivité locale compétente en matière d'actions sociales, continuera, en dehors de ce dispositif, à garantir la totalité des emprunts pour les opérations concernant les structures médico-sociales ou assimilées.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Financement des  
travaux liés à la fois à  
la compétence DECI et  
à la compétence AEP  
sur le périmètre de la  
Ville de Verdun**

**DVV2023\_0007**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Jean-François THOMAS, Conseiller Municipal,

Synthèse de la délibération

La « Défense Extérieur Contre l'Incendie » (DECI) et l'« Adduction d'Eau Potable » (AEP) sont des compétences distinctes, gérées par des entités distinctes.

Ces compétences sont pourtant techniquement intimement liées car elles partagent certaines infrastructures (notamment les réseaux d'eau).

Le renouvellement d'installations servant les deux usages devrait être financé par chaque compétence à proportion de chaque usage. Cette proportion est cependant délicate à déterminer.

Une approche simplifiée est ici proposée.

- **Contexte – Problématique**

En vertu des dispositions de la Loi 2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe, la CAGV a repris la compétence « Adduction d'Eau Potable » (AEP) sur son territoire à compter du 1er janvier 2020.

Suite à cette reprise, plusieurs modes de gestion de l'adduction d'eau potable cohabitent (délégation à un Syndicat, DSP, régie). Concernant la Ville de Verdun, le contrat de Délégation de Service Public (DSP) liant la commune à son délégataire n'étant pas arrivé à son terme, la CAGV a repris, pour son compte, ce contrat de DSP.

La compétence « Défense Extérieur Contre l'Incendie » (DECI) demeure cependant une compétence communale. Techniquement, elle est pourtant intimement liée à celle de l'AEP, les poteaux incendie étant généralement approvisionnés par le réseau d'eau potable.

Les aménagements servant à la fois l'usage de l'AEP et celui de la DECI devraient normalement être financés par la CAGV et les Ville de Verdun proportionnellement à leur usage respectif. Cette proportion est cependant difficile à identifier, notamment dans le cas de renouvellement de canalisations existantes et de surcroît lorsqu'un remplacement à l'identique est insuffisant pour garantir le débit nécessaire pour l'incendie.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Afin de simplifier cette répartition, il est proposé de répartir le coût des travaux servant les deux usages (AEP et DECI) selon un ratio fixe, sur le périmètre de la Ville de Verdun.

Il est proposé d'utiliser le même ratio que celui défini sur le périmètre de la Régie d'Eau du Grand Verdun et adopté par délibération du 11 octobre 2022:

- 70% financé par CAGV au titre de l'AEP
- 30% financé par la Ville de Verdun au titre de la DECI

En pratique, l'ensemble des coûts des travaux sera réglé par la CAGV, qui refacturera ensuite la part due à la Ville de Verdun.

Les travaux ayant uniquement pour but la défense incendie (Installation d'un surpresseur à cet usage, renforcement d'une canalisation dont l'état ne nécessite pas son remplacement, ...) restent entièrement à la charge de la Ville de Verdun, mais seront réalisés par la CAGV.

Les travaux de renouvellement des canalisations sans renforcement (remplacement à l'identique pour cause de vétusté) restent à la charge de la CAGV.

Dans tous les cas, l'actif (canalisations, branchements, etc...) est inscrit sur le budget EAU de la CAGV à l'exception des équipements spécifiques à la DECI (poteaux incendie et équipement dédiés).

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à **l'unanimité**,

**ADOpte** le principe de répartition des frais des travaux servant à la fois les compétences « Adduction d'Eau Potable » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » selon les modalités énoncées ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**RELAIS DE LA  
FLAMME -  
Convention  
collectivité-étape -Ville  
de VERDUN, PARIS-  
2024 - Comité  
d'organisation des  
Jeux Olympiques et  
Paralympiques  
(COJO) en présence  
du Département de la  
MEUSE**

**DVV2023\_0008**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

Synthèse de la délibération

La Ville de VERDUN s'engage dans le RELAIS DE LA FLAMME en tant que ville étape en 2024. Un convention tripartite liant Paris 2024 -Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO), la Ville de VERDUN et le Département de la Meuse doit être établie pour définir ce partenariat.

- **Contexte – Problématique**

Paris 2024 organise le « Relais de la flamme ».

- Le relais olympique, avant la Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques le 26 juillet 2024.
- Le relais paralympique, en amont de la Cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympiques le 28 août 2024.

Symbole des Jeux par excellence, « La flamme olympique », sera allumée à Olympie en Grèce, (comme lors des Jeux antiques) puis ramenée en France, confiée à Paris 2024. Des porteurs, sélectionnés pour l'occasion, se succéderont pour l'acheminer avec ses valeurs à travers tout le territoire. Le dernier relayeur allumant la vasque à Paris le 26 juillet 2024, marquera officiellement l'ouverture des Jeux Olympiques. Son parcours sera ponctué de différents temps forts chaque jour : les relais collectifs, les lieux iconiques et les célébrations dans les villes-étapes.

Verdun, désignée ville-étape du « relais de la flamme », accueillera en 2024 (juin ou juillet / jour à définir par Paris 2024), les célébrations du relais de la flamme olympique en fin de journée du relais. Elle organisera 3 temps forts qui devront respecter un cahier des charges précis :

- La parade active dans les rues de la ville ;
- Une célébration active sur le site de célébration gratuite et ouverte à tous, composée d'animations sportives, culturelles et artistiques ;
- L'allumage du chaudron.

D'autres villes et lieux du département seront traversés par le relais de la flamme olympique en journée. Verdun sera la dernière séquence d'une journée de relais pour le grand public.

- **Enjeux**

La flamme olympique acheminera sur notre territoire un premier fragment de la magie des Jeux et des valeurs de paix et d'unité qui leur sont attachées. Mais aussi de leur formidable énergie festive autour d'animations sportives, culturelles, artistiques. Populaire, accessible, proche des gens, la grande fête du relais de la flamme de Paris 2024 sera l'occasion de rassembler tous les verdunois autour des Jeux avant la cérémonie d'ouverture.

C'est une belle opportunité de s'associer à ce grand événement pour :

- Profiter d'un éclairage exceptionnel ;
- Engager toutes les populations autour des jeux ;
- Sensibiliser durablement les verdunois au sport et ses valeurs ;
- Développer le tourisme.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

La réception de la flamme olympique à Verdun comme ville-étape est réglementée par une convention tripartite entre Paris 2024, le département de la Meuse et la ville de Verdun.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention tripartite « Relais de la Flamme » avec PARIS 2024 et le Département de la MEUSE, ainsi que toutes pièces utiles à la réalisation de cette décision.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Cession parcelle Plat  
de Bévaux - Cession lot  
n°16**

**DVV2023\_0009**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excuses :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Patrick CORTIAL, Conseiller Municipal,

Synthèse de la délibération

Les parcelles du Lotissement sont en cours de commercialisation suite au cahier des charges publié par la collectivité.

Une nouvelle offre conforme a été déposée pour le lot 16. Le montant de cette cession s'élève à 39 228 € TTC.

- **Contexte – Problématique**

La Ville de Verdun à mis en vente 27 parcelles situées sur le lotissement dit du « Plat de Bevaux » Avenue Jules Ferry à Verdun.

La vente de plusieurs lots a déjà été actée. Ces cessions sont en cours de finalisation chez le notaire.

Une nouvelle offre est parvenue et a été acceptée.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

L'offre retenue concerne le lot 16.

Le détail figure ci dessous

	Surface m <sup>2</sup>	Nom Acquéreurs	Montant HT	Montant TTC
<b>Parcelle le 16</b>	467	Pauline GENIN	32 690,00 € €	39 228,00 €

Le montant de cession est conforme à la dernière évaluation des domaines dans sa fourchette basse.

Un compromis sera établi par le ou les notaires choisis pour la rédaction des actes de vente.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à céder le lot 16 du lotissement dit du « Plat de Bévaux » selon le tableau suivant :

	Surface m <sup>2</sup>	Nom Acquéreurs	Montant HT	Montant TTC
<b>Parcelle le 16</b>	467	Pauline GENIN	32 690,00 €	39 228,00 €

**AUTORISE** Monsieur le Maire à saisir le notaire de son choix pour la rédaction des compromis et des actes de vente.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0009-DE



**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L€



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Cession des parcelles  
545 BP 196 et 200 au  
profit de VERDUN  
DISTRIBUTION**

**DVV2023\_0010**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Patrick CORTIAL, Conseiller Municipal,

Synthèse de la délibération

La Ville de Verdun a été saisie d'une demande de cession de parcelles au profit de VERDUN DISTRIBUTION,

Les droits réels portant sur ces parcelles lui sont déjà transmis par bail emphytéotique. Il convient donc de résilier ce bail pour pouvoir procéder à la vente desdites parcelles.

Cette cession s'élève à 14 318 € HT, soit 17 181,60 € TTC, ce qui est conforme à l'avis des domaines.

- **Contexte – Problématique**

Par acte en date du 7 juillet 1988, la ville de Verdun a consenti un bail emphytéotique sur les parcelles actuellement cadastrées 545 BP 196 et 200 pour une contenance respective de 52a18ca et 14ca, au profit de la SCI la Rotonde devenu par la suite VERDUN DISTRIBUTION.

Par courrier en date du 6 février 2023, la ville de Verdun a proposé d'acquérir lesdites parcelles représentant un ensemble de 5232 m<sup>2</sup> à VERDUN DISTRIBUTION pour un montant de 14 318 € HT, soit 17 181,60 € TTC (valeur conforme à l'avis des domaines annexé), indemnité de résiliation du bail emphytéotique comprise.

Par courrier en date du 14 février 2023, VERDUN DISTRIBUTION représenté par Monsieur Christophe BACOT a accepté cette offre.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Le montant de cette cession étant conforme à l'avis des domaines rendu le 09 janvier 2023 sur la valeur vénale du bien, il convient donc de résilier le bail emphytéotique, afin de réaliser cette cession.

La cession s'élève à 14 318 € HT , soit 17 181,60 € TTC.

L'acquéreur souhaite se faire représenté par l'étude CHONE ET ASSOCIES, Notaire à Saint-Nicolas de Port.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à résilier à l'amiable le bail emphytéotique portant sur les parcelles cadastrées 545 BP 196 et 200 conclu avec VERDUN DISTRIBUTION ;

**CÈDE** les parcelles cadastrées 545 BP 196 et 200 pour une contenance totale de 5232 m<sup>2</sup> à VERDUN DISTRIBUTION pour un montant total de 14 318,00 € HT, soit 17 181,60 € TTC ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout les actes nécessaires à la vente, notamment la signature du compromis de vente, de l'acte authentique et de tout autre document nécessaire à la vente.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à saisir le notaire de son choix pour procéder à toutes les démarches nécessaires pour mener à bien la procédure de vente pour le compte de la collectivité.



Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0010-DE



M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0010-DE

S<sup>2</sup>LO - SD



FINANCES PUBLIQUES



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale des Finances publiques

Le 09/01/2023

Direction départementale des Finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Pôle d'évaluation domaniale  
50 Rue des PONTS CS 60069

54036 NANCY CEDEX

téléphone : 03 83 17 70 10

mél. : ddfip54.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances  
publiques de Meurthe-et-Moselle

à

#### POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Christophe COURBON

Courriel : christophe.courbon@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 03-83-17-77-51 / 06-09-41-59-49

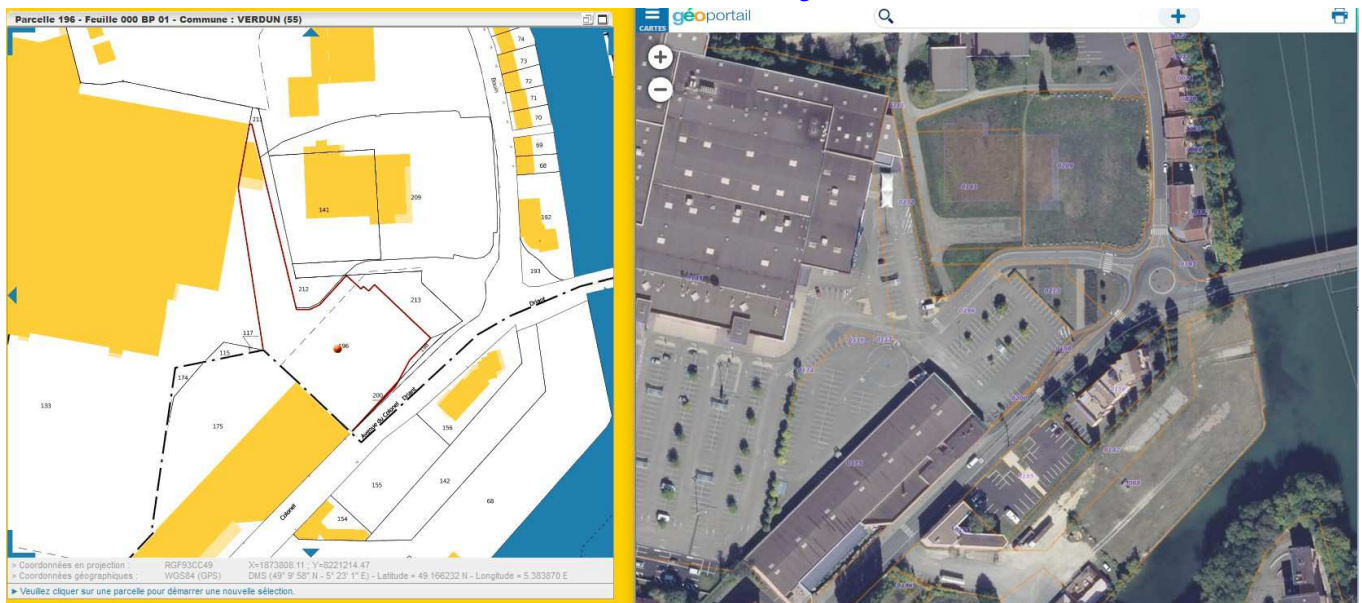
Monsieur le Maire  
Commune de Verdun

Réf DS: 11055237

Réf OSE : 2023-55545-00963

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)



*Nature du bien :*

Emprise de parking d'un centre commercial et voie de circulation privée

*Adresse du bien :*

1 rue Jean Bouin (adresse cadastrale)

avenue du Colonel Driant (adresse physique)

55 100 VERDUN

*Valeur :*

**14 318€** hors droits, hors taxes et frais annexes

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)



## 1 - CONSULTANT

Commune de Verdun

Affaire suivie par M. Jean-Malik BENLAKHDAR

## 2 - DATES

de consultation :	05/01/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	05/01/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input checked="" type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession par une commune de plus de 2 000 habitants (seuil réglementaire) d'un immeuble appartenant au patrimoine privé de la commune. La demande ne comporte pas d'indication de prix.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine  
 Ref. DS 11055237 - Réf OSE 2023-55545-00963

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Située dans le nord meusien, la commune de Verdun compte 16 942 habitants<sup>2</sup>. Elle est sous-préfecture du département de la Meuse et siège de la communauté d'agglomération du Grand Verdun, comptant 25 communes et 27 727 habitants. La commune de Verdun se singularise par son patrimoine historique et architectural, en comptant 22 monuments répertoriés à l'inventaire des monuments historiques, ainsi que 119 lieux et monuments répertoriés à l'inventaire général du patrimoine culturel. La commune dispose d'une desserte par plusieurs routes départementales et par l'autoroute A 4. Elle compte également une gare SNCF (TER Grand Est). Le nombre de logements a augmenté au fil des recensements pour se porter à 10 227 unités en 2019, dont 41 % de maisons et 58,4 % d'appartements.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées en zone urbaine de la commune, en bordure de route départementale 603 et à proximité de la zone commerciale Leclerc.

### 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
545 - VERDUN	BP 196	1 rue Jean Bouin	5 218 m <sup>2</sup>	
	BP 200		14 m <sup>2</sup>	
TOTAL			5 232 m <sup>2</sup>	

### 4.4. Descriptif

Le bien sous expertise est une unité foncière de 5 232 m<sup>2</sup> constituant une emprise partielle du parking du centre commercial Leclerc de Verdun, aménagé en 110 places de parking<sup>3</sup>, espaces de circulation et espaces verts. Elle supporte également une partie des éléments bâtis du centre commercial.



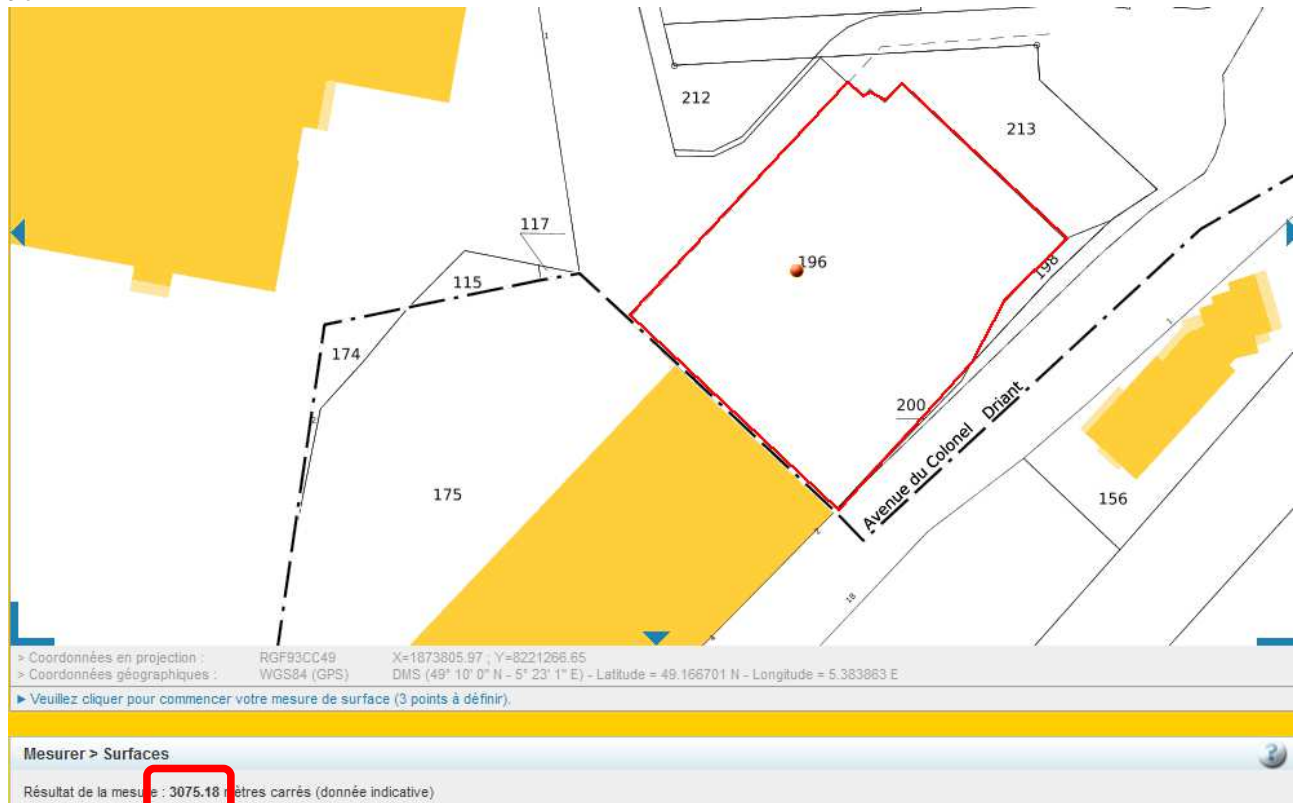
<sup>2</sup> Recensement 2019

<sup>3</sup> Recensement du nombre de place par vue aérienne en comptant le nombre de places comprises complètement sur la parcelle, certaines étant à cheval sur d'autres emprises.

L'unité foncière présente une double configuration :

- environ 3 075m<sup>2</sup> de forme presque rectangulaire avec une desserte par les voies internes de circulation automobile du centre commercial et avec une façade sur la rue adjacente de l'avenue du Colonel Driant dans le prolongement du bâtiment actuel «Brico Jardiland» ;

- 2 157m<sup>2</sup> en configuration en bande servant de desserte vers le bâtiment principal accueillant l'hypermarché.



#### 4.5. Surfaces du bâti

Comme prévu au bail, les aménagements ont été réalisés par le preneur. Aucune surface de bâti ne sera prise en compte pour le besoin de la présente estimation.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Commune de Verdun

### 5.2. Conditions d'occupation

Les parcelles sont concernées par un bail emphytéotique courant jusque 2038 (1<sup>er</sup> juillet 1988 au 30 juin 2038) consenti par la commune de Verdun à des preneurs privés (dernier en date suite à cession : société VERDIS) en vue de l'aménagement en parkings, espaces verts et voie d'accès.

Le rachat du bail par la société VERDIS date de 2006, avec versement d'une indemnité de rachat de la période restant à courir de 72 565€ jusqu'à échéance. Cette indemnité correspond à :

$$700\,000\text{ F}^4 / 6,55957^5 \times 34\text{ ans restants à courir}^6 / 50\text{ ans de durée totale} = 72\,565,73\text{ €}$$

4 Indemnité initiale au bail en francs versée à la commune de Verdun pour la durée totale du bail

5 Taux de conversion francs / euros

6 Rachat en 2006 d'une indemnité versée en 1990, lors du rachat précédent, soit 16 ans plus tard / 50 ans au total : 50 - 16 = 34

Par analogie, en cas de rachat en 2023, l'indemnité couvrant la période de 700 000 F<sup>4</sup> / 6,55957<sup>5</sup> x 17 ans restants à courir / 50 ans de durée totale = **36 282 €**

## 6 - URBANISME

### 6.1. Règles actuelles

La parcelle est située pour son ensemble en zone UX du PLUi CC de Verdun. Il s'agit d'une zone urbaine à destination d'activités économiques.

### 6.2. Date de référence et règles applicables

La consistance matérielle du bien, son usage effectif et la réglementation d'urbanisme seront analysés au jour du présent avis.

## 7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La méthode retenue sera par comparaison directe.

La méthode par comparaison consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

#### 8.1.1. Sources internes à la DGFiP et critères de recherche – Termes de comparaison

L'étude de marché est réalisée par les applications internes de la Direction générale des Finances publiques, alimentées à partir de la base des données patrimoniales et intégrant les données cadastrales. Les données brutes restituées font l'objet d'un retraitement par consultation des extraits d'actes, de la consultation du portail cadastral<sup>7</sup> et des données d'urbanisme<sup>8</sup>.

Pour le besoin de la présente estimation, les critères pertinents suivants ont été sélectionnés :

- terrains non bâtis libres d'occupation sans autre sous-critère de nature,
- recherche centrée sur la commune de Verdun ± 3kms,
- surfaces à partir de 2 000m<sup>2</sup>,
- ventes d'août 2019 à août 2022,
- terrains en zone d'activités.

Les résultats de l'étude sont les suivants :

Ref. Cadastrales	PLU	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m <sup>2</sup> )	Prix total	Prix/m <sup>2</sup>
236//ZA/8//	1AUx	HAUDAINVILLE	LA COTE DES MALADES	04/12/2020	2850	40 000	14,04
43//AK/637//	1AUx	BELLEVILLE SUR MEUSE	LA PIECE DES VINGT JOURS	14/10/2019	3872	38 720	10,00
43//AK/645//	1AUx	BELLEVILLE SUR MEUSE	LA PIECE DES VINGT JOURS	09/03/2020	3058	30 580	10,00
				Moyenne surface	3260	Moyenne prix/m <sup>2</sup>	11,35

<sup>7</sup> <https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>

<sup>8</sup> <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr>

### 8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

La 44<sup>ème</sup> édition de la Cote Callon pour 2022 indique une valeur de 15€/m<sup>2</sup> pour des terrains à usage d'activités.

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

La transaction porte sur la régularisation du foncier hors aménagements, puisqu'ils ont été pris en charge par le preneur selon les conditions du bail emphytéotique en cours.

L'emprise sous expertise sera divisée en 2 zones :

- 3 075m<sup>2</sup> en terrain à bâtir à vocation d'activité compte tenu de sa configuration et de son emplacement ;
- 2 175m<sup>2</sup> en 3<sup>e</sup> zone de terrain à bâtir (25%) compte tenu de sa configuration et de son emplacement.

La valeur de base est de 14€/m<sup>2</sup> pour une valeur pleine de terrain à bâtir d'activités. Il s'agit de la valeur haute de l'étude de marché, recoupant l'indication de la Cote Callon. Cette valeur est cohérente compte tenu de l'emplacement central du site sur Verdun.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale foncière de l'emprise sous expertise est arbitrée à :

$$3\,075\text{ m}^2 \times 14\text{€/m}^2 + 2\,175\text{ m}^2 \times 14\text{€/m}^2 \times 25\% = 50\,599,50\text{€ arrondi à } \underline{50\,600\text{ €}}$$

avant application de la décote liée à la période restant à courir.

La valeur vénale résiduelle, indemnité déduite est de :

$$50\,600\text{€} - 36\,282\text{€}^9 = \underline{14\,318\text{ €}}$$

Elle est exprimée hors taxe, hors droits et hors frais annexes.

La valeur indiquée n'est pas assortie d'une marge d'appréciation.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

<sup>9</sup> Montant déterminé au § 5.2

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'évaluateur domanial

  
Christophe COURBON

Inspecteur des Finances publiques

Ref. DS 11055237 - Réf OSE 2023-55545-00963

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Rétrocession de voirie  
- lotissement privé Les  
Bouillères-Abrogation  
de la délibération  
DVV2022\_0035**

**DVV2023\_0011**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Madame Angelina DE PALMA-ANCEL, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

A délégué son droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Patrick CORTIAL, Conseiller Municipal,

Synthèse de la délibération

Par délibération DVV2022\_0035 en date du 13 avril 2022, le Conseil municipal a acté la rétrocession de la voirie comprise dans le lotissement « Les Bouillères »,

Il convient d'abroger cette délibération qui ne portait pas sur le bon numéro de parcelle rétrocédée, et de prendre une nouvelle délibération portant sur la bonne parcelle, savoir la parcelle cadastrée 545 BV 479.

- **Contexte – Problématique**

Dans le cadre de la création du lotissement Les Bouillères, l'association syndicale d'acquéreur des lots, par l'intermédiaire de monsieur Frédéric Giummelly sollicite de la commune le classement dans le domaine public communal des voies et réseaux, aménagés dans le cadre du lotissement.

Après instruction de cette demande par les services techniques, il s'avère possible d'y répondre favorablement.

La voirie cadastrée 545BV479 est d'ores et déjà ouverte à la circulation publique et serait donc classé dans le domaine public communal, ainsi que les réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales, qui s'y trouvent en sous-sol.

Conformément aux textes en vigueur, un aménageur ou un syndicat de copropriétaire d'un lotissement privé peuvent demander l'intégration des voies et réseaux au domaine public communal.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la demande enregistrée le 29 septembre 2021 puis complétée par signature des copropriétaires.

Cette demande contient l'accord de tous les propriétaires. Cependant, il est possible que des mutations interviennent entre le dépôt de la demande initiale et l'acte actant le transfert des voies et réseaux dans le domaine public. Ainsi, la rétrocession pourra comporter une clause suspensive d'accord de l'ensemble des copropriétaires au transfert.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Conformément à l'article L. 141-3 du code de la voirie routière :

*« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. [...] Les délibérations concernant le classement [...] sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie. »*

En l'espèce, la voie à classer est d'ores et déjà ouverte à la circulation publique et dessert l'ensemble des habitations du lotissement. Après classement, son usage sera identique.

Dès lors, aucune enquête publique n'est nécessaire pour procéder à ce classement.

Par ailleurs, ledit classement ne pouvant être envisagé qu'en cas d'entente amiable et unanime des propriétaires desdits terrains et voies, ces derniers se sont prononcés favorablement. La rétrocession interviendrait sans contrepartie financière.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à **l'unanimité**,

**ABROGE** la délibération DVV2022\_0035 du 13 avril 2022 ;

**APPROUVE** l'acquisition gratuite de la parcelle cadastrée 545BV479 ;

**APPROUVE** leur intégration au domaine public communal ;

**AUTORISE** monsieur le maire ou son représentant à signer l'acte notarié appelé à intervenir, ainsi que tous les documents que cette opération nécessiterait ;

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.



### Voie à nommer

## Lotissement rue du Capitaine de Vaisseau Mine

- 2 Numéro de rue existant
- Parcelle existante
- Bâti existant
- Nouvelle parcelle
- Voie à nommer
- Voie ferrée

Fond de carte :  
Photographie aérienne fournie  
par l'IGN - BD ORTHO (2015)

Format A4

Échelle : 1:2000

0 20 40 60 m



Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

© Données © IGN - BD TOPO (2015) et © BD ORTHO (2015),  
© Direction Générale des Impôts - Cadastre (mis à jour 12-2017)  
et Communauté d'agglomération du Grand Verdun (12-2019),  
© Conception et réalisation : Communauté d'agglomération du Grand Verdun - A1B (décembre 2019).

SAS Les Bouillères  
27 avenue du 30e Corps  
55100 VERDUN

Verdun, le 29 septembre 2021

M. le Président de la CAGV  
11 rue du Président Poincaré  
55100 VERDUN

Objet : intégration dans le domaine public du  
lotissement les Bouillères et déclaration  
attestant l'achèvement et la conformité des travaux.  
Copie à : Mme Emmanuelle François  
M. David Habert

M. le Président,

Le projet du lotissement les Bouillères est à ce jour terminé. Les travaux sont réalisés et nous vous transmettons le DOE (dossier des ouvrages exécutés) dans lequel figure le plan de recollement des travaux réalisés, l'ensemble des fiches techniques des matériaux et matériels mis en œuvre ainsi que les résultats des essais, afin que vos services puissent procéder à l'intégration dans le domaine public de la voirie et des réseaux du lotissement.

Le déroulement des travaux et les choix techniques se sont faits en parfaite coordination avec vos services et nous avons respecté l'ensemble des prescriptions techniques.

Nous souhaitons vous remercier, ainsi que vos services, pour votre implication dans ce projet et nous nous tenons à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très dévoués.

M. Giummelly Frédéric



AGENCE DE BRIEY  
 Secteur de Mont Saint Martin

Siège social : 1018 Romorantin - BP 739  
 27147 Wassy Centre  
 Tél. : 03 87 61 12 13  
 Fax : 03 87 61 10 20

Site de 10180000  
 54550 MONT SAINT MARTIN  
 Tél. : 03 87 53 81 60  
 Fax : 03 87 53 81 53

Lotissement de 10 Parcelles  
 Rue du Capitaine de Vaisseau Mine  
 55100 VERDUN

PLAN DE RECOLLEMENT  
 VOIRIE E Pluviales E Usees A E Potable  
 E Public F-Telecom

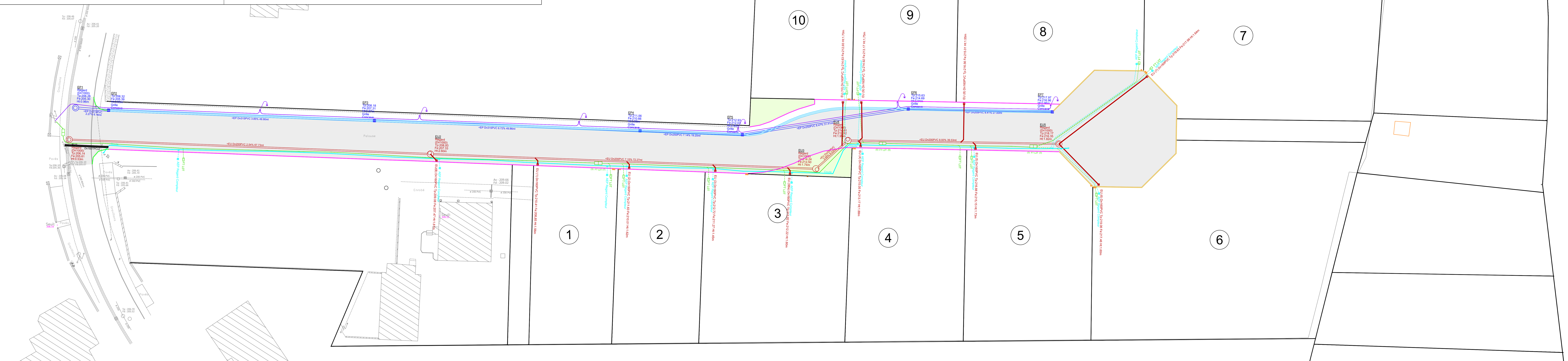
Ind	Modifications	Date
A1	1 Ere Diffusion	29/10/2019

N° AFFAIRE : 1955708  
 DATE: 29/10/2019  
 LEVE: BERAND M.

Devisé par : DURAND Marie  
 Dessiné par : PAINTENDRE Guillaume  
 Vu par : CHAMBON Laurent

Accord du Maître d'ouvrage :  
 VISA: AEP EU EP VOIRIE PLAN N°: 2 INDICE N°: A1  
 FT EPU

- Caniveaux CDT
- Bandeaux T1 (Basse pression)
- Bandeaux P1
- Bandeaux P3
- Voirie en Enrobé
- Espaces Verts
- Exeu Pluviale
- EP Dn200-315PVC
- Exeu Usées
- EU Dn200PVC (Principal)
- EU Dn150PVC (Individual) Poi Broyé Dn400
- Aduction Eau Potable
- AEP Dn110PEHD (Principal)
- - - - AEP Dn200PEHD (Individual)
- France Telecom
- - - - FT Dn4045PVCd3 (Principal)
- - - - FT Dn4245PVC (Individual)
- Eclairage Public
- EPU Dn63TPC-Cuivre (25mmPVC-Cuivre)



# Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0011-DE

S<sup>2</sup>LOW

## Vous devez utiliser ce formulaire pour :

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

## Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie

Le Maire  
S. HAZARD

Le Conseiller Municipal Délégué  
Ph. DEHAND

Le / / Cachet de la mairie et signature du receveur

## 1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

Permis d'aménager n° PA 055 545 18 00002 M01

En cas de Permis d'aménager, s'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries?  Oui  Non Si oui, date de finition des voiries fixée au : 29 / 09 / 2021

## 2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Nom : SAS LES BOUILLERES

Qualité :

Si vous êtes une personne morale

Raison sociale :

N° SIRET : 844 29 1098 00018 Catégorie juridique : SAS

Représentant de la personne morale : Monsieur JUTARD DIDIER

## 3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant.

Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.

\* Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : frédéric.givmelly@wanadoo.fr

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : 29/09/2021

Ensemble des divisions effectué le : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Changement de destination effectué le : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Pour la totalité des travaux

Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? Oui  Non

Surface de plancher créée (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

Nombre de logements terminés : \_\_\_\_\_ dont individuels : \_\_\_\_\_ dont collectifs : \_\_\_\_\_

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

Logement Locatif Social : \_\_\_\_\_

Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : \_\_\_\_\_

Prêt à taux zéro : \_\_\_\_\_

Autres financements : \_\_\_\_\_

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non opposition à la déclaration préalable) <sup>1</sup>

À VERDUN

Le : 29.09.2021

Signature du (ou des) déclarant(s)

À

Le :

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Marché d'entretien des  
espaces verts  
communaux - Années  
2023 à 2026 -  
Lancement d'un  
nouveau marché  
  
DVV2023\_0012**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

Ont délégué leur droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Angelina DE PALMA-ANCEL à Madame Christine PROT

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Philippe DEHAND, Conseiller Municipal,

**Synthèse de la délibération**

Dans le cadre de ses compétences, la ville de Verdun doit entretenir les espaces verts et assurer le fleurissement liés au domaine privé communale.

Cette compétence est totalement déléguée à des entreprises d'entretien des espaces verts après passation de marchés publics.

Le marché en cours arrivant à son terme, il convient donc de lancer un nouveau marché.



- **Contexte – Problématique**

Le marché en cours étant arrivé à son terme. Il convient donc, pour la ville, de relancer un nouveau marché.

A l'instar des anciens marchés forfaitaire de gestion des espaces verts de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, renouvelés en 2022 sous format bon de commande, il est aisé de constater l'inertie propre à la contractualisation forfaitaire offrant peu de marge de manœuvre à la collectivité ; tant sur le périmètre d'intervention préalablement défini que sur le nombre d'opérations nécessaires à ajuster au regard du contexte météorologique fluctuant d'une année à l'autre.

- **Enjeux et intérêt communautaire de la délibération**

Aussi, ce renouvellement est également l'occasion d'intégrer de nouveaux enjeux propres à la feuille de route Développement Durable tel que le fleurissement différencié, la gestion différenciée des espaces verts, l'arrosage intelligent, etc.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

Pour rappel, le marché actuel était réparti comme suit :

- Lot 1 « Emprises communales & cimetières » forfaitaire
- Lot 2 « Fleurissement » forfaitaire

Compte tenu des éléments évoqués en préambule, il est proposé une nouvelle structure de marché, avec plusieurs lots, tous en bon de commande :

- Lot 1 « Emprises communales & cimetières » forfaitaire
- Lot 2 « Fleurissement »

Les deux lots sont prévus pour 4 ans selon le format «1 + 3 » permettant à la collectivité de faire un point d'étape à l'issue de l'année 1.

Les seuils sont les suivants : (montant mini / montant maxi )

- Lot 1 : 5 000 € / 50 000 € TTC
- Lot 2 : 10 000 € / 60 000 € TTC

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**DÉCIDE** de la réalisation des prestations nécessaires à l'entretien des espaces verts relevant de la compétence communale pour les exercices 2023, 2024, 2025 et 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer l'Avis d'Appel Public à la Concurrence afférent à cette décision.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0012-DE



**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché afférent ainsi que toutes les pièces nécessaires pour mener à bien cette opération.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Fleurissement Avenue  
de la Victoire -  
Constitution d'un  
groupement de  
commande**

**DVV2023\_0013**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

Ont délégué leur droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Angelina DE PALMA-ANCEL à Madame Christine PROT

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Philippe DEHAND, Conseiller Municipal,

Synthèse de la délibération

Fleurissement de la trame végétale Avenue de la Victoire / Monument à la Victoire.

- **Contexte – Problématique**

Depuis plusieurs années, la Ville de Verdun assure le fleurissement du Monument à la Victoire via un marché de fleurissement ad-hoc, ledit monument relevant d'une compétence communale et non communautaire.

La Communauté d'Agglomération assure par ailleurs, l'ensemble du fleurissement sur les emprises intercommunales des communes de Verdun, Thierville, Haudainville, Sivry la Perche et Béthelainville par l'intermédiaire de deux marchés différents avec un périmètre précis.

Dans une optique de valorisation paysagère de cette artère majeure de la cité, la collectivité souhaite procéder à un fleurissement de l'emprise végétale située au centre de l'Avenue de la Victoire.

Toutefois, la multiplication des intervenants du fait de l'alternance de compétence ville et intercommunalité induit plusieurs risques sur le service rendu :

- suivi interne complexifié
- non homogénéité du rendu final
- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

La ville de Verdun étant actuellement en procédure de relance de son marché de gestion des espaces verts communaux, il est proposé de mettre en place un groupement de commandes entre la Ville de Verdun et la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun.

La mise en place d'un groupement de commandes permettra répondre aux risques suscités via le recrutement d'un unique prestataire pour traiter l'ensemble de la trame végétale concernée.

La constitution d'un tel groupement oblige à passer entre les collectivités une convention constitutive qui fixe les modalités de fonctionnement du groupement et désigne un coordonnateur.

La ville de Verdun, coordonnateur du groupement, sera chargée de procéder, dans le respect des règles édictées par le Code de la Commande Publique à l'organisation de la consultation, à l'analyse des candidatures et des offres et à l'attribution du marché.

Chacun des membres du groupement de commande restera responsable de l'exécution du marché pour ce qui le concerne et notamment la passation des bons de commande ainsi que la liquidation des paiements.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**APPROUVE** le principe d'un marché à bon de commande, tel que défini dans le présent rapport,

**AUTORISE** la constitution d'un groupement de commandes entre la Commune de Verdun et la Communauté d'agglomération du Grand Verdun.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer et signer le marché à bon de commande, décrit ci-dessus,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Marché de  
maintenance,  
vérification et  
entretien des systèmes  
d'alarme –  
Autorisation de lancer  
et attribuer les  
marchés en  
groupement de  
commandes**

**DVV2023\_0014**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

Ont délégué leur droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Angelina DE PALMA-ANCEL à Madame Christine PROT

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Pierre JACQUINOT, Cinquième Adjoint,

**Synthèse de la délibération**

Il est proposé de mettre en place un groupement de commandes entre la Ville de Verdun et la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun pour la maintenance, la vérification et l'entretien des systèmes d'alarme sur les bâtiments communaux et intercommunaux.

Ces marchés seront conclus, pour chaque structure, avec un montant maximum annuel de :

Communauté d'Agglomération du Grand Verdun : 150 000 € TTC (125 000 € HT) ;

Ville de Verdun : 80 000 € TTC (66 666.67 € HT).

Ces marchés débiteront à réception de la lettre de notification jusqu'au 31 décembre 2023 et seront tacitement reconductibles trois fois pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, coordonnateur du groupement, sera chargée de procéder, dans le respect des règles édictées par le Code de la Commande Publique, à l'organisation de la consultation, à l'analyse des candidatures, des offres, et à l'attribution des marchés, ainsi qu'à la passation des avenants éventuels.

- **Contexte – Problématique**

La Ville de Verdun et la CAGV souhaitent disposer d'un contrat unique pour la maintenance, la vérification et l'entretien des systèmes d'alarme sur les bâtiments communaux et intercommunaux.

- **Enjeux**

La mise en place d'un groupement de commandes permet à la fois de réaliser des économies, d'augmenter le champ concurrentiel et d'améliorer le suivi interne des opérations et d'améliorer le suivi interne des opérations.

- **Cadre et solution(s) proposée(s)**

La solution retenue pour disposer d'un interlocuteur unique, et de facilité de gestion, est la mise en place d'un groupement de commandes entre la Ville de Verdun et la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun. Les marchés seront passés sous la forme d'un appel d'offres prévue à l'article L2124-2 du Code de la Commande Publique sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

Les caractéristiques essentielles du groupement de commandes sont les suivantes :

La CAGV sera le coordonnateur du groupement sans rémunération complémentaire ;

Le coordonnateur procédera à l'organisation de la consultation, à l'analyse des candidatures, des offres, et à l'attribution des marchés, ainsi qu'à la passation des avenants éventuels.

Le montant du marché est fixé selon un montant maximum annuel de :

- Communauté d'Agglomération du Grand Verdun : 150 000 € TTC (125 000 € HT) ;

- Ville de Verdun : 80 000 € TTC (66 666.67 € HT).

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**AUTORISE** la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Verdun et la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer et signer les marchés de fourniture et de prestations de services ci-dessus ainsi que toutes les pièces nécessaires pour mener à bien ces opérations.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.





REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extrait du Registre des Délibérations  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 5 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le cinq avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal de la Ville de VERDUN s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Samuel HAZARD, Maire,

**Création d'un espace  
sportif et ludique dans  
les remparts de  
SAINT-VICTOR à  
VERDUN - Opération  
01 1 21 01 -  
Financements  
  
DVV2023\_0015**

Présents :

Monsieur Samuel HAZARD, Monsieur Gérard STCHERBININE, Madame Christine PROT, Monsieur Pierre JACQUINOT, Madame Sylvie BOURDIN WATRIN, Monsieur Fabrice WEISSE, Madame Diana MOUNZER, Madame Maryvonne COLLIGNON, Monsieur Patrick CORTIAL, Monsieur Antoni GRIGGIO, Monsieur Eric BAL, Madame Jacqueline BRABANT, Monsieur Philippe DEHAND, Madame Sandrine JACQUINET DEBEAUMOREL, Madame Pascale BATTOU, Monsieur Philippe COLAUTTI, Monsieur Guillaume ROUARD, Madame Emmanuelle CASAGRANDE, Monsieur Jean-François THOMAS, Madame Karen SCHWEITZER, Madame Dominique GRETZ, Monsieur Mathieu HOUSSON, Monsieur Quentin BROCHET

Absents-excusés :

Monsieur Bernard GOEURIOT, Monsieur Bruno LAVINA, Madame Cécile HAROS, Monsieur Jean-Bernard LAHAUSSE, Madame Jennifer GHEWY, Madame Nasra ANRIFIDINE, Madame Christel RENAUD, Monsieur Pascal BURATI

Ont délégué leur droit de vote conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Madame Angelina DE PALMA-ANCEL à Madame Christine PROT

- Madame Julia RICHARD à Monsieur Guillaume ROUARD

Entendu l'exposé de Monsieur Mathieu HOUSSON, Conseiller Municipal,

Par délibération en date du 13 avril 2022, la Ville de VERDUN actait d'une part, le lancement d'une consultation auprès d'un maître d'œuvre pour la création d'un espace sportif et ludique dans les remparts de Saint-Victor à VERDUN, intégrant d'une part, un skate-park polyvalent, un 3X3 basket, une aire de jeux, un parking et de l'autre côté de l'Avenue Jean Errard, la réhabilitation de la piste cyclable et ses aménagements, d'autre part, le dépôt des autorisations d'urbanisme afférentes.

A titre d'information de l'assemblée délibérante, et suite à présentation de l'A.V.P. par le Maître d'Oeuvre LOLLIER Ingénierie, un avenant sera établi pour transformer le forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Par ailleurs, il s'agit de solliciter le financement de ces travaux le plus large possible selon le plan prévisionnel joint.

Enfin, des conventionnements avec l'Association LA ZINTRIE, l'Association de PREVENTION ROUTIERE, l'INSPECTION ACADEMIQUE, permettront de faire vivre pleinement ces futurs équipements de plein air et de diversifier le public fréquentant ce site.

- **Contexte – Problématique**

LOLLIER INGENIERIE a été missionné pour la maîtrise d'œuvre de l'opération de création d'équipements sportifs et de proximité et réhabilitation de la piste routière sur le site de Saint-Victor à VERDUN.

L'A.V.P. a fait l'objet d'une présentation le 8 février 2023 comprenant :

- Des plans d'implantation et coupes d'avant-projet
- Un chiffrage pour un montant prévisionnel de travaux de 1 380 000€ HT.

**Avenant au marché n° 22V5701 :**

L'acte d'engagement avec LOLLIER Ingénierie et ses co-traitants – ATELIER PAYSAGE et EVOLVING, en date du 31/08/2022 fixait un forfait provisoire de rémunération de 72 450,00€ HT (6,75%), soit 86 940,00€ TTC pour une enveloppe financière prévisionnelle des travaux de 1 073 333,33€ HT.

Pour votre information, l'établissement d'un avenant est nécessaire pour assurer la transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif, et d'arrêter le coût prévisionnel définitif au regard de l'estimation définitive du coût des travaux proposé par le Maître d'œuvre.

**FINANCEMENTS :**

Ce dossier peut bénéficier de financements comme suit :

. Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (exercice 2023) au titre des axes suivants : 3.1 - appel à projet « création et rénovation des bâtiments et équipement des collectivités », 1.3 – sécurité routière pour les travaux de création d'un plateau surélevé au niveau de l'avenue Jean Errard, et 4 « requalification des espaces » pour la réfection ou création d'un parking », pour un montant de 455 172,00€,

. Plan « 5 000 équipements de proximité » de l'Agence Nationale du Sport, pour un montant de 507 235,00€, financement conditionné notamment via la signature de conventions d'utilisations et d'animations par les porteurs de projet, les utilisateurs et le propriétaire foncier. Ces conventions devront en effet garantir un accès libre au grand public.

. Dispositif de soutien aux centralités rurales et urbaines de la Région GRAND EST, pour un montant de 313 392,00€

**CONVENTIONNEMENTS :**

Le projet structurant du skatepark initié par le groupe de jeunes rieurs du territoire s'est étendu avec la perspective d'autres équipements comme suit :

- Skate Park polyvalent et équipements divers – rive droite en montant St Victor

- 1 skatepark polyvalent
- 1 terrain de basket 3X3
- 1 aire de jeux pour enfants
- 1 placette
- 1 parking

L'évolution des pratiques sportives et des mentalités nous amène à repenser nos équipements, notamment ceux de plein air. Le futur skatepark co-construit avec les jeunes accompagne complètement ces changements.

Aussi, afin d'offrir l'offre la plus large possible pour l'utilisation de ces futurs équipements de plein air, des conventions de mise à disposition de cet équipement sont donc en cours de négociation avec l'Association LA ZINTRIE. en vue de programmer des opérations ponctuelles de promotion du skateboard et du bmx auprès du grand public.

- Piste routière – rive gauche en montant

A l'heure où les mobilités douces prennent une place prépondérante dans notre société pour des raisons autant écologiques que sanitaires, il convient d'accompagner cette transition.

La piste de prévention routière sise sur la rive gauche est l'équipement qui permet de favoriser l'apprentissage du vélo et des nouveaux engins de déplacements, et pour des raisons évidentes de sécurité.

L'Association de Prévention Routière, l'Inspection Académique et la Police Municipale semblent être des acteurs incontournables pour l'utilisation de ce type d'équipement qui fera peau neuve et qui doit revivre.

Des conventions de mise à disposition de cet équipement en vue de programmer des opérations ponctuelles de sensibilisation auprès des écoles de l'agglomération sont donc en cours de négociation avec les structures mentionnées ci-dessus.

A noter que l'Association de Prévention Routière a fait part de son grand intérêt sur ce conventionnement.

Le projet de convention ci-annexé aura pour objet de fixer les conditions d'utilisation et d'animation de ces équipements de plein air et de préciser les créneaux prévisionnels qui seront réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre.

• Enjeux

- . Développement des partenariats entre la Ville et les associations : la ZINTRIE, l'Association de Prévention Routière, l'Inspection Académique, la Police Municipale,
- . Diversification de l'offre sportive en direction de la population –tout public

Cet espace sportif et ludique au sein des remparts Saint Victor est un projet porté par la Direction des Sports en lien avec sa feuille de route.

• Cadre et solution(s) proposée(s)

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 1 380 000,00€ HT, assorti de frais annexes de 10%, soit 138 000€ HT pour un total HT de 1 518 000,00€.

Un avenant sera établi pour transformer la rémunération provisoire du maître d'œuvre en rémunération définitive.

Ce dossier pouvant bénéficier de financements au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (exercice 2023), auprès de l'A.N.S. –Plan 5 000 équipements sportifs, ainsi que de la Région du Grand Est, il vous est demandé d'adopter le plan de financement prévisionnel annexé.

Des conventions de mises à disposition de ces équipements sportifs de plein air seront également mises en œuvre avec les structures suivantes : Association LA ZINTRIE, Association LA PREVENTION ROUTIERE, l'Inspection Académique, et selon le modèle ci-annexé.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'**unanimité**,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter les financements les plus larges pour cette opération : DETR, ANS –Agence Nationale du Sport, REGION Grand Est, et ou tout autre concours financiers, et à signer tout document utile au bon aboutissement de cette affaire. Il est précisé que dans le cas où la ou les aides accordées ne correspondraient pas aux montants sollicités dans le plan de financement prévisionnel annexé, le solde serait supporté par la part d'autofinancement.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de mises à disposition de ces équipements sportifs de plein air de ST VICTOR auprès des partenaires suivants : l'Association LA ZINTRIE, l'Association LA PREVENTION ROUTIERE, l'INSPECTION ACADEMIQUE, la POLICE MUNICIPALE, et autres partenaires potentiels,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

M. le Maire certifie sous sa responsabilité que la présente délibération a fait l'objet des formalités de publicité et de transmission prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**DELIBERE** en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme par le Maire, soussigné qui déclare avoir accompli les formalités d'affichage prescrites par l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0015-DE



Signé électroniquement par : Samuel  
HAZARD  
Date de signature : 07/04/2023  
Qualité : Maire de Verdun

Samuel HAZARD

**Recours, informations des usagers.**

Il est possible de contester la présente décision auprès du « Tribunal Administration de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. N°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél : 03.83.17.43.43 – dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

**Formulaire n°3**  
à joindre au dossier de demande de subvention

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le



ID : 055-215505454-20230405-DVV2023\_0015-DE

**PLAN DE FINANCEMENT**

COLLECTIVITE :

VILLE DE VERDUN

NATURE DU PROJET :

CREATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE PROXIMITE ET REHABILITATION DE LA PISTE ROUTIERE SUR LE SITE SAINT-VICTOR

AXE :

3.1

CATEGORIE :

Création et rénovation des bâtiments et équipement des collectivités

DEPENSES		RESSOURCES		
Nature des dépenses	Montant total HT	Nature des Ressources	Montant Sollicité	Pourcentage
<b>1 – Travaux</b>	<b>1 370 000,00 €</b>	<b>1 – Aides publiques</b>	<b>1 275 799,00 €</b>	<b>80%</b>
Zone 1 - piste cyclable+chemin central)	306 146,00 €	DETR	455 172,00 €	29%
Zone 2 - placette stabilisée +chemin central+ 3X3 BASKET)	112 758,00 €	ANS	507 235,00 €	32%
Zone 3 - SKATEPARK	630 850,00 €	REGION	313 392,00 €	20%
Zone 4 - Parking +axe 4-requalification espaces	67 618,00 €			
Zone 5 - Aire de jeux sportive +axe 1.3-sécurité routière	170 109,00 €			
Chaussée Avenue Jean Errard	67 519,00 €			
Travaux divers	15 000,00 €			
<b>2 – Aléas et imprévus (cf. * pour calcul de la part éligible)</b>	<b>74 264,00 €</b>	<b>2 – Autres(autofinancement)</b>	<b>315 465,00 €</b>	<b>20%</b>
<b>3 – Dépenses connexes (honoraires, maîtrise d'oeuvre, assurance, publication marché, CSPS...) (cf. ** pour calcul de la part éligible)</b>	<b>147 000,00 €</b>	Fonds propres	315 465,00 €	20%
Diagnostic analyses amiante et HAP	10 000,00 €			
Mission de maîtrise d'Oeuvre	137 000,00 €	Emprunts		
<b>Total dépenses***</b>	<b>1 591 264,00 €</b>	<b>Total ressources</b>	<b>1 591 264,00 €</b>	<b>100,00%</b>

Fait à VERDUN, le 27 février 2023

Le Maire de Verdun

Cachet/Signature

Echéancier prévisionnel de l'opération :

Date de début : ÉTÉ 2023

Date de fin : FIN NOVEMBRE 2023

\* : montant prévu dans la limite de 5 % du montant HT des travaux éligibles

\*\* : montant prévu proratisé aux dépenses éligibles dans la limite de 10 % du montant HT des travaux éligibles. Taux de 15 % si l'élément de mission des études d'exécution fait partie de la mission du maître d'oeuvre

\*\*\* : montant arrondi

## CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION ET L'ANIMATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La présente convention est établie entre :

.....  
représenté(e) par le représentant  
légal..... et désigné(e)  
sous le terme «  
le porteur du projet» (collectivités territoriales, fédérations, associations etc...)

Et /ou

.....  
représenté(e) par le représentant légal  
..... et désigné(e) sous le  
terme « le/les utilisateur/s » (collectivités territoriales, fédérations, associations,  
établissements scolaires, etc...) d'autre part,

Et / ou

.....  
.....représenté(e) par le représentant légal  
....., désigné(e) sous le terme « le propriétaire  
foncier » (Collectivités, établissements scolaires, Organisme ou société prive/é, Autres...  
)

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'utilisation et d'animation d'un équipement sportif et de préciser les créneaux prévisionnels qui seront réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre.

L'utilisation des équipements sportifs du propriétaire est définie selon un planning annexé à cette convention. Les horaires indiqués correspondent à l'arrivée et au départ du site des utilisateurs. Toute demande d'utilisation exceptionnelle doit être formulée par écrit au propriétaire de l'équipement au moins 15 jours à l'avance pour être instruite. L'utilisateur ne peut utiliser les équipements sportifs qu'avec l'accord écrit du propriétaire de l'équipement. L'utilisateur a l'obligation d'informer le propriétaire de l'équipement par écrit de la non utilisation des équipements sportifs et de tout changement de calendrier. En cas de non occupation des créneaux horaires mis à disposition, le propriétaire de l'équipement se réserve la possibilité de réaffecter les créneaux concernés à une autre association.

### **ARTICLE 2 - DESIGNATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS**

L'annexe 1 établit le descriptif des équipements sportifs mis à disposition.

### **ARTICLE 3 – VALORISATION**

L'annexe 3 détermine la valorisation des équipements mis à disposition.

### **ARTICLE 4 - DESTINATION DES LOCAUX**

Les locaux et équipements, objet de la présente convention, seront utilisés par l'utilisateur à usage exclusivement sportif. Toute utilisation de l'équipement à d'autres fins est soumise à l'accord préalable du propriétaire de l'équipement.

#### **ARTICLE 5 - ENTRETIEN, TRANSFORMATION, MODIFICATION DES LOCAUX**

Le propriétaire de l'équipement s'engage à maintenir en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité les installations mises à disposition ainsi que le matériel lui appartenant.

L'utilisateur prend les locaux ou les équipements sportifs dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance.

L'utilisateur ne peut modifier l'agencement ou l'organisation des locaux qu'après accord exprès du propriétaire de l'équipement et sous son contrôle. En tout état de cause, ces modifications deviendront la propriété du propriétaire de l'équipement sans indemnité en cas de départ de l'utilisateur ou d'annulation des créneaux de mise à disposition.

#### **ARTICLE 6 - CESSION, SOUS-LOCATION**

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même, l'utilisateur s'interdit de sous-louer à titre onéreux ou gratuit tout ou partie des équipements sportifs, objet de la convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit. Le non-respect de cette règle entraînera l'annulation totale des créneaux de mise à disposition.

#### **ARTICLE 7 - DUREE DE RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une durée de\* ..... ans à compter de sa signature. Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le propriétaire de l'équipement d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant de l'utilisateur et de la présentation de l'attestation d'assurance.

Toute modification de ses dispositions doit faire l'objet d'un avenant.

-----  
\*5 ans minimum

#### **ARTICLE 8 - CHARGES, IMPÔTS, TAXES**

Les frais de nettoyage, de gardiennage, d'entretien, d'eau, de gaz, d'électricité, de chauffage seront supportés par le propriétaire de l'équipement.

Les impôts et taxes de toute nature, relatifs aux locaux visés par la présente convention seront supportés par le propriétaire de l'équipement.

Les impôts et taxes relatifs à l'activité de l'utilisateur seront supportés par ce dernier.

#### **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

L'utilisateur s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace, et de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultants de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

L'utilisateur devra souscrire une assurance pour les risques liés à la pratique sportive, se déroulant sur les équipements visés par la présente.

Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE RECOURS**



L'utilisateur sera personnellement responsable vis à vis du propriétaire de l'équipement et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait, ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'utilisateur répondra des dégradations causées aux biens mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés, ou des personnes accueillies lors de l'animation de l'équipement entraînements ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

#### **ARTICLE 11 - OBLIGATIONS GENERALES DE/S L'UTILISATEUR/S**

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'utilisateur accepte précisément à savoir :

Faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.

Se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif.

L'éducateur reste responsable du groupe qu'il encadre et il se doit de mettre en place tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des pratiquants. A ce titre, la propriétaire de l'équipement demande que les encadrants disposent d'un diplôme dans le domaine d'activité concerné (exemple : diplômes fédéraux).

Respecter le règlement général d'utilisation des équipements sportifs du propriétaire de l'équipement (affiché dans tous les équipements sportifs) ainsi que toute réglementation existante spécifique à l'installation (règlement intérieur, capacité d'accueil, recommandations de la commission de sécurité ...).

Assurer et faire respecter le bon ordre, la sauvegarde, la sécurité des personnes et des installations mises à disposition notamment lors de l'animation sportive. Dans l'hypothèse où des actes de violence ont été perpétrés sous la responsabilité de l'utilisateur et ont fait l'objet d'une sanction, le propriétaire de l'équipement se réserve le droit de procéder à l'annulation des créneaux mis à disposition.

#### **ARTICLE 12 - OBLIGATIONS PARTICULIERES DE/S L'UTILISATEUR/S**

L'utilisateur s'engage expressément à :

Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.

Fournir à la fin de chaque année un compte-rendu d'exécution de la réalisation des objectifs et actions prévues.

Fournir son compte de résultat de fin d'exercice

Fournir un budget prévisionnel

#### **ARTICLE 13 - RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'utilisateur ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

Cette convention pourra être résiliée par le propriétaire de l'équipement à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, en cas de non-respect des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités publiques et les associations ou en raison des nécessités de l'administration des propriétés communales ou pour des motifs d'intérêt général.

Dès que la résiliation sera devenue effective, l'utilisateur perdra tout droit à l'utilisation des locaux mis à disposition, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

#### **ARTICLE 14 - TRANSMISSION AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'État dans le département.

Fait en X exemplaires originaux, à ....., le XX MOIS XXXX

Pour le porteur de projet Pour le/les utilisateur/s Pour le propriétaire foncier

-----ANNEXES à la CONVENTION-----

#### ANNEXE N°1

- Désignation des équipements sportifs devant préciser, le nom et l'adresse de l'équipement sportif mis à disposition, le classement ERP, la capacité d'accueil, la situation cadastrale, la surface estimée du terrain ainsi que le descriptif des locaux.

#### ANNEXE N°2

- Planification des installations sportives devant préciser le nom et l'adresse de l'équipement sportifs, les jours et horaires des créneaux mis à disposition.

#### ANNEXE N°3

- Valorisation de la mise à disposition sur la base de l'annexe 2, à partir du coût horaire de fonctionnement de l'établissement approuvé par délibération du Conseil Municipal.

#### ANNEXE N°4

- Cette annexe précise les modalités et les conditions de la délégation de l'organisation du service de sécurité pour les ERP mis à disposition.